96e ANNÉE
VOL. 96

N° 22
2913

Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 30 mai 1964

Quebec, Saturday, May 30, 1964

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. In that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on ***Wednesday***, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE / PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT

L'Imprimeur de la Reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate' pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: $1.50 la douzaine.

Abonnement: $10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962. 5177 — 1-52-o

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $1. per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: $1.50 per dozen.

Subscriptions: $10. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962. 5177 — 1-52-o

Lettres patentes

Acier Fortis inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Marc Beaudoin, 2603, Beaubien, Philippe Séguin, 2033, Jean-Talon, tous deux avocats, et Pierre Beaudoin, gérant, 4960, St-Zotique, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de « Acier Fortis inc. », avec un capital total de $1,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1558-64

Arèsville Women Sportswear & Dress Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Yvonne Béland, couturière, épouse séparée de corps et de biens de Marcellin Diamond, André Labelle, gérant, tous deux de 8612, 15e Avenue, St-Michel, et Dr Jean-Marie Quenneville, médecin, 11305, St-Réal, Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de vêtements pour dames, sous le nom de « Arèsville Women Sportswear & Dress Co. Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Letters Patent

Acier Fortis inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marc Beaudoin, 2603 Beaubien, Philippe Séguin, 2033 Jean-Talon, both advocates, and Pierre Beaudouin, manager, 4960 St-Zotique, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Acier Fortis inc.", with a total capital stock of $1,000, divided into 100 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1558-64

Arèsville Women Sportswear & Dress Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Yvonne Béland, dressmaker, wife separate as to bed and board of Marcellin Diamond, André Labelle, manager, both of 8612, 15th Avenue, St-Michel, and Dr. Jean-Marie Quenneville, physician, 11305 St-Réal, Montreal, for the following purposes:

To deal in women's clothing, under the name of "Arèsville Women Sportswear & Dress Co. Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 5,000 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Arèsville, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 855-64

The head office of the company will be at Arèsville, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 855-64

L'Association des dames auxiliaires de l'hôpital St-Joseph de la Providence

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Jeannine Bourdages, comptable, épouse contractuellement séparée de biens de Jean Bourdages, 128, Bélanger, LaSalle, Micheline Richard, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Claude Richard, 87, St-Louis, Terrebonne, Pierrette Jetté, téléphoniste, célibataire majeure, 9855, St-Denis, Montréal, Lise Beauchamp, 582, 5e avenue, Pointe-aux-Trembles, Isabelle Lemay, 6640, St-Denis, Montréal, Gisèle Bélisle, 620, rue Louvain, est, Montréal, et Pauline Gallant, 500, boulevard St-Joseph, est, Montréal, ces quatre dernières secrétaires, célibataires majeures, pour les objets suivants:

Former une association pour contribuer au bien-être des malades de l'hôpital St-Joseph de la Providence, et aider ledit hôpital dans la poursuite de ses fins, sous le nom de « L'Association des dames auxiliaires de l'hôpital St-Joseph de la Providence ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1681-64

L'Association des dames auxiliaires de l'hôpital St-Joseph de la Providence

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Jeannine Bourdages, accountant, wife contractually separate as to property of Jean Bourdages, 128 Bélanger, LaSalle, Micheline Richard, secretary, wife contractually separate as to property of Claude Richard, 87 St-Louis St., Terrebonne, Pierrette Jetté, telephone operator, fille majeure, 9855 St-Denis, Montreal, Lise Beauchamp, 582, 5th Ave., Pointe-aux-Trembles, Isabelle Lemay, 6640 St-Denis, Montreal, Gisèle Bélisle, 620 Louvain St., East, Montreal, and Pauline Gallant, 500 St-Joseph Blvd., East, Montreal, the last four secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To form an association in order to contribute to the welfare of the sick at the "Hôpital St-Joseph de la Providence" and help the said hospital to attain its purposes, under the name of "L'Association des dames auxiliaires de l'hôpital St-Joseph de la Providence".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1681-64

L'Association des hôteliers du comté de Bonaventure incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Léonda Babin, professeur, St-Siméon, Paul-Henri Leblanc, St-Charles-de-Caplan, Camille Bisson, Bonaventure, Louis-Philippe Faucher, Paspébiac, Arthur Bélanger, St-Siméon, Jean-Guy Brière, St-Charles-de-Caplan, et J. Reynold Fallu, New Richmond, ces six derniers hôteliers, pour les objets suivants:

Promouvoir l'industrie de l'hôtellerie dans le comté de Bonaventure, sous le nom de « L'Association des hôteliers du comté de Bonaventure incorporée ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Charles-de-Caplan, district judiciaire de Bonaventure.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1252-64

L'Association des hôteliers du comté de Bonaventure incorporée

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Léonda Babin, professor, St-Siméon, Paul-Henri Leblanc, St-Charles-de-Caplan, Camille Bisson, Bonaventure, Louis-Philippe Faucher, Paspébiac, Arthur Bélanger, St-Siméon, Jean-Guy Brière, St-Charles-de-Caplan, and J. Renold Fallu, New Richmond, the last six hoteliers, for the following purposes:

To promote the hotel business in the county of Bonaventure, under the name of "L'Association des hôteliers du comté de Bonaventure incorporée".

The amont to which the value of the immoveable property which the corporation may hold and acquire is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at St-Charles-de-Caplan, judicial district of Bonaventure.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1252-64

Auteuil Développement limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Jean-Guy Vaugeois, 6732, Louis-Hémon, Pierre Panneton, 4350, Coolbrooke, et Jean-Marcel Bernier, 4440, rue de la Peltrie, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Auteuil Développement limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1350, rue Antonio, Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1054-64

Auteuil Développement limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Guy Vaugeois, 6732 Louis-Hémon, Pierre Panneton, 4350 Coolbrooke, and Jean-Marcel Bernier, 4440 de la Peltrie St., all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Auteuil Développement limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1350 Antonio St., Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1054-64

Beaudoin construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Cyrille Beaudoin, entrepreneur, 82, rue Donk, Laval-des-Rapides, Raymond Beaudoin, épicier, 79, 13e rue, Laval-des-Rapides, et Jacques Chouinard, électricien, 65, Donk, Laval-des-Rapides, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Beaudoin construction inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Laval-des-Rapides, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 5318-63

Beaudoin construction inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patnet, bearing date the 14th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Cyrille Beaudoin, contractor, 82 Donk St., Laval-des-Rapides, Raymond Beaudoin, grocer, 79, 13th St., Laval-des-Rapides, and Jacques Chouinard, electrician, 65 Donk St., Laval-des-Rapides, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Beaudoin construction inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 400 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Laval-des-Rapides, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 5318-63

J. R. Bergeron ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1964, constituant en corporation: J.-Raoul Bergeron, marchand, 98, rue St-Étienne, Joachim Bergeron, gérant, rue St-André, tous deux de La Malbaie, et Jean-Marie Paquet, comptable, 7825, Curé-Doucet, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire le commerce du caoutchouc naturel ou synthétique et de la gutta-percha, sous le nom de « J. R. Bergeron ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Malbaie, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1772-64

J. R. Bergeron ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Raoul Bergeron, merchant, 98 St-Étienne St., Joachim Bergeron, manager, St-André St., both of La Malbaie, and Jean-Marie Paquet, accountant, 7825 Curé-Doucet, Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on business dealing in natural or synthetic rubber and in gutta-percha, under the name of "J. R. Bergeron ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at La Malbaie, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1772-64

Les Biscuits Grand'Mère inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Julien Plouffe, avocat, 11605, rue Lépine, Pierrefonds, Julie Galarneau, secrétaire, 12294, rue Alfred, Montréal-Nord, et Yves Gauthier, notaire, 10215, boul Gouin, est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers, confiseurs et fabricants de biscuits, sous le nom de « Les Biscuits Grand-Mère inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1810-64

Les Biscuits Grand'Mère inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Julien Plouffe, advocate, 11605 Lépine St., Pierrefonds, Julie Galarneau, secretary, 12294 Alfred St., Montreal-North, and Yves Gauthier, notary, 10215 Gouin Blvd. East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as bakers, confectioners and biscuit manufacturers, under the name of "Les Biscuits Grand-Mère inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1810-64

Les Bois Clair limitée
Clair Lumber Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Valmore St-Laurent, industriel, Rosaire Bérubé, avocat, et Claire Tremblay, secrétaire, fille majeure, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Les Bois Clair limitée — Clair Lumber Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Romuald-d'Etchemin, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1244-64

Les Bois Clair limitée
Clair Lumber Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Valmore St-Laurent, industrialist, Rosaire Bérubé, advocate, and Claire Tremblay, secretary, fille majeure all three of Rimouski, for the following purposes:

The industry and business dealing in lumber, under the name of "Les Bois Clair limitée — Clair Lumber Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of a par value of $100 each and 200 prefreerd shares of a par value of $50 each.

The head office of the company will be at St-Romuald-d'Etchemin, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1244-64

Les Bonnetiers Perfection inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Henri Normandin, 2005, Bélanger, est, Jean Normandin, 6955, Bordeaux, tous deux industriels, et Louis-Philippe Brault, administrateur, 2235, du Domaine, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de tissus de toutes sortes, naturels ou synthétiques et tous leurs produits, sous le nom de « Les Bonnetiers Perfection inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 4,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 150, rue Frontenac, St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1754-64

Les Bonnetiers Perfection inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Henri Normandin, 2005 Bélanger East, Jean Normandin, 6955 Bordeaux, both industrialists, and Louis-Philippe Brault, administrator, 2235 du Domaine, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of woven materials, natural or synthetic and their products, under the name of "Les Bonnetiers Perfection inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each and 4,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 150 Frontenac St., St. John, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1754-64

Boucherie Torino inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Evaristo Pietrantonio, 7032, rue Des Érables, Emilio Pietrantonio, 533, rue Bélanger, est, tous deux marchands, et Jacqueline Laliberté, secrétaire, fille majeure, 5609, rue Viau, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers et bouchers, sous le nom de « Boucherie Torino inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1725-64

Boucherie Torino inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Evaristo Pietrantonio, 7032 Des Érables St., Emilio Pietrantonio, 533 Bélanger St., East, both merchants, and Jacqueline Laliberté, secretary, fille majeure, 5609 Viau St., all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as grocers and butchers, under the name of "Boucherie Torino inc.", with a total capital stock of $20,000 divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1725-64

Buanderie Rivière-du-Loup inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Rosaire Normand, 18, rue Pelletier, Yves Normand, 71, rue Joly, Roch Normand, 18, rue Taché, tous trois buandiers, et Herman Normand, assureur, 17, rue St-Georges, tous quatre de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Faire affaires comme buandiers et nettoyeurs, sous le nom de « Buanderie Rivière-du-Loup inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1595-64

Buanderie Rivière-du-Loup inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rosaire Normand, 18 Pelletier St., Yves Normand, 71 Joly St., Roch Normand, 18 Taché St., all three laundrymen, and Herman Normand, insurer, 17 St-Georges St., all four of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To carry on business as laundrymen and cleaners, under the name of "Buanderie Rivière-du-Loup inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1595-64

Camp Saint-Maurice de Duvernay inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Louis Beaugrand-Champagne, industriel, 2000, boul. Lévesque, Dr René Major, médecin, 630, J.-J. Joubert, Jean-Baptiste Boutet, entrepreneur, 1695, Champfleury, Norbert Aubin, entrepreneur, 590, Epernay, J.-Jacques McCann, courtier d'assurances, 1057, Riviera, Gustave Maher, entrepreneur, 1046, D'Ailleboust, Jules Painchaud, acheteur, 1045, J.-J.-Joubert, Charles Aboud, dessinateur commercial, 1062, Albanel, Raymond Meloche, gérant de ventes, 1915, De La Concorde, Jean-Laurier Belzile, lieutenant de police, 1027, Victor-Morin, et Benoit Hébert, artisan, 1089, Riviera, tous onze de Duvernay, pour les objets suivants:

Organiser et maintenir un ou des centres de loisirs, recréation ou vacances, sous le nom de « Camp Saint-Maurice de Duvernay inc. ».

Camp Saint-Maurice de Duvernay inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation: without share capital: Louis Beaugrand-Champagne, industrialist, 2000 Lévesque Blvd., Dr. René Major, physician, 630 J.-J. Joubert, Jean-Baptiste Boutet, contractor, 1695 Champfleury, Norbert Aubin, contractor, 590 Epernay, J.-Jacques McCann, insurance broker, 1057, Riviera, Gustave Maher, contractor, 1046 D'Ailleboust, Jules Painchaud, purchaser, 1045 J.-J. Joubert, Charles Aboud, commercial draughtsman, 1062 Albanel, Raymond Meloche, sales manger, 1915 De La Concorde, Jean-Laurier Belzile, police lieutenant, 1027 Victor-Morin and Benoit Hébert, craftsman, 1089 Riviera, all eleven of Duvernay, for the following purposes:

To organize and maintaine one or more recreational or vacation centers, under the name of "Camp Saint-Maurice de Duvernay inc.".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $200,000.

Le siège social de la corporation sera 1961, rue Ivry, Duvernay, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1110-64

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold ans acquire is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation will be at 1961 Ivry St., Duvernay, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1110-64

Caron & Morin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Sylvio Caron, industriel, André Morin, mesureur de bois, et Jacques Morin, journalier, tous trois d'Auclair, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Caron & Morin inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Auclair, district judiciaire de Kamouraska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1729-64

Caron & Morin inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Sylvio Caron, industrialist, André Morin, culler, and Jacques Morin, labourer, all three of Auclair, for the following purposes:

The industry and business dealing in lumber, under the name of "Caron & Morin inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 200 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Auclair, judicial district of Kamouraska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1729-64

Centre d'accueil Saint-Sauveur

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1964, constituant en corporation sans capital-actions: John Kayem, gérant, 629, côte Ste-Catherine, Outremont, Révérend Georges Coriaty, vicaire, 329, avenue Viger, Montréal, Albert Lutfy, marchand, 11220, Drapeau, Montréal-Nord, Georges Assal, ingénieur, 3505, Bélanger, est, Montréal, Roger Chiniara, comptable, 5650, côte St-Luc, Montréal, et Henri Arcache, gérant, 3520, Marcil, Montréal, pour les objets suivants:

Procurer aux immigrants en provenance du Moyen-Orient, sans distinction de race ni de religion, l'accueil, les informations, l'orientation et, en général, toute l'assistance nécessaire susceptible de faciliter leur installation au Canada, sous le nom de « Centre d'accueil Saint-Sauveur ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1075-64

Centre d'accueil Saint-Sauveur

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: John Kayem, manager, 629 côte Ste-Catherine, Outremont, Reverend Georges Coriaty, vicar, 329 Viger Ave., Montreal, Albert Lutfy, merchant, 11220 Drapeau, Montreal-North, Georges Assal, engineer, 3505 Bélanger East, Montreal, Roger Chiniara, accountant, 5650 Côte St-Luc, Montreal, and Henri Arcache, manager, 3520 Marcil, Montreal, for the following purposes:

To receive immigrants from the Middle East, regardless of their race or religion, and to obtain for them information, orientation and, in general, all the necessary assistance to facilitate their installation in Canada, under the name of "Centre d'accueil Saint-Sauveur".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1075-64

Centre national Bel-Air ltée
National Bel-Air Centre Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1964, constituant en corpo-

Centre national Bel-Air ltée
National Bel-Air Centre Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Tru-

ration: Paul Trudeau, avocat, 174, boul. Marois, Laval-des-Rapides, Paul Leduc, avocat, 3465, Place Decelles, Montréal, Jacqueline Poupart, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Gilles Thibodeau, 10406, Sacré-Coeur, Montréal, et Micheline Simard, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 201, rue Metcalfe, Westmount, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Centre national Bel-Air ltée — National Bel-Air Centre Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 1,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 642, rue Duberger, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOMD DOUVILLE.

6722-o 1073-64

deau, advocate, 174 Marois Blvd., Laval-des-Rapides, Paul Leduc, advocate, 3465 Place Decelles, Montreal, Jacqueline Poupart, secretary, wife contractually separate as to property of Gilles Thibodeau, 10406 Sacré-Coeur, Montreal, and Micheline Simard, secretary, fille majeure, and in use of her right, 201 Metcalfe, Westmount, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Centre national Bel-Air ltée — National Bel-Air Centre Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 1,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 642 Duberger St., Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1073-64

Cercle sportif « Consol » de Roberval, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Denis Raymond, payeur, René Gagnon, infirmier, Fernand Fillion, mesureur, Ubald Tremblay, mécanicien, Jean-Guy Lafontaine, commis, Jean-Guy Cossette, commis, Adrien Lespérance, magasiner, tous sept de Roberval, Aubert Bédard, électricien, Clément Arcand, chef mesureur, tous deux de St-Félicien, et Victor Lachance, contremaître, St-Prime, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social et sportif, sous le nom de « Cercle sportif « Consol » de Roberval, inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $15,000.

Le siège social de la corporation sera à Roberval, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 940-64

Cercle sportif "Consol" de Roberval, inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Denis Raymond, paymaster, René Gagnon, male nurse, Fernand Fillion, culler, Ubald Tremblay, mechanic, Jean-Guy Lafontaine, clerk, Jean-Guy Cossette, clerk, Adrien Lespérance, storekeeper, all seven of Roberval, Aubert Bédard, electrician, Clément Arcand, head culler, both of St-Félicien, and Victor Lachance, foreman, St-Prime, for the following purposes:

To establish and direct a social and sports club, under the name of "Cercle sportif "Consol" de Roberval, inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold and acquire is to be limited, is $15,000.

The head office of the corporation will be at Roberval, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 940-64

Cie Bianchi ltée
Bianchi Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1964, constituant en corporation: J.-Stanislas Samson, rentier, 10635, avenue Vianney, Montréal, Richard Samson, avocat, et Élaine Gosselin, institutrice, épouse séparée de biens dudit Richard Samson, ces deux derniers de 10852, Armand-Lavergne, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Cie Bianchi ltée — Bianchi Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Cie Bianchi ltée
Bianchi Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Stanislas Samson, annuitant, 10635 Vianney Ave., Montreal, Richard Samson, advocate, and Élaine Gosselin, teacher, wife separate as to property of the said Richard Samson, the latter two of 10852 Armand-Lavergne, Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Cie Bianchi ltée — Bianchi Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of $100 each and into 250 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera 11655, avenue Letellier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1757-64

The head office of the company will be at 11655 Letellier Ave., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1757-64

Club libéral de Québec-Est inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Gaston Biasson, représentant, 1820, boul. Benoit XV, Raymond Blouin, électricien, 818, 2e Avenue, Albert Maheux, employé, 341, 8e Rue, Napoléon Côté, commerçant, 1850, boul. Benoit XV, René Hawey, commerçant, 2110, rue Dumas, et Michel Drouin, comptable, 1769, Roberval, tous six de Québec, pour les objets suivants:

Former et diriger un club social et politique, sous le nom de « Club libéral de Québec-Est inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 2016-64

Club libéral de Québec-Est inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Gaston Biasson, representative, 1820 Benoit XV Blvd., Raymond Blouin, electrician, 818, 2nd Ave., Albert Maheux, employee, 341, 8th St., Napoléon Côté, trader, 1850 Benoit XV Blvd., René Hawey, trader, 2110 Dumas St., and Michel Drouin, accountant, 1769 Roberval, all six of Quebec, for the following purposes:

To form and direct a social and political club, under the name of "Club libéral de Québec-Est inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corportion may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 2016-64

Club Richelieu — Murdochville inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Y. Henry, rédacteur gérant, Robert Enright, hôtelier, Hermel Dunn, comptable, Bernard Masse, officier-sécurité, Georges Bernier, marchand, Dr Guy Losier, dentiste, Louis Poirier, électricien, et Ronald Cain, arpenteur, tous huit de Murdochville, pour les objets suivants:

Unir ses membres dans un but charitable afin qu'ils puissent s'entraider dans le domaine de la culture personnelle, sous le nom de « Club Richelieu — Murdochville inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $1,500.

Le siège social de la corporation sera à Murdochville, district judiciaire de Gaspé.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 820-64

Club Richelieu — Murdochville inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Pierre Y. Henry, managing editor, Robert Enright, hotelier, Hermel Dunn, accountant, Bernard Masse, security officer, Georges Bernier, merchant, Dr. Guy Losier, dentist, Louis Poirier, electrician, and Ronald Cain, surveyor, all eight of Murdochville, for the following purposes:

To unite its members for charitable purposes so that they may be of mutual assistance in the field of personal culture, under the name of "Club Richelieu — Murdochville inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold and acquire is to be limited, is $1,500.

The head office of the corporation will be at Murdochville, judicial district of Gaspé.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 820-64

La Commission des loisirs de La Sarre inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Adélard Aubé, camionneur, Fernande Cousineau, ménagère, épouse de Richard Trépanier, et dûment autorisée

La Commission des loisirs de La Sarre inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Adélard Aubé, trucker, Fernand Cousineau, housekeeper, wife of Richard Trépanier, and duly authorized by

par lui aux fins des présentes, Dr Yves Balthazard, médecin, Roger Cousineau, maître de poste, Gilbert Gagnon, travailleur social, Gaston Gaudreau, optométriste, Claude Lortie, ingénieur civil, Lucien Olscamp, gérant de téléphone, et Antonio Verret, voyageur de commerce, tous neuf de La Sarre, pour les objets suivants:

Grouper les personnes intéressées à la promotion du sport et la culture physique en général, sous le nom de « La Commission des loisirs de La Sarre inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera à La Sarre, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 640-64

Cosenza Tile & Terrazzo Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Mario Aiello, 7890, de Lanaudière, app. 4, Umberto D'Astoli, 7860, de Lanaudière, et Alfredo D'Astoli, 7477, Châteaubriand, tous trois commerçants, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Cosenza Tile & Terrazzo Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7890, de Lanaudière, app. 4, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1270-64

D. B. D. Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Jean-Baptiste Lamarre, notaire, Mireille Lamarre, étudiante, fille majeure, tous deux de 59, rue de l'Église, Dorion, et Pierre A. Lamarre, notaire, 168, rue Querbes, Dorion, pour les objets suivants:

Faire du pavage et exercer le commerce de marchands de pierres, sous le nom de « D. B. D. Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dorion, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 815-64

Desmeules & Duchesne ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

him for these presents, Dr. Yves Balthazard, physician, Roger Cousineau, postmaster, Gilbert Gagnon, social worker, Gaston Gaudreau, optometrist, Claude Lortie, civil engineer, Lucien Olscamp, telephone company manager, and Antonio Verret, commercial traveler, all nine of La Sarre, for the following purposes:

To group together people interested in sports promotion and pysical culture in general, under the name of "La Commission des loisirs de La Sarre inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold acquire is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at La Sarre, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 640-64

Cosenza Tile & Terrazzo Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Mario Aiello, 7890 de Lanaudière, Apt. 4, Umberto D'Astoli, 7860 de Lanaudière, and Alfredo D'Astoli, 7477 Châteaubriand, all three traders, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Cosenza Tile & Terrazzo Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 7890 de Lanaudière, Apt. 4, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1270-64

D. B. D. Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Baptiste Lamarre, notary, Mireille Lamarre, student, fille majeure, both of 59 de l'Église St., Dorion, and Pierre A. Lamarre, notary, 168 Querbes, Dorion, for the following purposes:

To carry on business dealing in paving and to operate as stone merchants, under the name of "D. B. D. Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Dorion, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 815-64

Desmeules & Duchesne ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1964, constituant en corporation: J.-Léonce Desmeules, industriel, 409, boul. Dequen, Jean-Marie Duchesne, entrepreneur en plomberie, 245, boul. Auger, et Léonard Dufour, commis-comptable, 601, St-Sacrement, tous trois d'Alma, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Desmeules & Duchesne ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Alma, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1731-64

bearing date the 21st day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Léonce Desmeules, industrialist, 409 Dequen Blvd., Jean-Marie Duchesne, plumbing contractor, 245 Auger Blvd., and Léonard Dufour, clerk-accountant, 601 St-Sacrement, all three of Alma, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Desmeules & Duchesne ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Alma, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1731-64

Les Disques Jupiter inc.
Jupiter Records Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1964, constituant en corporation: André Perreault, 4353, avenue Girouard, Montréal, Gilles Bertrand, 286, rue Willowdale, Outremont, Rémi Geoffrion, 227, rue Langlois, Varennes, Guy Roy, 545, Lallemant, St-Jean, tous quatre avocats, et Nicole Geoffrion, secrétaire, 227, rue Langlois, Varennes, pour les objets suivants:

Commerce de disques et rubans sonores de toutes sortes ou d'autres appareils de reproduction sonore, sous le nom de « Les Disques Jupiter inc.— Jupiter Records Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2710, rue Baker, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1486-64

Les Disques Jupiter inc.
Jupiter Records Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Perreault, 4353 Girouard Ave., Montreal, Gilles Bertrand, 286 Willowdale, Outremont, Rémi Geoffrion, 227 Langlois St., Varennes, Guy Roy, 545 Lallement, St-Jean, all four advocates, and Nicole Geoffrion, secretary, 227 Langlois, Varennes, for the following purposes:

To carry on a business dealing in records and tape recorders of all kinds or other loud-speaking apparatus, under the name of "Les Disques Jupiter inc.— Jupiter Records Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 4,000 common shares of $10 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 2710 Baker St., St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1486-64

Napoléon Dubois ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Napoléon Dubois, entrepreneur, St-Étienne, Bernardin Blanchet, avocat, 180, de Bernières, Québec, et Fleur-Reine Durand, secrétaire, 2379, avenue Royale, Courville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Napoléon Dubois ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Étienne, comté de Lévis, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1655-64

Napoléon Dubois ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Napoléon Dubois, contractor, St-Étienne, Bernardin Blanchet, advocate, 180 de Bernières, Quebec, and Fleur-Reine Durand, secretary, 2379 Royale Ave., Courville, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Napoléon Dubois ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Étienne, county of Levis, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1655-64

Les Entrepôts Adanac inc.
Adanac Warehouses Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Luc Geoffroy, avocat, 821, boulevard Briand, Chambly, Lyse St-Louis, 611, avenue Mercille, St-Lambert, et Jeannette Brodeur, 3450, Durocher, app. 31, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires dans le domaine de l'entreposage, sous le nom de « Les Entrepôts Adanac inc. — Adanac Warehouses Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5565, rue Paré, Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1685-64

Les Entrepôts Adanac inc.
Adanac Warehouses Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Luc Geoffroy, advocate, 821 Briand Blvd., Chambly, Lyse St-Louis, 611 Mercille, St-Lambert, and Jeannette Brodeur, 3450 Durocher, Apt. 31, Montreal, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To carry on business in the field of storage, under the name of "Les Entrepôts Adanac inc. — Adanac Warehouses Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 5565 Paré St., Mount-Royal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1685-64

Les Entreprises Culturelles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Jacques Goulet, exécutif, 1141, avenue Dunraven, Mont-Royal, Estelle Cyr, 3415, rue Girouard, Alma Chartrand, 1621, avenue Émard, Ginette Gendron, 11851, Bois-de-Boulogne, et Lise Morrissette, 4835, Jean-Brillant, ces quatre dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'éditeurs, imprimeurs, lithographes, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Les Entreprises Culturelles inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1712-64

Les Entreprises Culturelles inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Goulet, executive, 1141 Dunraven Ave., Mount-Royal, Estelle Cyr, 3415 Girouard, Alma Chartrand, 1621 Émard Ave., Ginette Gendron, 11851 Bois-de-Boulogne, and Lise Morrissette, 4835 Jean-Brillant, the last four secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To operate a business as editors, printers, lithographers, engravers, binders and other similar businesses, under the name of "Les Entreprises Culturelles inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 1,900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1712-64

Les Entreprises Leblanc inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Marc Beaudouin, avocat, 2603, Beaubien, est, Montréal, Philippe Séguin, avocat, 2033, Jean-Talon, est, Montréal, et Pierre Beaudoin, gérant, 4680, St-Zotique, est, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Les Entreprises Leblanc inc. », avec un capital total de de $1,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Les Entreprises Leblanc inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marc Beaudoin, advocate, 2603 Beaubien East, Montreal, Philippe Séguin, advocate, 2033 Jean-Talon East, Montreal, and Pierre Beaudoin, manager, 4680 St-Zotique East, Montreal, for the following purposes:

To act as an investment and holding company, under the name of "Les Entreprises Leblanc inc.", with a total capital stock of $1,000, divided into 100 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1732-64

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1732-64

Les Entreprises Legardeur inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Joseph L. Leroux, ingénieur, 18, Bord de l'Eau, Repentigny, André Gillet, gérant, 350, Leroux, St-François, et Didier Leroux, avocat, 10755, Esplanade, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de la construction et de l'immeuble, sous le nom de « Les Entreprises Legardeur inc. », avec un capital total de $80,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 7,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1193-64

Les Entreprises Legardeur inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph L. Leroux, engineer, 18 Bord de l'Eau, Repentigny, André Gillet, manager, 350, Leroux, St-François, and Didier Leroux, advocate, 10755 Esplanade, Montreal, for the following purposes:

To carry on business in the fields of construction and real estate, under the name of "Les Entreprises Legardeur inc.", with a total capital stock of $80,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 7,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1193-64

Les Entreprises Lescar ltée
Lescar Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1964, constituant en corporation: J.-Éloi Gervais, avocat, 61, rue St-Charles, est, Longueuil, Élie Allard, agent, 311, boul. St-Joseph, est, Montréal, et Horacia Lescarbeau, ménagère, épouse judiciairement séparée de Robert Cassidy, 311, boul. St-Joseph, est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble, de la construction et du placement, sous le nom de « Les Entreprises Lescar ltée — Lescar Enterprises Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1635-64

Les Entreprises Lescar ltée
Lescar Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Éloi Gervais, advocate, 61, St-Charles, East, Longueuil, Élie Allard, agent, 311 St-Joseph Blvd, East, Montreal, and Horacia Lescarbeau, housekeeper, wife judicially separated from Robert Cassidy, 311 St-Joseph Blvd., East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business in the fields of construction and real estate and investment, under the name of "Les Entreprises Lescar ltée — Lescar Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of a par value of $100 each and into 250 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1635-64

Les Entreprises Prevec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Claude Tessier, éditeur, 489, rue Émile, Fabreville, Maurice Prévost, administrateur, 341, Henri-Bourassa, ouest, Hugo Bonin, éditeur, 10468, Place Prieur, et Roland St-Jacques, éditeur, 10441, avenue St-Charles, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Les Entreprises Prevec inc. », avec un capital total de

Les Entreprises Prevec inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Tessier, editor, 489 Émile St., Fabreville, Maurice Prévost, administrator, 341 Henri-Bourassa West, Hugo Bonin, editor, 10468 Place Prieur, and Roland St-Jacques, editor, 10441 St-Charles Ave., the three latter of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Entreprises Prevec inc.", with a total capital

$40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 341, Henri-Bourassa, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1767-64

Éthier & frères ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Donat Éthier, 207, rang Sud, Ernest Éthier, 177, rang Sud, Zénon Éthier, 181, rang Sud, tous trois de St-Janvier, et Jean-Paul Éthier, 445, rang Ste-Marie-Anne, Ste-Thérèse-de-Blainville, tous quatre cultivateurs, pour les objets suivants:

Commerce de produits alimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Éthier & frères ltée », avec un capital total de $200,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,800 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Janvier, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1245-64

La Fédération des oeuvres paroissiales Saint-Georges de Longueuil inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Émilien Vallée, 7, St-Alexandre, Longueuil, Simon Venne, 2939, Fendall, Montréal, tous deux avocats, et Nicole Bélisle, secrétaire, célibataire, 5943, De Lorimier, Montréal, pour les objets suivants:

Établir une union morale entre les associations paroissiales, sous le nom de « La Fédération des œuvres paroissiales Saint-Georges de Longueuil inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1231-64

Ferronnerie A. Huot inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Marcel Huot, 10, Des Cèdres, Claude Huot, 8, rue Duquette, et Guy Huot, 19, de Roussy, tous trois marchands, de Ste-Thérèse, pour les objets suivants:

stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of a par value of $1 each and 1,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 341 Henri-Bourassa West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1767-64

Éthier & frères ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Donat Éthier, 207 South Rrange, Ernest Éthier, 177 South Range, Zénon Éthier, 181 South Range, all three of St-Janvier, and Jean-Paul Éthier, 445 Ste-Marie-Anne Range, Ste-Thérèse-de-Blainville, all four farmers, for the following purposes:

To deal in all kinds of food products, under the name of "Éthier & frères ltée", with a total capital stock of $200,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 1,800 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Janvier, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1245-64

La Fédération des oeuvres paroissiales Saint-Georges de Longueuil inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Émilien Vallée, 7 St-Alexandre Street, Longueuil, Simon Venne, 2939 Fendall, Montreal, both advocates, and Nicole Bélisle, secretary, fille majeure, 5943 De Lorimier, Montreal, for the following purposes:

To establish moral ties between parochial associations, under the name of "La Fédération des œuvres paroissiales Saint-Georges de Longueuil inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold and acquire is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at Longueuil, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1231-64

Ferronnerie A. Huot inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Huot, 10 Des Cèdres, Claude Huot, 8 Duquette Street, and Guy Huot, 19 de Roussy, all three merchants, of Ste-Thérèse, for the following purposes:

Faire le commerce de marchandises et articles en aluminium, fer émaillé, fer-blanc, granit, métal galvanisé, tôle et autres articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « Ferronnerie A. Huot inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 955-64

To carry on business dealing in merchandise and articles in aluminum, enamelware, tinware, graniteware, galvanized metal, roofing and other manufactured wholly or in part of metal or wood, under the name of "Ferronnerie A. Huot inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Ste-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 955-64

La Fondation Armand Laberge Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Rémy G. Taschereau, avocat et conseil en loi de la Reine, Antoinette Picard, rentière, tous deux de Ste-Marie, comté de Beauce, et Lise Roy, secrétaire, 336, rue St-Alphonse, est, Thetford Mines, pour les objets suivants:

Promouvoir l'aide aux missionnaires laïques et religieux, sous le nom de « La Fondation Armand Laberge Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation sera à Châteauguay-Bassin, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 200-63 — 1172/25

La Fondation Armand Laberge Inc.

Notice is hereby given thatunder Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Rémy G. Taschereau, advocate and Queen's Counsel, Antoinette Picard, annuitant, both of Ste-Marie, county of Beauce, and Lise Roy, secretary, 336 St-Alphonse St. East, Thetford Mines, for the following purposes:

To encourage aid to lay and religious missionaries, under the name of "La Fondation Armand Laberge Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation will be at Châteauguay-Bassin, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 200-63 — 1172/25

Fook Lee Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1964, constituant en corporation sans capital-actions: David Seto, 44, rue St-Louis, David Leung, 582, rue St-Vallier, est, tous deux restaurateurs, et Kim Seto, épicier, 576, rue St-Vallier, est, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social, sous le nom de « Fook Lee Club Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $40,000.

Le siège social de la corporation sera 582, rue St-Vallier, est, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1700-64

Fook Lee Club Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: David Seto, 44 St-Louis St., David Leung, 582 St-Vallier, East, both restaurateurs, and Kim Seto, grocer, 576 St-Vallier, East, all three of Quebec, for the following purposes:

To establish and direct a social club, under the name of "Fook Lee Club Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold and acquire is to be limited, is $40,000.

The head office of the corporation will be at 582 St-Vallier St., East, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1700-64

Foro inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1964, constituant en corpora-

Foro inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Émé Lacroix,

tion: Émé Lacroix, 280, Appin, Mont-Royal, Jacques Sylvestre, 2945, Maplewood, Montréal, et Pierre Viau, 11370, Bruxelles, Montréal-Nord, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Foro inc. », avec un capital total de $500, divisé en 20 actions ordinaires de $5 chacune et en 40 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1723-64

Gonthier & frères inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Gilbert Gonthier, Jean-Yves Gonthier et Claude Gonthier, industriels, de Barraute, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Gonthier & frères inc. », avec un capital total de $125,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Barraute, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 687-64

Gopar inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Yolande Roy, Doris Pelletier, secrétaires, filles majeures, et Jacques O'Bready, avocat, tous trois de 230, King ouest, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements, sous le nom de « Gopar inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 892-64

N. Grenier construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1964, constituant en corporation: Norbert Grenier, industriel, Donalda Thériault, ménagère, épouse dudit Norbert Gre-

280 Appin, Mount-Royal, Jacques Sylvestre, 2945 Maplewood, Montreal, and Pierre Viau, 11370 Bruxelles, Montreal-North, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business in the fields of construction and real estate, under the name of "Foro inc.", with a total capital stock of $500, divided into 20 common shares of $5 each and into 40 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1723-64

Gonthier & frères inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilbert Gonthier, Jean-Yves Gonthier and Claude Gonthier, industrialists, of Barraute, for the following purposes:

The industry and business dealing in lumber, under the name of "Gonthier & frères inc.", with a total capital stock of $125,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $100 each and 250 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Barraute, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 687-64

Gopar inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Yolande Roy, Doris Pelletier, secretaries, filles majeures, and Jacques O'Bready, advocate, all three of 230 King St., West, Sherbrooke, for the following purposes:

To operate as an investment company, under the name of "Gopar inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and into 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St-François.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 892-64

N. Grenier construction inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Norbert Grenier, industrialist, Donalda Thériault, housewife, wife of the said Norbert Grenier, both of

nier, tous deux de 280, 90e avenue, et Roger Grenier, contremaître, 346, 85e avenue, tous trois de Chomedey, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « N. Grenier construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 280, 90e avenue, Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1341-64

280, 90th Ave., and Roger Grenier, foreman, 346, 85th Ave., all three of Chomedey, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "N. Grenier construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 280, 90th Ave., Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1341-64

Roger Guillot inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Roger Guillot, entrepreneur, Monique F. Guillot, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Roger Guillot, tous deux de 24, rue Langevin, Beauport, Georges E. Guillot, électricien, 84, de l'Espinay, Québec, et Gilles Fortier, plombier, 148, rue Lafrance, Duberger, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de « Roger Guillot inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 24, rue Langevin, Beauport, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 524-64

Roger Guillot inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Guillot, contractor, Monique F. Guillot, housekeeper, wife contractually separate as to property of the said Roger Guillot, both of 24 Langevin St., Beauport, Georges E. Guillot, electrician, 84 de l'Espinay, Quebec, and Gilles Fortier, plumber, 148 Lafrance St., Duberger, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Roger Guillot inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 24 Langevin St., Beauport, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 524-64

Jean-Marie Huot ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Jean-Marie Huot, marchand, Irène Fleury, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Marie Huot, tous deux de 120, de la Fabrique, et Léon Huot, serre-frein, 114, de la Fabrique, tous trois de Jonquière, pour les objets suivants:

Commerce d'articles de sport et de quincaillerie, et faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Jean-Marie Huot ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 122, rue de la Fabrique, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1717-64

Jean-Marie Huot ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Marie Huot, merchant, Irène Fleury, housekeeper, wife contractually separate as to property of the said Jean-Marie Huot, both of 120 de la Fabrique, and Léon Huot, brakeman, 114 de la Fabrique, all three of Jonquière, for the following purposes:

To carry on a business dealing in sports articles and hardware and to operate as restaurateurs, under the name of "Jean-Marie Huot ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of a par value of $10 each and into 150 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 122 de la Fabrique, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1717-64

Les Immeubles Bertfort inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Louis-Philippe Brault, administrateur, 2235, Dudemaine, Maurice Rochette, comptable, et Roland Lanctôt, comptable, ces deux derniers de 561, boul. Crémazie, est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Les Immeubles Bertfort inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1755-64

Les Immeubles Bertfort inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis-Philippe Brault, administrator, 2235 Dudemaine, Maurice Rochette, accountant, and Roland Lanctôt, accountant, the latter two of 561 Crémazie Blvd., East, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business in the fields of construction and real estate, under the name of "Les Immeubles Bertfort inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1755-64

Immeubles Provencher ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Jean-Louis Provencher, avocat, 42, boul. Carignan, Paul-Henri Laliberté, comptable, 29, St-Zéphirin, Benoit Provencher et Marcel Provencher, ces deux derniers boulangers, de R.R. No 2, tous quatre de Victoriaville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles, sous le nom de « Immeubles Provencher ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 42, boulevard Carignan, Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1786-64

Immeubles Provencher ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Louis Provencher, advocate, 42 Carignan Blvd., Paul-Henri Laliberté, accountant, 29 St-Zéphirin, Benoit Provencher and Marcel Provencher, the two latter bakers, of R.R. No. 2, all four of Victoriaville, for the following purposes:

To carry on business as a real estate company, under the name of "Immeubles Provencher ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 42 Carignan Blvd., Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1786-64

Imprimerie A. Doyon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Albert Doyon, imprimeur, 264, de la Couronne, Roland LeBel, imprimeur, 208, rue Dieppe, et Marcel Doyon, plombier, 369, Bibault, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs, éditeurs, graveurs, relieurs, lithographes et autrse commerces semblables, sous le nom de « Imprimerie A. Doyon inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 264, de la Couronne, Quebec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1271-64

Imprimerie A. Doyon inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Albert Doyon, printer, 264 Crown St., Roland LeBel, printer, 208 Dieppe St., and Marcel Doyon, plumber, 369 Bibault, all three of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as printers, editors, engravers, book-binders, lithographers and in other similar trades, under the name of "Imprimerie A. Doyon inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 264 Crown St., Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1271-64

Les Investissements Rocan inc. Rocan Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Jean Rodighiero, constructeur, Rose Loggia, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean Rodighiero, tous deux de 48, 9e rue, Flavio Rodighiero, constructeur, et Marie Fata, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Flavio Rodighiero, ces deux derniers de 44, 9e rue, tous quatre de Roxboro, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie de placements, sous le nom de « Les Investissements Rocan inc. — Rocan Investments Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1716-64

Les Investissements Rocan inc. Rocan Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Rodighiero, builder, Rose Loggia, housekeeper, wife contractually separate as to property of the said Jean Rodighiero, both of 48, 9th St., Flavio Rodighiero, builder, and Marie Fata, housekeeper, wife contractually separate as to property of the said Flavio Rodighiero, the latter two of 44, 9th St., all four of Roxboro, for the following purposes:

To operate as an investment company, under the name of "Les Investissements Rocan inc. — Rocan Investments Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each and into 350 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1716-64

Jetté & frères industries inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Fernand Jetté, 8591, rue Des Belges, André Jetté, 7283, rue Henri-Julien, tous deux ferblantiers, et Gilles Jetté, administrateur, 7359, rue Casgrain, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en chauffage et réfrigération, sous le nom de « Jetté & frères industries inc. », avec un capital total de $90,000, divisé en 600 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 779-64

Jetté & frères industries inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Fernand Jetté, 8591 Des Belges St., André Jetté, 7283 Henri-Julien St., both tinsmiths, and Gilles Jetté, administrator, 7359 Casgrain St., all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors in heating and refrigeration, under the name of "Jetté & frères industries inc.", with a total capital stock of $90,000, divided into 600 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal-North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 779-64

Juërgen's Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1964, constituant en corppration: Juërgen Strauss, homme d'affaires, Françoise Adam, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Juërgen Strauss, tous deux de 5285, 11e avenue, app. 11, Montréal, et Lucille Arcouette, ménagère, veuve du Dr Philippe Adam, 730, avenue McEachran, Outremont, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles de variété en général, sous le nom de « Juërgen's Limited », avec un capital total de $10,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 500 actions privilégiées de $10 chacune.

Juërgen's Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Juërgen Strauss, businessman, Françoise Adam, housekeeper, wife contractually separate as to property of the said Juërgen Strauss, both of 5285, 11th Ave., Apt. 11, Montreal, and Lucille Arcouette, housewife, widow of Dr. Philippe Adam, 730 McEachran Ave., Outremount, for the following purposes:

To carry on a business dealing in variety articles generally, under the name of "Juërgen's Limited", with a total capital stock of $10,000, divided into 500 common shares of $10 each and into 500 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 548-64

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6722 548-64

L. & R. réfrigération ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Maurice Martel, C.R., avocat, 406, Champagneur, Outremont, Aldéric Deschamps, avocat, 289, 63 avenue, Chomedey, et Gertrude Bourbeau, secrétaire, fille majeure, 1236, rue du Fort, Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'appareils de réfrigération, d'accessoires de plomberie et de chauffage, et de matériaux de construction, sous le nom de « L. & R. réfrigération ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à L'Assomption, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1759-64

L. & R. réfrigération ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Martel, Q.C., advocate, 406 Champagneur, Outremont, Aldéric Deschamps, advocate, 289, 63rd Ave., Chomedey, and Gertrude Bourdeau, secretary, fille majeure, 1236 du Fort St., Montreal, for the following purposes:

To deal in refrigerating apparatus, plumbing and heating accessories, and construction materials, under the name of "L. & R. réfrigération ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at L'Assomption, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6722 1759-64

Ladouceur & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Gaétane Gaudet, 701, rue St-Pierre, Louise Poirier, 33*b*, rue Holmes, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Lucille Desmarais, secrétaire, épouse séparée de biens de Lucien Allie, 15, 7e Avenue, toutes trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Exploiter une meunerie, sous le nom de « Ladouceur & fils inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 7,400 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Cyrille-de-Wendover, comté de Drummond, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1294-64

Ladouceur & fils inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gaétane Gaudet, 701 St-Pierre St., Louise Poirier, 33*b* Holmes St., both secretaries, spinsters of the full age of majority, and Lucille Desmarais, secretary, wife separate as to property of Lucien Allie, 15, 7th Avenue, all three of Drummondville, for the following purposes:

To operate a flour-mill, under the name of "Ladouceur & fils inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,500 common shares of a par value of $10 each, 7,400 preferred class "A" shares of a par value of $10 each and 1,000 preferred class "B" shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at St-Cyrille-de-Wendover, county of Drummond, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6722 1294-64

J. A. Laganière & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1964, constituant en corporation: J.-Armand Laganière, marchand de fourrures, 5151, Bordeaux, Maurice Laganière, marchand de fourrures, et Liliane Tremblay, ménagère, épouse séparée de biens dudit Maurice

J. A. Laganière & fils inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Armand Laganière, fur merchant, 5151 Bordeaux, Maurice Laganière, fur merchant, and Liliane Tremblay, housekeeper, wife separate as to property of the said Maurice Laganière, the latter two of

Laganière, ces deux derniers de 5428, Bellechasse, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme pelletiers et teinturiers, sous le nom de « J. A. Laganière & fils inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 5,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5151, Bordeaux, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1781-64

5428 Bellechasse, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as furriers, and dyers, under the name of "J. A. Laganière & fils inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 2,000 common shares of $10 each, and into 5,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 5151 Bordeaux, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1781-64

Laporte & Jetté inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Jacques Laporte, barbier, 1164, Wagram, Longueuil, Arthur Jetté, contremaître, 2186, Bercy, Montréal, Yvon Savoie, marchand de fruits, 1122, Gilford, Montréal, Jean Gareau, journalier, 1823, Poupart, Montréal, et Jean Campion, journalier, 5637, 17e avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des tavernes, hôtels, auberges et restaurants, sous le nom de « Laporte & Jetté inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2344, rue Ontario, est, Montréal; district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1610-64

Laporte & Jetté inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Laporte, barber, 1164 Wagram, Longueuil, Arthur Jetté, foreman, 2186 Bercy, Montreal, Yvon Savoie, fruit merchant, 1122 Gilford, Montreal, Jean Gareau, labourer, 1823 Poupart, Montreal, and Jean Campion, labourer, 5637, 17th Ave., Montreal, for the following purposes:

To operate taverns, hotels, inns and restaurants, under the name of "Laporte & Jetté inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2344 Ontario St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1610-64

Leonardo Pizzeria & Bar-B-Q inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Raphaël Esposito, Pierre Senez, notaires, de 319, rue St-Zotique, est, et Larry Di Bernardo, restaurateur, 10550, rue Tanguay, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, cafés, auberges et restaurants, salles de rafraîchissement, boulangeries, camps et maisons de touristes, et stations estivales, sous le nom de « Leonardo Pizzeria & Bar-B-Q inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5270, rue Jean-Talon, est, St-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1782-64

Leonardo Pizzeria & Bar-B-Q inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raphaël Esposito, Pierre Senez, notaries, of 319 St-Zotique, East, and Larry Di Bernardo, restaurateur, 10550 Tanguay, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on operations dealing in hotels, motels, taverns, cafés, inns and restaurants, refresment parlors, bakeries, camps and tourist homes and summer resorts, under the name of "Leonardo Pizzeria & Bar-B-Q inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 5270 Jean-Talon St., East, St-Léonard, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1782-64

Lessard, Bédard et associés, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Lessard, Bédard et associés, inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1964, have

province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1964, constituant en corporation: François J. Lessard, 5922, 5e avenue, Montréal, Gilles Bédard, 7680, avenue Montpensier, Anjou, et Paul Robillard, 6437, 40e avenue, Montréal, tous trois vendeurs, pour les objets suivants:

Exercer les fonctions de courtiers en valeurs mobilières, de maison de placement et d'agents de change, sous le nom de « Lessard, Bédard et associés, inc. », avec un capital total de $253,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 1,500 actions privilégiées première classe d'une valeur au pair de $100 chacune et en 1,000 actions privilégiées seconde classe d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 132, rue St-Jacques, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1804-64

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: François J. Lessard, 5922, 5th Ave., Montreal, Gilles Bédard, 7680 Montpensier Ave., Anjou, and Paul Robillard, 6437, 40th Ave., Montreal, all three salesmen, for the following purposes:

To carry on business as brokers in stocks and bonds, as an investment company, and as exchange agents, under the name of "Lessard, Bédard et associés, inc.", with a total capital stock of $253,000, divided into 3,000 common shares of a par value of $1 each, 1,500 preferred first class whares of a par value of $100 each and 1,000 preferred second class shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 132 St. James St. West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1804-64

J. M. Lever inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1964, constituant en corporation: André Paquette, 3425, boul. Toupin, St-Laurent, Jacques Coderre, 11819, rue Zotique-Racicot, Montréal, tous deux avocats, et Marie Leclerc, secrétaire, 4005, rue St-Zotique, app. 6, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs, éditeurs, papetiers, lithographes, graveurs, relieurs, libraires et autres commerces semblables, sous le nom de « J. M. Lever inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2950, rue Masson, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1183-64

J. M. Lever inc.

Notice is hereby given that under Part I of Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Paquette, 3425 Toupin, Blvd., St-Laurent, Jacques Coderre, 11819, Zotique-Racicot, Montreal, both advocates, and Marie Leclerc, secretary, 4005 St-Zotique, Street, Apt. 6, Montreal, for the following purposes:

To operate a business as printers, editors, stationers, lithographers, engravers, binders, librairians and other similar businesses, under the name of "J. M. Lever inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 2950 Masson St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1183-64

Literie Drummond ltée
Drummond Bedding Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Marcel Dorais, industriel, 47, 118e avenue, Jacques Dorais, opérateur, 47, 118e avenue, Guy Dorais, opérateur, 47, 118e avenue, tous trois de Drummondville-Sud, et Roger Parenteau, avocat, 480, rue St-Jean, Drummondville, pour les objets suivants:

Fabriquer des matelas, des sommiers, des lits, et exécuter tout travail de rembourrage, sous le nom de « Literie Drummond ltée — Drummond Bedding Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Literie Drummond ltée
Drummond Bedding Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1964, hvae been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Dorais, industrialist, 47, 118th Avenue, Jacques Dorais, operator, 47, 118th Avenue, Guy Dorais, operator, 47, 118th Avenue, all three of Drummondville-South, and Roger Parenteau, advocate, 480 St-Jean Street, Drummondville, for the following purposes:

To manufacture mattresses, spring and box mattresses, beds and to carry on all upholoistering work, under the name of "Literie Drummond ltée — Drummond Bedding Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and into 200 preferred shares of a par value of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera 47, 118e avenue, Drummondville-Sud, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 5124-63

The head office of the company will be at 47, 118th Avenue, Drummondville-South, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 5124-63

Location d'autos Goyette inc.
Goyette Auto Leasing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Claude Thivierge, 105, Thackerey, Beaconsfield, Pierre Viau, 11370, Bruxelles, Montréal-Nord, Jacques Sylvestre, 2945, Maplewood, app. 16, Montréal, tous trois avocats, et Renée Auger, secrétaire, 534, Trudeau, LaSalle, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs parties et accessoires et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Location d'autos Goyette inc.— Goyette Auto Leasing Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 400, boulevard Bourgogne, Chambly, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1763-64

Location d'autos Goyette inc.
Goyette Auto Leasing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Thivierge, 105 Thackerey, Beaconsfield, Pierre Viau, 11370 Bruxelles, Montreal-North, Jacques Sylvestre, 2945 Maplewood, apt. 16, Montreal, all three advocates, and Renée Auger, secretary, 534 Trudeau, LaSalle, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, their parts and accessories, and to act as garagemen, under the name of "Location d'autos Goyette inc.— Goyette Auto Leasing Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 400 Bourgogne Boulevard, Chambly, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1763-64

Ménard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Fulgence Ménard, entrepreneur électricien, 55, rue Elizabeth, Sorel, Serge Ménard, entrepreneur électricien, 2998, Mandeville, Tracy, Jean-Guy Drouin, électricien, 4803, Frontenac, Tracy, et Lucien Bernier, électricien, 3214, Monseigneur-Larocque, Tracy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de « Ménard inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 4,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 55, rue Elizabeth, Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1236-64

Ménard inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Fulgence Ménard, contractor-electrician, 55 Elizabeth St., Sorel, Serge Ménard, contractor-electrician, 2998 Mandeville, Tracy, Jean-Guy Drouin, electrician, 4803 Frontenac, Tracy, and Lucien Bernier, electrician, 3214 Monseigneur-Larocque, Tracy, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Ménard inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 4,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 55 Elizabeth St., Sorel, judicial district of Richelieu.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1236-64

Métropolitain auto inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1964, constituant en corporation: John Maria Cerini, C.R., 4628, avenue Kensington, Montréal, Robert Learmont Jamie-

Métropolitain auto inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John Maria Cerini, Q.C., 4628 Kensington, Montreal, Robert Learmont Jamieson, Q.C., 15 Westwood Drive,

son, c.r., 15, Westwood Drive, Pointe-Claire, et Barrie Hinchcliffe Brown, 4335 Broadway, app. 412, Lachine, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles de toutes sortes, sous le nom de « Métropolitain auto inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 9607, boulevard Gouin, ouest, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1631-64

Mines de Poirier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de janvier 1964, constituant en corporation: Pierre Legrand, avocat, 415, Place d'Amiens, Duvernay, Pierre Cimon, avocat, 14, rue de Provence, Préville, et Yves Fortier, avocat, 40, avenue Arlington, Westmount, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais, sous le nom de « Mines de Poirier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à canton de Poirier, comté d'Abitibi-Est, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 418-64

Marcel Mongeau ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Thomas Chasney Camp, Alexandre Kennedy Paterson et Richard-Joseph Riendeau, avocats, de 129, rue St-Jacques, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Marcel Mongeau ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 49,700 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1773-64

Napierville Quarter Drag Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1964, constituant en

Pointe-Claire, and Barrie Hinchcliffe Brown, 4335 Broadway, Apt. 412 Lachine, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business dealing in motor vehicles of all kinds, under the name of "Métropolitain auto inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 9607 Gouin Blvd., West, Pierrefonds, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1631-64

Mines de Poirier inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Legrand, advocate, 415 Place d'Amiens, Duvernay, Pierre Cimon, advocate, 14 de Provence St., Préville, and Yves Fortier, advocate, 40 Arlington Ave., Westmount, for the following purposes:

To carry on explorations or research to discover mines and ores, under the name of "Mines de Poirier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be in the township of Poirier, county of Abitibi-East, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 418-64

Marcel Mongeau ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Thomas Chasney Camp, Alexandre Kennedy Paterson and Richard-Joseph Riendeau, advocates, of 129 St-James St. West, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Marcel Mongeau ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 300 common shares of a par value of $1 each and into 49,700 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Longueuil, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1773-64

Napierville Quarter Drag Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Ga-

corporation: André Gagnon, marchand, Georgette Sorel, ménagère, épouse dudit André Gagnon, et Jean-Marie Gagnon, mécanicien, tous trois de Napierville, pour les objets suivants:

Organiser une piste de course pour automobiles, sous le nom de « Napierville Quarter Drag Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Napierville, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1746-64

gnon, merchant, Georgette Sorel, housewife, wife of the said André Gagnon, and Jean-Marie Gagnon, mechanic, all three of Napierville, for the following purposes:

To organize an automobile race course, under the name of "Napierville Quarter Drag Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 400 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Napierville, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1746-64

National Acceptance Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1964, constituant en corporation: Denise Vachon, 1775, boul. Benoît XV, Pierrette Trottier, 610, Lavigueur, toutes deux secrétaires, célibataires majeures, et Gail Cleary, téléphoniste, célibataire majeure, 306, Bayard, toutes trois de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de prêts, sous le nom de « National Acceptance Corporation », avec un capital total de $500,000, divisé en 19,500 actions classe « A » d'une valeur au pair de $10 chacune, 5,500 actions classe « B » d'une valeur au pair de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lévis, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1123-64

National Acceptance Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Denise Vachon, 1775 Benoît XV Blvd., Pierrette Trottier, 610 Lavigueur, both secretaries, filles majeurs, and Gail Cleary, telephone operator, fille majeure, 306 Bayard, all three of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as a loan company, under the name of "National Acceptance Corporation", with a total capital stock of $500,000, divided into 19,500 class "A" shares of a par value of $10 each, 5,500 class "B" shares of a par value of $10 each and into 2,500 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Levis, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1123-64

Nettoyeurs Jacques-Cartier inc. Jacques Cartier Cleaners Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Jacques Bourgault, Roger Bourgault, laitiers, et Marcel Fournier, nettoyeur, tous trois de LeMoyne, pour les objets suivants:

Faire affaires comme buandiers, sous le nom de « Nettoyeurs Jacques-Cartier inc.— Jacques Cartier Cleaners Inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 2,600 actions privilégiées de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 225, rue St-Louis, LeMoyne, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1601-64

Nettoyeurs Jacques-Cartier inc. Jacques Cartier Cleaners Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Bourgault, Roger Bourgault, milkmen, and Marcel Fournier, cleaner, all three of LeMoyne, for the following purposes:

To carry on business as launderers, under the name of "Nettoyeurs Jacques-Cartier inc.— Jacques Cartier Cleaners Inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 2,600 preferred shares of $25 each.

The head office of the company will be at 225 St-Louis Street, LeMoyne, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1601-64

L'Oeuvre des terrains de jeux de St-Antoine-Abbé & de Franklin Centre, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

L'Oeuvre des terrains de jeux de St-Antoine-Abbé & de Franklin Centre, inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Norman H. Moneypenny, commis, Franklin Centre, Jean-Marie Goneau, comptable, Jacques Benny, hôtelier, Georges Usereau, assistant-gérant, Réjean Dumont, journalier, Georges Huet, entrepreneur, et Véranda-Louis Lemieux, marchand, ces six derniers de St-Antoine-Abbé, pour les objets suivants:

Établir et maintenir un centre de loisirs, sous le nom de « L'Oeuvre des terrains de jeux de St-Antoine-Abbé & de Franklin Centre, inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Antoine-Abbé, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 948-64

bearing date the 24th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Norman H. Moneypenny, clerk, Franklin Centre, Jean-Marie Goneau, accountant, Jacques Benny, hotelier, Georges Usereau, assistant-manager, Réjean Dumont, laborer, Georges Huet, contractor, and Véranda-Louis Lemieux, merchant, the last six of St-Antoine-Abbé, for the following purposes.

To establish and maintain a recreational center, under the name of "L'Oeuvre des terrains de jeux de St-Antoine-Abbé & de Franklin Centre, inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold and acquire is to be limietd, is 50,000.

The head office of the corporation will be at St-Antoine-Abbé, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 948-64

Laurier Osborne construction ltée
Laurier Osborne Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Laurier Osborne, entrepreneur, Lucienne Parent, ménagère, épouse dudit Laurier Osborne, tous deux de 31, boul. Lorrain, Templeton, et Jean Dagenais, avocat, 159, 2e Avenue, Gatineau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Laurier Osborne construction ltée — Laurier Osborne Construction Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Templeton, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1780-64

Laurier Osborne construction ltée
Laurier Osborne Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Laurier Osborne, contractor, Lucienne Parent, housewife, wife of the said Laurier Osborne, both of 31 Lorrain Blvd., Templeton, and Jean Dagenais, advocate, 159, 2nd Avenue, Gatineau, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Laurier Osborne construction ltée — Laurier Osborne Construction Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 30,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Templeton, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1780-64

R. R. Perreault inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Pierre Massé, Jean Duchesne, avocats, et Michel Desmarais, étudiant, tous trois de 333, rue Craig, est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans le domaine du transport, sous le nom de « R. R. Perreault inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3615, boulevard Toupin, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 884-64

R. R. Perreault inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Massé, Jean Duchesne, advocates, and Michel Desmarais, student, all three of 333 Craig St. East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business in the field of transportation, under the name of "R. R. Perreault inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 3615 Toupin Blvd., St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 884-64

Plomberie Michel inc.
Michel Plumbing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Lucien Moquin, chef de service, 370, rue Raymond, Roger Bayard, représentant, 2000, rue des Ormes, et André Gauthier, avocat, 1990, rue des Ormes, tous trois de St-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Plomberie Michel inc. — Michel Plumbing Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1710-64

Plomberie Michel inc.
Michel Plumbing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lucien Moquin, departmental manager, 370 Raymond St., Roger Bayard, representative, 2000 des Ormes St., and André Gauthier, advocate, 1990 des Ormes St., all three of St-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Plomberie Michel inc. — Michel Plumbing Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1710-64

Rolfe's Marina Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1964, constituant en corporation: Maurice Rolfe, commerçant, Meryle Hauser, ménagère, épouse séparée de biens dudit Maurice Rolfe, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de R.R. No 1, Georgeville, et Dorothy M. Quinn, rentière, fille majeure, Washington, D.C., U.S.A., pour les objets suivants:

Faire le commerce de canots automobiles, bateaux, chaloupes, moteurs, engins marins et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Rolfe's Marina Limited », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 9,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera R.R. No 1, Georgeville, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1903-64

Rolfe's Marina Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Rolfe, trader, Meryle Hauser, housewife, wife separate as to property of the said Maurice Rolfe, and duly authorized by him for these presents, both of R.R. No. 1, Georgeville, and Dorothy M. Quinn, annuitant, fille majeure, Washington, D.C. U.S.A. for the following purposes:

To carry on business dealing in motor-boats, boats, launches, motors, marine motors, and all their accessories and parts, under the name of "Rolfe's Marina Limited", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 9,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at R.R. No. 1, Georgeville, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1903-64

Les Rouliers de la Rive-Sud inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Luc Geoffroy, avocat, 821, boul. Briand, Chambly, Lyse St-Louis, secrétaire, fille majeure, 611, avenue Mercille, St-Lambert, et Jeannette Brodeur, secrétaire, fille majeure, 3450, rue Durocher, app. no 31, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Les Rouliers de la Rive-Sud inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Les Rouliers de la Rive-Sud inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Luc Geoffroy, advocate, 821 Briand Blvd., Chambly, Lyse St-Louis, secretary, fille majeure, 611 Mercille Ave., St-Lambert, and Jeannette Brodeur, secretary, fille majeure, 3450 Durocher St., Apt. No. 31, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company, under the name of "Les Rouliers de la Rive-Sud inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera 403, rue Sherbrooke, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1063-64

St. Johns Plastic Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Louis Veyssiere, ingénieur, 151, 14e avenue, Richelieu, Maurice Choquette, industriel, 383, St-Hubert, St-Jean, et Gilles Gaudette, comptable agréé, 141, De Salaberry, St-Jean, pour les objets suivants:

Faire le commerce de moteurs, machines, leurs parties et accessoires, sous le nom de « St. Johns Plastic Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 40 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 360 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1273-64

C. A. Sartor & Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Caesare Antonio Sartor, entrepreneur en terrazzo et en tuile céramique, Licia Bon, ménagère, épouse dudit Caesare Antonio Sartor, tous deux de 89, rue Louis-Hyppolite-Lafontaine, Boucherville, et Robert Crevier, comptable, 5461, rue Verneuil, Anjou, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « C. A. Sartor & Company Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 364-64

Savoie Express Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Jean-Paul Savoie, gérant, Louise Fournier, secrétaire, et Alain Savoie, gérant, tous trois de Manseau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Savoie Express Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions

The head office of the company will be at 403 Sherbrooke St., East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1063-64

St. Johns Plastic Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Veyssiere, engineer, 151, 14th Ave., Richelieu, Maurice Choquette, industrialist, 383 St-Hubert, St-John's, and Gilles Gaudette, chartered accountant, 141 De Salaberry, St-John's, for the following purposes:

To carry on a business dealing in motors, machines, their parts and accessories, under the name of "St. Johns Plastic Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 40 common shares of a par value of $100 each and into 360 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at St-John's, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1273-64

C. A. Sartor & Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Caesare Antonio Sartor, contractor in the laying of terrazzo and ceramic tile, Licia Bon, housewife, wife of the said Caesare Antonio Sartor, both of 89 Louis-Hyppolite-Lafontaine Street, Boucherville, and Robert Crevier, accountant, 5461 Verneuil Street, Anjou, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "C. A. Sartor & Company Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Boucherville, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 364-64

Savoie Express Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Savoie, manager, Louise Fournier, secretary, and Alain Savoie, manager, all three of Manseau, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Savoie Express Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into

ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Manseau, district judiciaire de Nicolet.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1730-64

300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Manseau, judicial district of Nicolet.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1730-64

Service d'entretien Trans Québec ltée
Trans Quebec Maintenance Service Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Alain Robillard, voyageur, 5300, Louisbourg, Micheline Poirier, ménagère, épouse séparée de biens de Léo J. Haines, 11814, Élie-Blanchard, et Jacqueline Vincent, secrétaire, fille majeure, 2537, Bourbonnière, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de la construction et de l'entretien, sous le nom de « Service d'entretien Trans Québec ltée — Trans Quebec Maintenance Service Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 11814, Élie-Blanchard, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1749-64

Service d'entretien Trans Québec ltée
Trans Quebec Maintenance Service Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alain Robillard, traveller, 5300 Louisbourg, Micheline Poirier, housewife, wife separate as to property of Léo J. Haines, 11814 Élie-Blanchard, and Jacqueline Vincent, secretary, fille majeure, 2537 Bourbonnière, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business in the fields of construction and maintenance, under the name of "Service d'entretien Trans Québec ltée — Trans Quebec Maintenance Service Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 11814 Élie-Blanchard, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1749-64

Service de Sécurité-Sherbrooke inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Albert Gobeil, avocat, 277, Farwell, Jean Rouillard, avocat, 1421, Leclerc, Dewey Zaor, avocat, 441, Liège, Gilles Coulombe, avocat, 1075, Ontario, Françoise Fouquet, 1011, McManamy, Florence Zaor, 1484, Belvedère, Jocelyne Ménard, 272, 10e avenue, nord, toutes trois secrétaires, filles mejeures, Monique Coulombe, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gilles Coulombe, 1075, Ontario, et John Fauteux, voyageur, 1083, Fairmount, tous neuf de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exploiter une agence d'investigation et de sécurité, sous le nom de « Service de Sécurité-Sherbrooke inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 780 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 538-64

Service de Sécurité-Sherbrooke inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Albert Gobeil, advocate, 277 Farwell, Jean Rouillard, advocate, 1421 Leclerc, Dewey Zaor, advocate, 441 Liège, Gilles Coulombe, advocate, 1075 Ontario St., Françoise Fouquet, 1011 McManamy, Florence Zaor, 1484, Belvedère, Jocelyne Ménard, 272, 10th North Ave., all three secretaries, filles majeures, Monique Coulombe, housekeeper, wife separate as to property of the said Gilles Coulombe, 1075 Ontario, and John Fauteux, traveller, 1083 Fairmount, all nine of Sherbrooke, for the following purposes:

To operate as an investigation and security company, under the name of "Service de Sécurité-Sherbrooke inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 780 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St-François.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 538-64

Service des loisirs St-Barnabé-Apôtre

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Service des loisirs St-Barnabé-Apôtre

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1964, have

province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Gagné, vendeur, 527, William-David, Paul Boies, employé de bureau, 4164, Adam, George-Aimé Beauvais, soudeur, 539, William-David, Robert Landry, vendeur, 1647, Vimont, et Fernand L'Hostie, policier, 1839, Aird, tous cinq de Montreal, pour les objets suivants:

Développer les loisirs dans la paroisse de St-Barnabé-Apôtre, sous le nom de « Service des loisirs St-Barnabé-Apôtre ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1250-64

Service des loisirs Très-Saint-Nom-de-Jésus

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1964, constituant en corporation sans capital-actions: André De Gagné, constable, 1657, de LaSalle, Edmond Tétreault, professeur, 550, William David, Germaine Meloche, employée civique, 1651, de LaSalle, Denis Charlebois, représentant, 4427, Adam, app. 3, Clément Parizeault, représentant, 1645, Létourneux, Jean-Guy Lussier, constable privé, 1659, de LaSalle, et Lucien Lacasse, pompier, 1456, boul. Morgan, app. 2, tous sept de Montréal, pour les objets suivants:

Développer les loisirs dans la paroisse du Très-Saint-Nom-de-Jésus, sous le nom de « Service des loisirs Très-Saint-Nom-de-Jésus ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1184-64

Siloge limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Roy Fraser Elliott, C.R., avocat, Margot Mary Quinn et Céline Trudeau, ces deux dernières secrétaires, célibataires, tous trois de 1155, boul. Dorchester, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements, sous le nom de « Siloge limitée », avec un capital total de $30,000, divisé en 30,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 155, rue St-Paul, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province ce 20e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1630-64

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporate without share capital: Roger Gagné, salesman, 527 William-David, Paul Boies, office employee, 4164 Adam, Georges-Aimé Beauvais, solderer, 539 William-David, Robert Landry, salesman, 1647 Vimont, and Fernand L'Hostie, policeman, 1839, Aird, all five of Montreal, for the following purposes:

To develop recreational centers in the parish of St-Barnabé-Apôtre, under the name of "Service des loisirs St-Barnabé-Apôtre".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold and acquire is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1250-64

Service des loisirs Très-Saint-Nom-de-Jésus

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: André De Gagné, constable, 1657 de LaSalle, Edmond Tétreault, professor, 550 William David, Germaine Meloche, civil employee, 1651 de LaSalle, Denis Charlebois, representative, 4427 Adam, Apt. 3, Clément Parizeault, representative, 1645 Létourneux, Jean-Guy Lussier, private constable, 1659 de LaSalle, and Lucien Lacasse, fireman, 1456 Morgan Blvd., Apt. 2, all seven of Montreal, for the following purposes:

To develop recreational centers in the parish of Très-Saint-Nom-de-Jésus, under the name of "Service des loisirs Très-Saint-Nom-de-Jésus".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold and acquire is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1184-64

Siloge limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roy Fraser Elliott, Q.C., advocate, Margot Mary Quinn and Céline Trudeau, the two latter secretaries, spinsters, all three of 1155 Dorchester Blvd. West, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Siloge limitée", with a total capital stock of $30,000, divided into 30,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 155 St-Paul St., Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1630-64

Société immobilière Bonin limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1964, constituant en corporation: André Bonin, technicien, 2880, rue Pagé, St-Hyacinthe, Charles Léone, administrateur, 8221, boul. Pie IX, Montréal, et Marcel Bonin, administrateur, 6750, boul. Pie IX, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Société immobilière Bonin limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1706-64

Société immobilière Bonin limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Québec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Bonin, technician, 2880 Pagé St., St. Hyacinthe, Charles Léone, administrator, 8221 Pie IX Blvd., Montreal, and Marcel Bonin, administrator, 6750 Pie IX Blvd., Montreal, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "Société immobilière Bonin limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1706-64

Raymond Turgeon ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de mars 1964, constituant en corporation: Raymond Turgeon, entrepreneur, 315, Papineau, Québec, Bernardin Blanchet, avocat, 180, de Bernières, Québec, et Jean-Louis Morency, comptable, 2776, rue Valcourt, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Raymond Turgeon ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 315, rue Papineau, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1235-64

Raymond Turgeon ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Turgeon, contractor, 315 Papineau, Quebec, Bernardin Blanchet, advocate, 180 de Bernières, Quebec, and Jean-Louis Morency, accountant, 2776 Valcourt St., Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Raymond Turgeon ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 315 Papineau St., Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1235-64

Lettres patentes supplémentaires

Columbia Builders Supply Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25e jour de mars 1964, à la compagnie « Columbia Builders Supply Co. », 1° Réduisant son capital de $1,000 à $200 le capital-actions annulé étant divisé en 50 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune et 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune; 2° augmentant son capital de $200 à $100,000 le capital-actions additionnel étant divisé en 19,800 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 8,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722 15590-60 — 1213/86

Supplementary Letters Patent

Columbia Builders Supply Co.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Columbia Builders Supply Co.", 1° Reducing its capital from $1,000 to $200 the capital stock annulled being divided into 50 preferred shares of the par value of $10 each and 300 common shares of the par value of $1 each; 2° Increasing its capital from $200 to $100,000 the additionnal capital stock being divided into 19,800 common shares of the par value of $1 each and 8,000 preferred shares of the par value of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722-o 15590-60 — 1213/86

Crédit Joliette inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 6e jour d'avril 1964, à la compagnie « Casavant & Associes Inc. », constituée par lettres patentes en date du 1er août 1963, changeant son nom en celui de « Crédit Joliette inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 3372-63 — 1216/79

Crédit Joliette inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Casavant & Associes Inc.", incorporated by letters patent dated the 1st day of August, 1963, changing its name to that of "Crédit Joliette inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 3372-63 — 1216/79

Développement Ste-Beatrix inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 3e jour d'avril 1964, à la compagnie « Laporte et Nadeau ltée », constituée par lettres patentes en date du 24e jour de mai 1961, changeant son nom en celui de « Développement Ste-Beatrix inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722 11616-61 — 1216/38

Développement Ste-Beatrix inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Laporte et Nadeau ltée", incorporated by letters patent dated the 24th day of May, 1961, changing its name to that of "Développement Ste-Beatrix inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722-o 11616-61 — 1216/38

The Dollard des Ormeaux Home-Owners Association Inc.
L'Association des propriétaires de Dollard des Ormeaux inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 26e jour de mars 1964, à la compagnie « The West Park Home-Owners Association Inc.— L'Association des propriétaires de West Park inc. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 10e jour de janvier 1961, changeant son nom en celui de « The Dollard des Ormeaux Home-Owners Association Inc.— L'Association des propriétaires de Dollard des Ormeaux inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722 15485-50 — 1216/39

The Dollard des Ormeaux Home-Owners Association Inc.
L'Association des propriétaires de Dollard des Ormeaux inc.

Notice is hereby given that, under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "The West Park Home-Owners Association Inc.— L'Association des propriétaires de West Park inc.", incorporated under the provisions of Part III of the said Quebec Companies Act, by the letters patent dated 10th day of January, 1961, changing its name to that of "The Dollard des Ormeaux Home-Owners Association Inc.— L'Association des propriétaires de Dollard des Ormeaux inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722-o 15485-60 — 1216/39

Les Entreprises Safari (1963) limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 3e jour d'avril 1964, à la compagnie « Immeubles Roland Daigneault Realties Inc. », constituée par lettres patentes en date du 16 mai 1961, changeant son nom en celui de « Les Entreprises Safari (1963) limitée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 11904-61 — 1216/43

Les Entreprises Safari (1963) limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Immeubles Roland Daigneault Realties Inc.", incorporated by letters patent dated the May 16, 1961, changing its name to that of "Les Entreprises Safari (1963) limitée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 11904-61 — 1216/43

Excelsior Office Supplies & Furniture Inc.
Excelsior papeterie &
ameublement de bureau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 6e jour d'avril 1964, à la compagnie « Excelsior Office Supplies and Printing Ltd. – Excelsior accessoires de bureau et imprimerie ltée », constituée par lettres patentes en date du 14 décembre 1955, changeant son nom en celui de « Excelsior Office Supplies & Furniture Inc. – Excelsior papeterie & ameublement de bureau inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 13258-55 — 1216/44

Excelsior Office Supplies & Furniture Inc.
Excelsior papeterie &
ameublement de bureau inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Excelsior Office Supplies and Printing Ltd. – Excelsior accessoires de bureau et imprimerie ltée", incorporated by letters patent dated the 14th day of December, 1955, changing its name to that of "Excelsior Office Supplies & Furniture Inc.— Excelsior papeterie & ameublement de bureau inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 13258-55 — 1216/44

Les investissements Ducharme inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 15e jour d'avril 1964, à la compagnie « Les investissements Ducharme inc. », augmentant son capital de $125,000 à $300,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 17,500 actions ordinaires de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 1343-63 — 1215/125

Les investissements Ducharme inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Les investissements Ducharme inc.", increasing its capital stock from $125,000 to $300,000, the additional share capital being divided into 17,500 common shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 1343-63 — 1215/125

Jobastore Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20e jour d'avril 1964, à la compagnie « John's Bargain Store Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 23e jour d'août 1963, changeant son nom en celui de « Jobastore Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722 3621-63 — 1215/79

Jobastore Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "John's Bargain Store Ltd.", incorporated by letters patent dated the 23rd day of August, 1963, changing its name to that of "Jobastore Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722-o 3621-63 — 1215/79

Joliette Smallware Inc.
Variétés Joliette inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7e jour d'avril 1964, à la compagnie « Joliette Smallware Inc. », constituée par lettres patentes en date du 21 juillet 1960, changeant son nom en celui de « Joliette Smallware Inc.— Variétés Joliette inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 12591-60 — 1216/50

Joliette Smallware Inc.
Variétés Joliette inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Joliette Smallware Inc.", incorporated by letters patent dated the 21st day of July, 1960, changing its name to that of "Joliette Smallware Inc.— Variétés Joliette Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 12591-60 — 1216/50

Largo construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Largo construction inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 22e jour d'avril 1964, à la compagnie « Largo construction inc. », augmentant son capital de $5,000 à $50,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 4,500 actions ordinaires de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 13379-61 — 1216/53

letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Largo construction inc.", increasing its capital stock from $5,000 to $50,000, the additional share capital being divided into 4,500 common shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 13379-61 —1216/53

Laval automotive inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 15e jour d'avril 1964, à la compagnie « Laval automotive inc. », convertissant 200 actions ordinaires de $100 en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 13865-62 — 1216/9

Laval automotive inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Laval automotive inc.", converting its 200 common shares of $100 each into 200 preferred shares of of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 13865-62 — 1216/9

Lombard Power Equipment Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13e jour d'avril 1964, à la compagnie « Craig Machinery Co. Ltd. » constituée par lettres patentes en date du 19e jour de novembre 1962, changeant son nom en celui de « Lombard Power Equipment Limited ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722 14588-62 — 1216/55

Lombard Power Equipment Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Craig Machinery Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 19th day of November, 1962, changing its name to that of "Lombard Power Equipment Limited".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722-o 14588-62 — 1216/55

Marlborough Golf & Country Club, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 8e jour d'avril 1964, à la compagnie « Marlborough Golf & Country Club, Limited », augmentant son capital de $150,000 à $4,400,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 4,250,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722 192-23 — 1215/131

Marlborough Golf & Country Club, Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Marlborough Golf & Country Club, Limited", increasing its capital from $150,000 to $4,400,000, the additional capital stock being divided into 4,250,000 preferred shares of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722-o 192-23 — 1215/131

Les membres du renouveau chrétien

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 9e jour de janvier 1964, à la corporation « Les membres du renouveau chrétien », augmentant le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, de $250,000 à $1,000,000.

Les membres du renouveau chrétien

Notice is hereby given that, under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of January, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Les membres du renouveau chrétien", increasing the amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited from $250,000 to $1,000,000.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 12651-57 — 1215/133

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 12651-57 — 1215/133

Pavages St-Jean inc.
St. John's Paving Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 18e jour de mars 1964, à la compagnie « Saint-John's Paving Inc. », constituée par lettres patentes en date du 3 juin 1959, changeant son nom en celui de « Pavages St-Jean inc.— St. John's Paving Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 12612-59 — 1216/59

Pavages St-Jean inc.
St. John's Paving Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Saint-John's Paving Inc.", incorporated by letters patent dated the 3rd day of June, 1959, changing its name to that of "Pavages St-Jean inc.— St. John's Paving Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 12612-59 — 1216/59

Les pétroles Damas inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 22e jour d'avril 1964, à la compagnie « Les pétroles Damas inc. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 14914-59 — 1216/60

Les pétroles Damas inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Les pétroles Damas inc.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 14914-59 — 1216/60

Powter's Printing Limited
L'imprimerie Powter limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 10e jour d'avril 1964, à la compagnie « Powter's Prompt and Punctual Printery, Limited », constituée par lettres patentes en date du 5e jour de mai 1937, changeant son nom en celui de « Powter's Printing Limited — L'imprimerie Powter limitée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722 1169-37 — 1216/63

Powter's Printing Limited
L'imprimerie Powter limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Powter's Prompt and Punctual Printery, Limited", incorporated by letters patent dated the 5th day of May, 1937, changing its name to that of "Powter's Printing Limited — L'imprimerie Powter limitée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722-o 1169-37 — 1216/63

The Rifles Football Club Inc.
Le Club de football Rifles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7e jour d'avril 1964, à la compagnie « Quebec Rifles Football Club Inc.— Le Club de football Québec Rifles inc.», constituée par lettres patentes en date du 22e jour de janvier 1964, changeant son nom en celui de « The Rifles Football Club Inc.— Le Club de football Rifles inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722 301-64 — 1216/66

The Rifles Football Club Inc.
Le Club de football Rifles inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Quebec Rifles Football Club Inc.— Le Club de football Québec Rifles inc.", incorporated by letters patent dated the 22nd day of January, 1964, changing its name to that of "The Rifles Football Club Inc.— Le Club de football Rifles inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722-o 301-64 —1216/66

Lionel Ross et fils limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 15e jour d'avril 1964, à la compagnie « Lionel Ross et fils limitée », augmentant son capital de $60,000 à $90,000 le capital-actions additionnel étant divisé en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 4388-63 — 1216/10

Lionel Ross et fils limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Lionel Ross et fils limitée", increasing its capital stock from $60,000 to $90,000, the additional share capital being divided into 300 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 4388-63 — 1216/10

Roy et frères limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13e jour d'avril 1964, à la compagnie « Roy et frères limitée », augmentant son capital de $40,000 à $90,000; le capital-actions additionnel étatt divisé en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 15783-61 — 1215/75

Roy et frères limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Roy et frères limitée", increasing its capital stock from $40,000 to $90,000; the additional share capital being divided into 500 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 15783-61 — 1215/75

Maurice Sioui inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 2e jour d'avril 1964, à la compagnie « Sioui Tire Supply & Service Inc. », constituée par lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1960, changeant son nom en celui de « Maurice Sioui inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 11929-60 — 1216/68

Maurice Sioui inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Sioui Tire Supply & Service Inc." incorporated by letters patent dated the 5ht day of May, 1960, changing its name to that of "Maurice Sioui inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 11929-60 — 1216/68

La Société de placements Perreault ltée
Perreault Investment Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20e jour d'avril 1964, à la compagnie « Du Per Le ltée », constituée par lettres patentes en date du 17 octobre 1958, 1° changeant son nom en celui de « La Société de placements Perreault ltée — Perreault Investment Company Ltd. », 2° éténdant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 13371-58 — 1216/1

La Société de placements Perreault ltée
Perreault Investment Company Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Du Per Le ltée", incorporated by letters patent dated the 17th day of October, 1958, 1. changing its name to that of "La Société de placements Perreault ltée — Perreault Investment Company Ltd."; 2. extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 13371-58 — 1216/1

Sogestion ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Sogestion ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25e jour de mars 1964, à la compagnie « Sogestion ltée », 1° modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes; 2° augmentant son capital de $50,000 à $350,000 par la création de 90,000 actions classe « A » de $3 chacune et en 30,000 actions classe « B » de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 2578-63 — 1216/14

letters patent, bearing date the 25th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Sogestion ltée", 1. amending certain provisions of its letters patent: 2. increasing its capital stock from $50,000 to $350,000 by the creation of 90,000 class "A" shares of $3 each and into 30,000 class "B" shares of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 2578-63 — 1216/14

Summerhill Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7e jour d'avril 1964, à la compagnie « Summerhill Realty Inc. » constituée par lettres patentes en date du 23e jour de janvier 1962, changeant son nom en celui de « Summerhill Construction Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722 10312-62 — 1216/69

Summerhill Construction Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Summerhill Realty Inc.", incorporated by letters patent dated the 23rd day of January, 1962, changing its name to that of "Summerhill Construction Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722-o 10312-62 — 1216/69

Tole Victoria inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 10e jour d'avril 1964, à la compagnie « Tole Victoria inc. », augmentant son capital de $70,000 à $200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 7665-45 — 1216/11

Tole Victoria inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Tole Victoria inc.", increasing its capital stock from $70,000 to $200,000, the additional share capital being divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 7665-45 — 1216/11

Torpedo ltée
Torpedo Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 17e jour d'avril 1964, à « La compagnie Torpedo de Mégantic limitée », constituée par lettres patentes en date du 15 mai 1946, 1° changeant son nom en celui de « Torpedo ltée — Torpedo Ltd. », 2° subdivisant ses 300 actions ordinaires de $100 en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune; 3° subdivisant ses 450 actions privilégiées de $100 en 4,500 actions privilégiées de $10 chacune; 4° augmentant son capital de $75,000 à $95,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune; 5° modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 3860-46 — 1216/17

Torpedo ltée
Torpedo Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "La compagnie Torpedo de Mégantic limitée", incorporated by letters patent dated May 15, 1946, 1. changing its name into that of "Torpedo ltée — Torpedo Ltd.", 2. subdividing its 300 common shares of $100 into 3,000 common shares of $10 each; 3. subdividing its 450 preferred shares of $100 into 4,500 preferred shares of $10 each; 4. increasing its capital stock of $75,000 to $95,000; the additional capital stock being divided into 2,000 common shares of $10 each; 5. amending certain provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 3860-46 — 1216/17

Trois-Rivières Chevrolet, limitée
Three Rivers Chevrolet, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec de corriger les lettres patentes supplémentaires de changement de nom de la compagnie « Three Rivers Chevrolet Motor Sales, Limited », en date du 3 octobre 1963, en changeant, partout où il apparaît dans la version anglaise du nouveau nom, le mot « Trois-Rivières » par le mot « Three Rivers », de manière que tel nouveau nom se lise « Trois-Rivières Chevrolet, limitée — Three Rivers Chevrolet, Limited ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 22 mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 931-29 — 1189/33

United Auto Parts Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 31e jour de mars 1964, à la compagnie « United Auto Parts Inc. », 1° diminuant son capital de $5,000,000 à $4,731,981, le capital-actions annulé étant divisé en 268,019 actions privilégiées de $1 chacune; 2° augmentant son capital de $4,731,981 à $5,500,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 768,019 actions privilégiées de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722 16243-61 — 1216/18

Videoscope Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13e jour d'avril 1964, à la compagnie « Parino Inc. », constituée par lettres patentes, en date du 13 juin 1963, changeant son nom en celui de « Videoscope Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o 2542-63 — 1216/98

William H. Wallace Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 26e jour de mars 1964, à la compagnie « William H. Wallace Ltd. », réduisant son capital de $155,650 à $42,200, le capital-actions annulé étant divisé en 2,000 actions catégorie « B » de $1 chacune et 111,450 actions catégorie « C » de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722 15822-52 — 1215/102

Trois-Rivières Chevrolet, limitée
Three Rivers Chevrolet, limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to correct the supplementary letters patent changing the name of "Three Rivers Chevrolet Motor Sales, Limited", bearing date the 3rd day of October, 1963, by changing, wherever it appears in the English version of the new name, the word "Trois-Rivières" by the word "Three Rivers", in such a way that the new read "Trois-Rivières Chevrolet, limitée — Three Rivers Chevrolet, Limited".

Given at the office of the Provincial Secretary on May 22, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 931-29 — 1189/33

United Auto Parts Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "United Auto Parts Inc.", 1. reducing its capital from $5,000,000 to $4,731,981 the capital stock annulled being divided into 268,019 preferred shares of $1 each; 2. increasing its capital from $4,731,981 to $5,500,000 the additional capital stock being divided into 768,019 preferred shares of $1.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722-o 16243-61 — 1216/18

Videoscope Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Parino Inc.", incorporated by letters patent dated the 13th day of June, 1963, changing its name to that of "Videoscope Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722 2542-63 — 1216/98

William H. Wallace Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "William H. Wallace Ltd.", reducing its capital from $155,650 to $42,200 the capital stock annulled being divided into 2,000 class "B" shares of $1 each and 111,450 class "C" shares of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722-o 15822-52 — 1215/102

Action en séparation de biens

Paquette *vs* Dubois

Canada, province de Québec, district de Saint-François, Cour Supérieure, No 27,968; Olivette Paquette, demanderesse; *vs* Roland Dubois, défendeur.

Dame Olivette Paquette, épouse de Roland Dubois, journalier, domicilié et résidant à Rock Forest, a formulé contre son mari une demande en séparation de biens.

Sherbrooke, le 25 mai 1964.

Les Avocats de la demanderesse,

6768-o BLANCHETTE, ROBERGE & DESMARAIS.

Action for separation as to property

Paquette *vs* Dubois

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 27,968; Olivette Paquette, plaintiff; *vs* Roland Dubois, defendant.

Dame Olivette Paquette, wife of Roland Dubois, labourer, domicled and residing in Rock Forest, has formed, against her husband, a request in separation as to property.

Sherbrooke, May 25, 1964.

BLANCHETTE, ROBERGE & DESMARAIS,

6768 *Attorneys for the petitioner.*

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 814

Québec, le 22 avril 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la circulation en forêt dans les régions sauvegardées en 1964.

ATTENDU QU'en vertu de l'arrêté en conseil numéro 685 du 22 mai 1948, il a été décrété que les territoires suivants où sont comprises des terres vacantes de la Couronne, des forêts affermées ainsi que des forêts privées d'une étendue d'au moins 2,000 acres, seront désignées comme régions sauvegardées au sens et aux fins de la Loi des Terres et Forêts:

I. *Ungava:* Tout le territoire du Nouveau-Québec.

II. *Ashuanipi:* Tout le territoire compris entre le district électoral de Saguenay, de Duplessis et le Nouveau-Québec.

III. *Mistassini:* Tout le territoire compris entre la limite sud du Nouveau-Québec et la limite nord des districts électoraux d'Abitibi-Ouest, d'Abitibi-Est, de Roberval et de Chicoutimi, et dont les eaux se déversent dans la Baie James.

IV. *Côte Nord:* Le district électoral de Saguenay.

V. *Basse Côte Nord:* Le district électoral de Duplessis.

VI. *Abitibi:* Les districts électoraux de Rouyn-Noranda, d'Abitibi-Est et d'Abibiti-Ouest.

VII. *Témiscamingue:* Les districts électoraux de Pontiac et de Témiscamingue.

VIII. *Outaouais:* Les districts électoraux de Gatineau, de Papineau et de Labelle.

IX. *Nord de Montréal:* Les districts électoraux de Terrebonne, d'Argenteuil, d'Assomption, de Montcalm, de Joliette et de Berthier.

X. *St-Maurice Ouest:* Les districts électoraux de Maskinongé et de St Maurice.

XI. *St Maurice Est:* Les districts électoraux de Québec, de Portneuf, de Champlain et de Laviolette.

XII. *Laurentides:* Les districts électoraux de Montmorency, et de Charlevoix en entier, et ceux de Chicoutimi et de Jonquière-Kénogami pour la partie située au sud de la rivière Saguenay.

XIII. *Lac St Jean:* Les districts électoraux de Roberval, et de Lac St Jean en entier, et ceux de Chicoutimi et de Jonquière-Kénogami pour la partie située au nord de la rivière Saguenay.

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 814

Quebec, April 22, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING travelling in the forest in fire districts in 1964.

WHEREAS pursuant to Order in Council number 685, dated May 22, 1948, it was decreed that the following territories wherein are included vacant Crown lands, rented forests as well as private forests of at least 2,000 acres, will be designated as fire districts, in the sens of and for the purposes of the Lands and Forests Act,

I. *Ungava:* All the territory of New Quebec.

II. *Ashuanipi:* All the territory included between the electoral district of Saguenay: Duplessis and New Quebec.

III. *Mistassini:* All the territory between the south limit of New Quebec and the north limit of the electoral districts of Abitibi-West, Abitibi-East, Roberval and Chicoutimi, and the waters of which flow into James Bay.

IV. *North Shore:* The electoral district of Saguenay.

V. *Lower North Shore:* The electoral district of Duplessis.

VI. *Abitibi:* The electoral districts of Rouyn-Noranda, Abitibi-East and Abitibi-West.

VII. *Témiscamingue:* The electoral districts of Pontiac and Témiscamingue.

VIII. *Outaouais:* The electoral districts of Gatineau, Papineau and Labelle.

IX. *North of Montreal:* The electoral districts of Terrebonne, Argenteuil, Assomption, Montcalm, Joliette and Berthier.

X. *St Maurice West:* The electoral districts of Maskinongé and St-Maurice.

XI. *St Maurice East:* The electoral districts of Quebec, Portneuf, Champlain and Laviolette.

XII. *Laurentides:* The entire electoral districts of Montmorency, and Charlevoix, and those of Chicoutimi and Jonquière-Kénogami for the part situated south of the Saguenay River.

XIII. *Lake St John:* The entire electoral districts of Roberval and Lake St. John and those of Chicoutimi and Jonquière-Kénogami for the part situated north of the Saguenay River.

XIV. *Cantons de l'Est:* Les districts électoraux de Missisquoi, de Brome, de Shefford, de Stanstead, de Sherbrooke, de Richmond, d'Arthabaska, de Wolfe, de Compton, de Mégantic, de Drummond et d'Yamaska.

XV. *Chaudière:* Les districts électoraux de Frontenac, de Beauce, de Dorchester et de Lotbinière.

XVI. *Rive Sud:* Les districts électoraux de Bellechasse, de Montmagny, de l'Islet, de Kamouraska, de Rivière-du-Loup et de Témiscouata.

XVII. *Gaspésie:* Les districts électoraux de Rimouski, de Matane, de Matapédia, de Bonaventure, de Gaspé-Nord et de Gaspé-Sud.

ATTENDU QUE, pour assurer et sauvegarder la protection de nos richesses forestières et conformément au chapitre 93 des Statuts refondus de Québec, 1941, et la Loi concernant la protection de nos ressources forestières (2-3 Elisabeth II, chapitre 25) il convient de mettre en force l'article 144 dudit chapitre 93, concernant le permis de circulation en forêt.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre des terres et forêts:

QUE, pour pénétrer ou circuler dans la forêt sur les terres vacantes de la couronne, les forêts affermées ainsi que les forêts privées d'une étendue d'au moins 2,000 acres, toute personne devra, au préalable, obtenir un permis de circulation requis par les lois ci-dessus et l'exhiber si elle en est requise par tout garde-feu, tout constable ou tout officer de la paix et cela sous les pénalités et les sanctions édictées par lesdites lois.

Ce permis de circulation sera exigible pendant la période jugée nécessaire par le Ministre des terres et forêts:

1° à compter du 1er mai 1964, dans les régions sauvegardées numéros IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII, XIV, XV, XVI et XVII;

2° à compter du 15 mai 1964, dans les régions sauvegardées numéros I, II et III.

JACQUES PRÉMONT,
6759-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

XIV. *Eastern Townships:* The electoral districts of Missisquoi, Brome, Shefford, Stanstead, Sherbrooke, Richmond, Arthabaska, Wolfe, Compton, Mégantic, Drummond and Yamaska.

XV. *Chaudière:* The electoral districts of Frontenac, Beauce, Dorchester and Lotbinière.

XVI. *South Shore:* The electoral districts of Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Kamouraska, Rivière-du-Loup and Témiscouata.

XVII. *Gaspé:* The electoral districts of Rimouski, Matane, Matapédia, Bonaventure, Gaspé-North and Gaspé-South.

WHEREAS to insure the protection of our forest resources and pursuant to chapter 93 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and the Act respecting the protection of our forest resources (2-3 Elizabeth II, chapter 25), it is expedient that section 144 of said chapter 93 concerning the permit to travel in the forest be put into force.

IT IS ORDERED THEREFORE, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests:

THAT, to enter or travel about in the forest on vacant Crown lands, rented forests as well as private forests of at least 2,000 acres, all persons must first obtain a travel permit required by the above laws and show if if it is required by the forest ranger, any constable or officer of the peace under penalty and enforcement enacted by the said laws.

This travel permit will be necessary during the period judged necessary by the Minister of Lands and Forests.

1. from and after May 1, 1964 in fire districts numbers IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII, XIV, XV, XVI and XVII;

2. from and after May 15, 1964 in fire districts numbers I, II and III.

JACQUES PRÉMONT,
6759 *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1019

Section « D »

Québec, le 20 mai 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans les districts électoraux de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans les districts électoraux de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm, rendue obligatoire par le décret numéro 343 du 17 avril 1958 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 7 mars 1964;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1019

Section "D"

Quebec, May 20, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to barbers' men's hairdressers and ladies' hairdressers in the electoral districts of Joliette, Berthier, l'Assomption and Montcalm.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Labour Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barbering and hairdressing trades in the electoral districts of Joliette, Berthier, l'Assomption and Montcalm, rendered obligatory by the decree number 343 of April 17, 1958 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 7, 1964;

WHEREAS the objections set forth have been duly considered, as required by the act;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 343, soit modifié comme suit:

1° L'article 123° est remplacé par le suivant:

« 123° Dans aucun salon de barbier, il ne peut y avoir plus de deux (2) apprentis. »

2° L'article 124° est remplacé par le suivant:

« 124° *Employé régulier:* Le salaire minimum du compagnon coiffeur pour dames est le suivant:

1ère année	$50.00
2ème année	55.00

Les commissions actuelles devront être continuées en autant que les minima ci-haut sont respectés. »

3° Les prix des services ci-après mentionnés apparaissant à l'article 130° sont remplacés par les suivants:

« Coupe de cheveux:

Adultes	$1.25
Enfants	1.00»

4° L'article 131° est remplacé par le suivant:

« 131° Dans tout salon de coiffure, il ne peut y avoir plus de deux (2) apprentis. »

5° Le paragraphe « *d* » de l'article 103° est remplacé par le suivant:

« *b*) Pour les barbiers de l'Assomption (ville et paroisse), Joliette, Lavaltrie, St-Barthélémy et Mascouche: la dernière semaine de juillet sera chômée. »

JACQUES PRÉMONT,
6778-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 343, be amended as follows:

1. Article 123 is replaced by the following:

"123. There shall not be more than two (2) apprentices in any barber shop."

2. Article 124 is replaced by the following:

"124. *Regular employee:* The mininum wages of ladies' journey me hairdressers shall be as follows:

1st year	$50.00
2nd year	55.00

The present commissions should be continued as long as the above minimum wages shall be paid."

3. Prices of services hereafter mentioned, appearing in article 130, are replaced by the following:

"Haircut:

Adults	$1.25
Children	1.00"

4. Article 131 is replaced by the following:

"131. There shall not be more than two (2) apprentices in any hairdressing parlour."

5. Paragraph "*d*" of article 103 is replaced by the following:

"*d*) For barbers of l'Assomption (town and parish), Joliette, Lavaltrie, St. Barthelemy and Mascouche; the last week in July shall not be worked."

JACQUES PRÉMONT,
6778-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1019

Section « E »

Québec, le 20 mai 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans le district électoral de Saguenay.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans le district électoral de Saguenay, rendue obligatoire par le décret numéro 1323 du 16 août 1962 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail deux requêtes à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaine modifications audit décret;

ATTENDU QUE lesdites requêtes ont été publiées dans la *Gazette officielle de Québec*, des 21 mars et 4 avril 1964;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1323, soit modifié comme suit:

1° L'article XV est remplacé par le suivant:

« XV. *Dispositions relatives à l'apprentissage:*

Apprentissage

1° *Définitions: Apprenti:* Le mot « apprenti » désigne toute personne qui, afin d'apprendre un

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1019

Section "E"

Quebec, May 20, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the construction industry in the electoral district of Saguenay.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the electoral district of Saguenay, rendered obligatory by the decree number 1323 of August 16, 1962 and amendments, have presented to the Minister of Labour two petitions to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petitions have been published in the *Quebec Official Gazette*, issues of March 21 and April 4, 1964;

WHEREAS the objection set forth has been duly considered as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1323, be amended as follows:

1. Article XV is replaced by the following:

"XV. *Provisions concerning apprenticeship:*

Apprenticeship

1. *Definitions: Apprentice:* The word "apprentice" means any person who, in order to learn a

métier, a obtenu du Comité Paritaire un carnet d'apprenti lui permettant d'être embauché par un employeur professionnel pour une période d'apprentissage déterminée au présent décret.

2° *Service et entraînement:* Un apprenti doit rendre de bons et loyaux services à son employeur professionnel durant sa période d'apprentissage et prendre soin des outils et du matériel fournis par son employeur.

L'employeur professionnel doit faire de son mieux pour entraîner ses apprentis dans le métier de leur choix.

Les personnes qui ont fréquenté une des institutions d'enseignement spécialisé régies par la Loi de l'enseignement spécialisé (S.R.Q. 1941, chapitre 63 et amendements), ou institutions pénitentiaires doivent recevoir des crédits proportionnés à la durée de leurs études et aux résultats de leurs examens.

Aucun apprenti ne doit travailler à l'exécution de travaux régis par le décret à moins qu'il ne soit sous la direction et la surveillance d'un ouvrier qualifié de son métier.

Un apprenti doit suivre un programme défini combinant la théorie et la pratique. Un tel programme doit comprendre une période de 10 mois d'entraînement préliminaire, ou à défaut un cours suivi durant la période d'apprentissage au Centre d'Apprentissage de Hauterive ou à un autre des Centres d'Apprentissage de la Province de Québec. Ce cours devra être équivalent à 144 heures d'entraînement réparties sur une période de 4 ans d'apprentissage.

3° *Spécifications du programme:* À moins d'inconvénient grave agréé par le Comité paritaire, une période d'entraînement préliminaire au Centre d'Apprentissage de Hauterive, ou dans une des institutions reconnues précédemment mentionnées, dont la durée est ci-après indiquée est requise pour les apprentis de chacun des métiers suivants:

Métier:	*Durée*
Briqueteur	6 mois
Charpentier-menuisier	10 mois
Travailleur de métal en feuilles	10 mois
Peintre	10 mois
Mécanicien diesel	10 mois
Soudeur	10 mois
Poseur de tuiles céramiques au béton, poseur de terrazzo et finisseur de ciment	10 mois

Avant d'être admis à cette période d'entraînement, le candidat doit avoir, au préalable, fait un stage de 6 mois comme manœuvre et/ou aide-poseur de tuiles, aide-poseur de terrazzo et/ou aide-finisseur de ciment chez un employeur professionnel.

Préposé aux pelles mécanique, aux grues et aux tracteurs, préposés aux rétros, aux grues munies d'une benne ou aux grues munies de marteaux-pilon, préposés aux béliers mécaniques: Un cours équivalent à 72 heures d'entraînement distribuées sur une période de 18 semaines durant l'année d'apprentissage.

Gréeur, finisseur: Un cours équivalent à 144 heures d'entraînement, distribuées sur une période de 2 ans, à raison de 18 semaines par année.

4° *Durée de l'apprentissage:* La durée complète de l'apprentissage est la suivante pour les métiers mentionnés:

trade, has obtained from the Parity Committee an apprentice booklet which permits him to be hired by a professional employer for an apprenticeship period as determined in the present decree.

2. *Service and instruction:* An apprentice shall render good and loyal services to his professional employer during his period of apprenticeship, taking care of the tools and material furnished by his employer.

The professional employer shall do his utmost to instruct his apprentices in the trades in which they are working.

Persons who attended one of the specialized training institutions regulated by the Specialized Schools Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 63 and amendments) or penitentiary institutions shall be given credits based on the duration of their studies and the results of their examinations.

No apprentices may do work governed by the decree except under the supervision of a qualified worker in his particular trade.

Every apprentice shall follow a planned programme combining practice and theory. Such programme shall include a pre-employment period of 10 months training, or a course followed during the apprenticeship period at the Hauterive Apprenticeship Centre or at another apprenticeship centre of the Province of Quebec. Such course shall be equivalent to 144 hours of training distributed over a period of 4 years of apprenticeship.

3. *Specifications of the programme:* Barring serious inconvenience to be agreed by the Parity Committee, there shall be a pre-employment training period at the Hauterive Apprenticeship Centre or in one of the recognized institutions mentioned above for apprentices of the following trades and for the duration hereafter mentioned:

Trade:	*Duration*
Bricklayer	6 months
Carpenter-joiner	10 months
Sheet metal worker	10 months
Painter	10 months
Diezel mechanic	10 months
Welder	10 months
Concrete ceramic tile layer, terrazzo setter and cement finisher	10 months

Before being admitted to this pre-employment training period, the candidate shall previously work 6 months as labourer and/or tile layer helper, terrazzo layer helper and/or cement finisher helper for a professional employer.

Shovel operator, crane and tractor operator, operator of backhoes, cranes with clamshell or dragline attachments, bulldozer operator: A course of 72 hours of instruction spread over a period of 18 weeks in the year of apprenticeship.

Rigger, finisher: A course of 144 hours of instruction spread over a period of 2 years, consisting of 18 weeks per year.

4. *Period of apprenticeship:* The full period of apprenticeship shall be as follows for the trades hereafter mentioned:

Métiers:	*Années*
Briqueteur, poseur de blocs de ciment	4
Charpentier-mesnuisier	4
Ferblantier-couvreur et poseur de système de chauffage à air chaud	4
Peintre, peintre au pistolet, vitrier et décorateur	4
Mécanicien-Diesel	4
Soudeur	3
Poseur de tuiles céramiques au béton, poseur de terrazzo et finisseur de ciment	4

N.B.— Une année d'apprentissage consiste en 2,000 heures de travail réel, ou une année civile, selon que l'une ou l'autre se termine en premier.

5° *Procédures de contrôle de l'apprentissage: a) Conditions d'admission à l'apprentissage:* Pour être admis à l'apprentissage et obtenir un carnet, le candidat doit d'abord obtenir un certificat de sélection émis par le Centre d'Apprentissage de Hauterive. Dans le cas des apprentis qui ont terminé un cours de pré-emploi, le certificat d'examen de fin de cours remplace le certificat de sélection.

Avant d'obtenir un certificat de sélection et de signer un contrat d'apprentissage, le candidat doit produire au préalable une lettre signée par un employeur professionnel garantissant son emploi comme apprenti dans un des métiers de la construction. Les apprentis qui ont suivi un cours de pré-emploi au Centre d'Apprentissage de Hauterive ou dans un autre Centre d'Apprentissage de la Province de Québec, ou dans une des écoles régies par la Loi de l'enseignement spécialisé, sont exemptés de cette obligation.

b) Age: Aucun apprenti ne doit commencer son apprentissage avant d'avoir 16 ans ou après avoir dépassé 23 ans, sauf pour les poseurs de tuiles, terrazzo et finisseurs de ciment qui ne peuvent commencer avant d'avoir 18 ans et après 23 ans, et pour les préposés aux pelles, grues et tracteurs qui ne doivent pas commencer avant d'avoir 18 ans ou après avoir dépassé 35 ans. Il y a exception pour les cas de réadaptation.

c) Changement de métier: Si, avant l'expiration de la période d'apprentissage, un apprenti désire changer de métier, il doit se présenter au Centre d'Apprentissage de Hauterive pour faire annuler son premier carnet d'apprenti, et demander à être admis à l'apprentissage dans un autre métier. Dans ce cas, il doit produire une lettre signée par un employeur professionnel garantissant son emploi comme apprenti dans ce nouveau métier.

d) Émission du carnet d'apprentissage: Les carnets d'apprentissage sont émis par les bureaux des examinateurs du Comité paritaire sur présentation, par l'apprenti, de son certificat de sélection. À l'émission du carnet, le Bureau des Examinateurs fait rapport au département du contrôle des apprentis au Centre d'Apprentissage. Un candidat est considéré comme un apprenti enregistré lorsque le Centre d'Apprentissage a été avisé que le carnet a été émis par le bureau des examinateurs.

e) Validité du carnet d'apprentissage: Aucun employeur n'a le droit d'engager un apprenti dont le carnet n'est pas à date. Tout carnet d'apprentissage, pour être valide aux yeux des inspecteurs du Comité paritaire, doit porter la preuve que l'apprenti s'est conformé à la procédure établie. Cette preuve, c'est l'étiquette gommée que le bureau des Examinateurs doit apposer dans le carnet et qui est remis au candidat

Trades:	*Years*
Bricklayer, cement block layer	4
Carpenter-joiner	4
Tinsmith-roofer and hot-air heating systems	4
Painter, spray painter, glazier and decorator	4
Diezel mechanic	4
Welder	3
Concrete ceramic tile layer, terrazzo layer and cement finisher	4

N.B. — One year of apprenticeship shall consist of 2,000 hours of actual work, or of one civil year, whichever ends first.

5. *Apprenticeship control procedures: a) Conditions of admission to apprenticeship:* To be admitted to apprenticeship and to obtain a booklet, the candidate shall first obtain a certificate of selection issued by the Hauterive Apprenticeship Centre. In the case of apprentices who have completed a pre-employment course, the course end examination certificate shall replace the selection certificate.

Before obtaining a selection certificate and signing an apprenticeship contract, the candidate shall first produce a letter signed by a professional employer guaranteeing his employment as an apprentice in one of the construction trades. Apprentices who have followed a pre-employment course at the Hauterive Apprenticeship Centre or in another apprenticeship centre of the Province of Quebec, or in a school governed by the Specialized Schools Act are not subject to such obligation.

b) Age: No apprentice may begin his apprenticeship before 16 years of age or after 23 years of age, except in the case of tile, terrazzo layers and cement finishers who shall not begin before 18 years or after 23, and except for shovel, crane and tractor operators who may not begin before 18 years of age or after 35. This, however, does not apply to readaptation cases.

c) Change of trade: If, before the expiration of the apprenticeship period, an apprentice wishes to change trades, he shall go to the Hauterive Apprenticeship Centre to have his first apprenticeship booklet annulled and to request admission to apprenticeship in another trade. In such a case, he shall produce a letter signed by a professional employer guaranteeing employment as apprentice in that other trade.

d) Issue of apprenticeship booklet: Apprenticeship booklets are issued by the boards of examiners of the Parity Committee upon production by the apprentice of his selection certificate. At the time of issue of the booklet, the Board of Examiners shall report to the Apprentices Control Department of the Apprenticeship Centre. A candidate is considered as a registered apprentice when the Apprenticeship Centre has been notified that the booklet has been issued by the Board of Examiners.

e) Validity of the apprenticeship booklet: No employer shall have the right to hire an apprentice whose booklet is not up to date. Every apprenticeship booklet, in order to be valid at the satisfaction of the inspectors of the Parity Committee, shall contain proof that the apprentice has abided by the established procedure. The proof is the gummed label which the Board of Examiners affixes in the booklet and which is

par le Centre d'Apprentissage au moment de la signature du contrat ou après l'examen pour le renouvellement du carnet.

f) Renouvellement du carnet: Examen annuel obligatoire: Tout apprenti doit se soumettre chaque année à un examen devant le bureau des Examinateurs approprié au Centre d'Apprentissage des Métiers de la Construction de Hauterive afin de conserver son titre d'apprenti et être promu à une classification supérieure. S'il réussit, l'apprenti recevra un crédit correspondant à ses connaissances. S'il échoue, le bureau des Examinateurs a le droit de le convoquer pour un deuxième examen. Une période de 2 mois est prévue entre chaque examen. L'apprenti doit apporter une preuve d'amélioration avant d'être admis à un autre examen. Si l'apprenti échoue à trois examens, il sera invité à subir un nouveau test d'orientation. À l'expiration de la période d'apprentissage, l'apprenti devra subir un nouvel examen pour l'obtention de son certificat de qualification. Un apprenti qui ne démontre pas un progrès satisfaisant ou qui, sans excuse raisonnable, s'abstient de se soumettre à cet examen, verra son carnet d'apprentissage annulé.

g) Enregistrement: Les noms et dossiers de tous les apprentis seront inscrits et gardés dans un registre spécial tenu par ou pour le Comité paritaire, au Centre d'Apprentissage, 100 boulevard Blanche, Hauterive. Un apprenti doit s'enregistrer au Centre d'Apprentissage et il est tenu de signer un contrat d'apprentissage avec ladite Commission afin d'obtenir un carnet d'apprentissage.

Cet enregistrement doit mentionner le nom, l'âge et l'adresse de l'apprenti. Il doit aussi contenir la date du commencement de l'apprentissage, la preuve de la continuité de l'entraînement de l'apprenti, les cours suivis et le nom et l'adresse de tous les employeurs professionnels qui l'ont embauché depuis le début jusqu'à la fin de la période d'apprentissage.

h) Surveillance: Le Comité paritaire nommera et autorisera comme ses mandataires et inspecteurs, un nombre suffisant de salariés de la Commission d'Apprentissage de Hauterive à titre de coordonnateurs de métiers, pour surveiller les apprentis, vérifier leur entraînement et progrès avec leurs employeurs professionnels et assurer le contrôle de l'apprentissage.

i) Renvoi: Un employeur peut congédier ou renvoyer un apprenti pour les raisons habituelles, ou lorsque son travail est insatisfaisant ou négligé, ou s'il ne respecte pas les coutumes générales du métier.

j) Métiers non enseignés au Centre d'Apprentissage de Hauterive: La période d'apprentissage est la suivante:

Métiers:	*Années*
Mécanicien en isolement	4
Maçon	4
Plâtrier	4
Poseur de tuiles de vinyle, de caoutchouc d'asphalte et de prélart	2
Forgeron sur chantier	2

k) Proportions apprentis-compagnons: Dans le but d'encourager l'apprentissage des métiers du bâtiment, tout employeur professionnel est tenu d'employer au moins un (1) apprenti par deux (2) compagnons.

Dans le polissage du terrazzo, un employeur professionnel ne peut employer plus d'un (1) apprenti par compagnon.

remitted to the candidate by the Apprenticeship Centre at the time of signing of the contract or after the examination for the renewal of the booklet.

f) Renewal of the booklet: Mandatory annual examination: Every apprentice shall each year sit for an examination before the Board of Examiners concerned at the Apprenticeship Centre of the Building Trades of Hauterive in order to keep his status as apprentice and to be promoted to a higher classification. If he succeeds, the apprentice shall be given a credit corresponding to his knowledge or competency. If he fails, the Board of Examiners may permit a second examination. There shall be a minimum period of 2 months between examinations. The apprentice shall prove improvement before being admitted to another examination. If, after the third examination, he again fails, his booklet will be annulled and he will be invited to undergo a guidance test. At the expiration of the apprenticeship period, the apprentice shall sit for another examination for the obtaining of his certificate of competency. An apprentice who does not show sufficient improvement or who, without sufficient reason, fails to sit for the examination, shall have his booklet annulled.

g) Registry: The names and records of all apprentices shall be inscribed and maintained in a special register kept by or for the Parity Committee, at the Apprenticeship Center, 100 Blanche blvd, Hauterive. An apprentice shall register with the Apprenticeship Center and shall sign an indenture with the Apprenticeship Commission before he can obtain an apprenticeship book.

The said register shall mention the name, age and address of the apprentice; it shall also give the date of the beginning of the apprenticeship, the proof of continuity of training of the apprentice the courses followed, and the name and address of all his successive employers until the end of the period of apprenticeship hereinafter indicated for his trade.

h) Supervision: The Parity Committee shall appoint and empower as its mandatories and inspectors a sufficient number of employees of the Apprenticeship Commission of Hauterive in the capacity of co-ordinators for the purpose of supervising apprentices and controlling their training and progress with the professional employers and assure the control of apprenticeship.

i) Discharge: An employer may lay off or discharge an apprentice for the customary reasons, or whenever his work is unsatisfactory or careless, or if he does not abide by the general customs of the trade.

j) Trades not taught at the Aprenticeship Centre of Hauterive: The period of apprenticeship shall be as follows:

Trades:	*Years*
Insulation mechanic	4
Mason	4
Plasterer	4
Vinyl, rubber and asphalt tiles and linoleum layer	2
Blacksmith (construction)	2

k) Apprentices — journeymen ratio: For the purpose of encouraging apprenticeship in the building trades, every professional employer shall employ a minimum of one (1) apprentice to each two (2) journeymen.

In terrazzo polishing, a professional employer shall not employ more than one (1) apprentice to each journeyman.

l) Aucun contrat individuel d'apprentissage n'est valide à moins d'être conforme aux dispositions mentionnées dans le décret.

m) Aucune des dispositions régissant l'apprentissage ne s'applique aux métiers dont l'apprentissage et la qualification sont règlementées par une loi de cette Province.

n) *Taux de salaires des apprentis:* Les taux de salaires suivants doivent être payés aux apprentis des métiers ci-après mentionnés:

Métiers:	*Salaires horaires Zone « A »*
Briqueteur, poseur de blocs de ciment, charpentier-menuisier, peintre, peintre au pistolet, vitrier, décorateur, mécanicien-diesel, poseur de tuiles céramiques au béton, poseur de terrazzo, finisseur de ciment, mécanicien en isolement, maçon et plâtrier:	
1ère année d'apprentissage	65% du salaire horaire du compagnon
2ème année d'apprentissage	70% "
3ème année d'apprentissage	75% "
4ème année d'apprentissage	85% "
Soudeur:	
1ère année d'apprentissage	70% "
2ème année d'apprentissage	75% "
3ème année d'apprentissage	85% "
Poseur de tuiles de vinyle, de caoutchouc, d'asphalte et de prélart, forgeron sur chantier:	
1ère année d'apprentissage	70% "
2ème année d'apprentissage	85% "
Ferblantier, couvreur, mécanicien en tuyauterie, poseur d'appareils de chauffage, électricien:	
Durant les 2,250 premières heures de travail	65% "
2,251 à 4,500 heures de travail	70% "
4,501 à 6,750 heures de travail	75% "
6,751 à 9,000 heures de travail	85% "

Dans la zone « B » les taux de salaires sont réduits de $0.10 l'heure. »

2° Les salaires horaires pour la zone « C » apparaissant au paragraphe « *a* » de l'article IV sont biffés.

3° Le paragraphe « *b*-5 » suivant est ajouté à l'article IV:

« *b*-5° Les augmentations de salaires prévues aux paragraphes « *b*-2 », « *b*-3 » et « *b*-4 » précédents ne s'appliquent qu'aux salariés des zones « A » et « B ».

4° L'article IV-A suivant est ajouté:

« IV-A. *Salaires minima: Zone « C »:* Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux salariés de la zone « C »:

l) No individual apprenticeship contract shall be valid unless it conforms to the provisions herein.

m) No provisions governing apprenticeship shall apply to the trades where apprenticeship and competency are subject to an act of this Province.

n) *Wage rates of apprentices:* The minimum wage rates of apprentices shall be as follows:

Trades:	*Hourly rates Zone "A"*
Bricklayer, cement block layer, carpenter-joiner, painter, spray painter, glazier, decorator, Diesel mechanic, ceramic tile layer (concrete), terrazzo layer, cement finisher, insulation mechanic, mason and plasterer:	
1st year of apprenticeship	65% of journeyman's hourly rate
2nd year of apprenticeship	70% "
3rd year of apprenticeship	75% "
4th year of apprenticeship	85% "
Welder:	
1st year of apprenticeship	70% "
2nd year of apprenticeship	75% "
3rd year of apprenticeship	85% "
Vinyl, rubber and asphalt tiles layer and linoleum layer, blacksmith (on-site work):	
1st year of apprenticeship	70% "
2nd year of apprenticeship	85% "
Tinsmith, roofer, pipe mechanic, steamfitter, electrician:	
First 2,250 hours of work	65% "
2,251 to 4,500 hours of work	70% "
4,501 to 6,750 hours of work	75% "
6,751 to 9,000 hours of work	85% "

In zone "B", the rates of wages are reduced by $0.10 per hour."

2. The hourly rates for zone "C" appearing in paragraph "*a*" of article IV are deleted.

3. The following paragraph *b*-5 is added to article IV:

"*b*-5) The wage increases provided for in the preceding paragraphs "*b*-2", "*b*-3" and "*b*-4" shall apply only to employees of zones "A" and "B".

4. The following article IV-A is added:

"IV-A. *Minimum wages: Zone "C":* The following rates of wages shall be paid to employees of zone "C":

	Zone « C » Salaires horaires 6 juin 1964			Zone "C" Hourly rates June 6, 1964	
Affûteurs de forêts et fleurets	$2.49	$2.64	Drill and chisel sharpener	$2.49	$2.64
Aide	1.99	2.11	Helper	1.99	2.11
Briqueteur	2.71	2.87	Bricklayer	2.71	2.87
Brûleur	2.16	2.29	Burner	2.16	2.29
Bûcheron	1.99	2.11	Lumberman	1.99	2.11
Bûcheron avec scie mécanique	2.16	2.29	Lumberman with power saw	2.16	2.29
Charpentier-menuisier:			Carpenter-joiner:		
Classe « A »	2.38	2.52	Class "A"	2.38	2.52
Classe « B »	2.21	2.34	Class "B"	2.21	2.34
Conducteur de camion bétonnière	2.38	2.52	"Ready mix" truck driver	2.38	2.52
Conducteur de camion de cour, 20 tonnes et plus	2.38	2.52	Yeard truck driver, 20 tons or more	2.38	2.52
Conducteur de camion de cours, moins de 20 tonnes	2.26	2.40	Yard truck driver, less than 20 tons	2.26	2.40
Batelier (canot à monogodille)	2.10	2.23	Boatman (single scull)	2.10	2.23
Conducteur de tracteur sur roues (transport d'acier)	2.10	2.23	Wheel tractor operator (steel handling)	2.10	2.23
Conducteur de camion de route	2.16	2.29	Road truck driver	2.16	2.29
Conducteur de camion de service	2.10	2.23	Service truck driver	2.10	2.23
Conducteur de camion remorque	2.38	2.52	Tractor truck (van) driver	2.38	2.52
Couvreur de toiture	2.26	2.40	Roofer	2.26	2.40
Carossier:			Bodyworker:		
Classe « A »	2.71	2.87	Class "A"	2.71	2.87
Classe « B »	2.49	2.64	Class "B"	2.49	2.64
Décapeur de béton	2.10	2.23	Concrete scourer	2.10	2.23
Décapeur à sable	2.04	2.16	Sand jet scourer	2.04	2.16
Décoffreur (coffrages en position)	2.10	2.23	Coffer removing or dismantling	2.10	2.23
Dynamiteur (avec certificat)	2.38	2.52	Blaster (certificated)	2.38	2.52
Écailleur	2.16	2.29	Scaler	2.16	2.29
Electricien:			Electrician:		
Classe « A »	2.71	2.87	Class "A"	2.71	2.87
Classe « B »	2.49	2.64	Class "B"	2.49	2.64
Électricien spécialisé en contrôles	2.76	2.93	Electrician specialized in controls	2.76	2.93
Épisseur de câbles de levage:			Hoisting cable splicer:		
Classe « A »	2.21	2.34	Class "A"	2.21	2.34
Classe « B »	2.10	2.23	Class "B"	2.10	2.23
Ferblantier	2.54	2.69	Tinsmith	2.54	2.69
Finisseur de ciment ou béton	2.32	2.46	Cement or concrete finisher	2.32	2.46
Forgeron:			Blacksmith:		
Classe « A »	2.49	2.64	Class "A"	2.49	2.64
Classe « B »	2.16	2.29	Class "B"	2.16	2.29
Foreur au diamant	2.43	2.58	Diamond drill operator	2.43	2.58
Foreur, « Air-track »	2.32	2.46	Air track drill operator	2.32	2.46
Foreur, Foreuse principale	2.38	2.52	Drill operator (Drill master)	2.38	2.52
Foreur, marteau perforateur	2.21	2.34	Jackhammer operator	2.21	2.34
Foreur sur engins à chenilles (Joy ou Crawlmaster)	2.38	2.52	Drill operator (Joy or Crawlmaster)	2.38	2.52
Foreur, Plateforme suspendue	2.43	2.58	Drill operator (suspended platform)	2.43	2.58
Foreur, Wagon perforateur	2.32	2.46	Wagon drill operator	2.32	2.46
Gardien	1.82	1.93	Watchman	1.82	1.93
Gréeur	2.32	2.46	Rigger	2.32	2.46
Homme grenouille	3.56	3.77	Frogman	3.56	3.77
Huileur de pelle et de grue	2.04	2.16	Shovel and crane oiler	2.04	2.16
Huileur général	2.04	2.16	Oiler (general)	2.04	2.16
Isolateur de tuyaux	2.32	2.46	Pipe insulator	2.32	2.46
Journalier	1.94	2.06	Common worker	1.94	2.06
Journalier spécialisé: Coulis de ciment	2.10	2.23	Laborer, cement casting	2.10	2.23
Béton	2.10	2.23	Labourer, concrete	2.10	2.23
Limeur de scies	2.21	2.34	Saw Filer	2.21	2.34
Machiniste:			Machinist:		
Classe « A »	2.71	2.87	Class "A"	2.71	2.87
Classe « B »	2.49	2.64	Class "B"	2.49	2.64
Mécanicien:			Mechanic:		
Classe « A »	2.71	2.87	Class "A"	2.71	2.87
Classe « B »	2.49	2.64	Class "B"	2.49	2.64
Mécanicien auto-électrique:			Mechanic – auto electric:		
Classe « A »	2.71	2.87	Class "A"	2.71	2.87
Classe « B »	2.49	2.64	Class "B"	2.49	2.64
Mécanicien de chaudières	2.75	2.92	Boiler mechanic	2.75	2.92
Mécanicien de foreuses	2.49	2.64	Drill mechanic	2.49	2.64

	Zone « C » Salaires horaires 6 juin 1964			Zone "C" Hourly rates June 6, 1964	
Mécanicien de machines frigorifiques	$2.71	$2.87	Mechanic, refrigeration	$2.71	$2.87
Mécanicien de machines fixes:			Stationary engineman:		
Classe « 2 »	2.90	3.07	Class "2"	2.90	3.07
Classe « 3 »	2.48	2.63	Class "3"	2.48	2.63
Classe « 4 »	2.38	2.52	Class "4"	2.38	2.52
Mécanicien de moteur Diesel:			Mechanic (Diesel motor):		
Classe « A »	2.71	2.87	Class "A"	2.71	2.87
Classe « B »	2.49	2.64	Class "B"	2.49	2.64
Mécanicien d'outillage lourd:			Mechanic, heavy duty equipment:		
Classe « A »	2.71	2.87	Class "A"	2.71	2.87
Classe « B »	2.49	2.64	Class "B"	2.49	2.64
Mécanicien en hydraulique et transmission:			Mechanic, hydraulic equipment, transmission:		
Classe « A »	2.71	2.87	Class "A"	2.71	2.87
Classe « B »	2.49	2.64	Class "B"	2.49	2.64
Mécanicien de Radiateurs de véhicules:			Mechanic, vehicle radiators:		
Classe « A »	2.71	2.87	Class "A"	2.71	2.87
Classe « B »	2.49	2.64	Class "B"	2.49	2.64
Mécanicien entuyauterie:			Pipe mechanic:		
Classe « A »	2.71	2.87	Class "A"	2.71	2.87
Classe « B »	2.49	2.64	Class "B"	2.49	2.64
Mécanicien d'entretien:			Millwright:		
Classe « A »	2.63	2.79	Class "A"	2.63	2.79
Classe « B »	2.43	2.58	Class "B"	2.43	2.58
Monteur:			Erector:		
Classe « A »	2.49	2.64	Class "A"	2.49	2.64
Classe « B »	2.26	2.40	Class "B"	2.26	2.40
Batelier (Bateau de 100 H.P. et plus)	2.26	2.40	Boat operator (100 H.P. and more)	2.26	2.40
Conducteur de bétonnière	2.43	2.58	Concrete mixer operator	2.43	2.58
Conducteur de bélier mécanique	2.38	2.52	Bulldozer operator	2.38	2.52
Conducteuf de blondin	3.10	3.29	"Blondin" operator	3.10	3.29
Conducteur de chargeuse	2.49	2.64	Loader operator	2.49	2.64
Conducteur de chariot-élévateur	2.21	2.34	Hoist-carrier operator	2.21	2.34
Conducteur de compresseur fixe	2.21	2.34	Stationary compressors operator	2.21	2.34
Mobile	2.21	2.34	Portable compressors operator	2.21	2.34
Conducteur de concasseur	2.49	2.64	Crusher operator	2.49	2.64
Préposé de convoyeur	2.10	2.23	Conveyor operator	2.10	2.23
Conducteur de décapeuse	2.49	2.64	Scourer operator	2.49	2.64
Conducteur de grue de chevalement	2.71	2.87	Overhead travelling derrick operator	2.71	2.87
			Derrick operator:		
3 tambours	2.60	2.76	3 drums	2.60	2.76
2 tambours	2.43	2.58	2 drums	2.43	2.58
Opérateur de génératrice Diesel:			Diesel generator operator:		
1000 KW et plus	2.51	2.66	1000 KW and more	2.51	2.66
600 à 1000 KW	2.26	2.40	600 to 1000 KW	2.26	2.40
Moins de 600 KW	2.09	2.22	less than 600 KW	2.09	2.22
Opérateur de « Gradall »	2.49	2.64	Gradall operator	2.49	2.64
Grutier (grue électrique sur tour)	2.66	2.82	Electric tower crane operator	2.66	2.82
Grutier (Portique roulant) (H.Q.U.-1161)	2.88	3.05	Mobile platform crane operator (H.Q.U.—1161)	2.88	3.05
Grutier (Grue mobile):			Travelling crane operator:		
90 tonnes et plus	2.88	3.05	90 tons and more	2.88	3.05
50 tonnes à 90 tonnes	2.71	2.87	50 tons to 90 tons	2.71	2.87
35 tonnes à 50 tonnes	2.66	2.82	35 tons to 50 tons	2.66	2.82
10 tonnes à 35 tonnes	2.32	2.46	10 tons to 35 tons	2.32	2.46
Moins de 10 tonnes	2.21	2.34	less than 10 tons	2.21	2.34
Préposé de l'usine de classification des sables	2.49	2.64	Sand grading plant operator	2.49	2.64
Conducteur de malaxeur à béton	2.21	2.34	Concrete mixer operator	2.21	2.34
Conducteur de niveleuse	2.49	2.64	Scraper operator	2.49	2.64
Conducteur de pelle sur chenille:			Caterpillar shovel operator:		
plus de 5 v. c.	2.88	3.05	more than 5 cubic yards	2.88	3.05
2½ à 5 v. c.	2.71	2.87	2½ to 5 cubic yards	2.71	2.87
moins de 2½ v. c.	2.66	2.82	less than 2½ cubic yards	2.66	2.82
Préposé de pompe:			Water pump operator:		
6" et plus	2.26	2.40	6" and more	2.26	2.40
Moins de 6"	2.16	2.29	less than 6"	2.16	2.29
Préposé de pompe à béton	2.26	2.40	Concrete pump operator	2.26	2.40
Préposé de pompe, coulis à béton	2.26	2.40	Pump operator, cement casting	2.26	2.40

	Zone « C » Salaires horaires 6 juin 1964		Zone "C" Hourly rates June, 6, 1964	
Conducteur rétro-excavateur (autre que pelle)	$2.49	$2.64	Backhoes operator (other than shovel)	$2.49	$2.64
Conducteur de silobus	2.26	2.40	"Silobus" operator	2.26	2.40
Conducteur de treuil:			Winch operator:		
Deux tambours et plus	2.21	2.34	two drums or more	2.21	2.34
Un tambour	2.10	2.23	one drum	2.10	2.23
Conducteur de vibrateur:			Vibrator operator:		
Léger	2.10	2.23	(light)	2.10	2.23
Lourd	2.16	2.29	(heavy)	2.16	2.29
Conducteur-distributeur, agrégats de bétonnière	2.43	2.58	Concrete – aggregates distributor operator	2.43	2.58
Ouvrier en bronze et fer d'ornementation	2.26	2.40	Ornamental iron and bronze worker	2.26	2.40
Peintre:			Painter:		
Classe « A »	2.35	2.49	Class "A"	2.35	2.49
Classe « B »	2.25	2.39	Class "B"	2.25	2.39
Au pistolet	2.47	2.62	Spray painter	2.47	2.62
Lettreur	2.41	2.55	Painter letterer	2.41	2.55
Plus de 45′ de hauteur	2.58	2.73	Painter, work done at a height exceeding 45 ft	2.58	2 73
Plâtrier	2.88	3.05	Plasterer	2.88	3.05
Plieur d'acier d'armature	2.38	2.52	Reinforcing steel bender	2.38	2.52
Pompier	1.90	2.01	Fireman	1.90	2.01
Porteur d'eau	1.50	1.59	Water carrier	1.50	1.59
Poseur de blocs	2.71	2.87	Block layer	2.71	2.87
Poseur de lattes	2.21	2.34	Lather	2.21	2.34
Carreleur (carreaux de céramique)	2.32	2.46	Ceramic tile layer	2.32	2.46
Carreleur (carreaux de plancher)	2.32	2.46	Floor tile layer	2.32	2.46
Préposé adjoint au fusil pour gunite	2.16	2.29	Associate sprayer operator	2.16	2.29
Préposé à l'acier d'armature	2.38	2.52	Reinforcing steel worker	2.38	2.52
Préposé à l'acier de structure	3.10	3.29	Structural steel worker	3.10	3.29
Préposé aux chaufferettes à l'huile portatives	2.10	2.23	Portable oil heater attendant	2.10	2.23
Préposé au chargement du béton	2.10	2.23	Employee working at the loading of concrete	2.10	2.23
Préposé aux dossiers, coulis de ciment	2.60	2.76	Cement casting, file clerk	2.60	2.76
Préposé à la distribution des agrégats dans les trémies	2.10	2.23	Man in charge of the distribution of aggregates in hoppers	2.10	2.23
Préposé à la distribution des outils (etc)	2.10	2.23	Man in charge of the distribution of tools, etc.	2.10	2.23
Préposé au fusil pour gunite	2.38	2.52	Sprayer (Gunite) operator	2.38	2.52
Préposé au malaxeur, coulis de ciment	2.21	2.34	Mixer operator, cement casting	2.21	2.34
Préposé à la manutention et à la vérification au quai	2.10	2.23	Freight handlers and checkers on wharf	2.10	2.23
Préposé au mélange des additifs pour béton	2.10	2.23	Concrete additions mixing attendant	2.10	2.23
Préposé au nettoyage à la vapeur	2.49	2.64	Steam cleaner	2.49	2.64
Préposé aux pneus:			Tires attendant:		
Classe « A »	2.49	2.64	Class "A"	2.49	2.64
Classe « B »	2.21	2.34	Class "B"	2.21	2.34
Préposé au service du garage	2.10	2.23	Garage serviceman	2.10	2.23
Rebobineur de moteurs	2.35	2.49	Motor rewinder	2.35	2.49
Riveteur	2.71	2.87	Rivetter	2.71	2.87
Scaphandrier	3.66	3.88	Diver	3.66	3.88
Signaleur d'appareil de levage	2.10	2.23	Hoisting apparatus signaller	2.10	2.23
Signaleur de blondin	2.32	2.46	"Blondin" signaller	2.32	2.46
Signaleur (Circulation)	1.94	2.06	Traffic man	1.94	2.06
Soudeur (avec certificat):			Welder (certificated):		
Classe « A »	2.71	2.87	Class "A"	2.71	2.87
Classe « B »	2.49	2.64	Class "B"	2.49	2.64
Soudeur, Haute pression	3.05	3.23	Welder (High pressure)	3.05	3.23
Tailleur et poseur de pierre	2.43	2.58	Stone cutter and layer	2.43	2.58
Tireur de joints de maçonnerie	2.21	2.34	Joint pointer, masonry	2.21	2.34
Tireur de joints de plâtre	2.21	2.34	Joint pointer, plaster	2.21	2.34
Travailleur de caisson à claire-voie	2.21	2.34	Caisson worker, grating	2.21	2.34
Travailleur de métal en feuille	2.49	2.64	Sheet metal worker	2.49	2.64
	Par semaine			*per week*	
Gardien ou patrouilleur (72 heures par semaine)	$100.00	$106.00»	Watchman (72 hours per week)	$100.00	$106.00"

5° Le nouvel article VII-A suivant est ajouté:

« VII-A. *Dispositions relatives à la zone « C » seulement:*

1° Dans la zone « C » seulement, aucun employeur professionnel n'a le droit d'exécuter ou de faire exécuter des travaux régis par le présent décret le dimanche. Tout travail ainsi exécuté ce jour non-ouvrable doit être rémunéré au taux de salaire double par rapport au salaire régulier, excepté dans le cas des employés affectés aux services auxiliaires:

2° *Fête chômées et payées:*

Dans la zone « C » seulement, les jours suivants, s'ils coïncident avec une journée de travail, seront chômés et payés: Noël, le Premier Jour de l'An, le Vendredi Saint, la St-Jean-Baptiste, la Fête du Travail, le lundi de Pâques.

Tout travail accompli à la demande de l'employeur un jour de congé statutaire qui aurait été normalement chômé et payé en vertu des dispositions du présent paragraphe, sera rémunéré au taux d'une fois et demi le taux régulier de salaire. L'employé recevra aussi la rémunération prévue pour le congé statutaire. »

6° Le paragraphe « *d* » de l'article VIII est remplacé par le suivant:

« *d*) Jusqu'au 31 mai 1965, dans la zone « C » les heures de travail seront de soixante (60) heures par semaine, réparties en périodes journalières de dix (10) heures par jour, soit de 7 a.m. à midi et de 1 p.m. à 6 p.m. pour l'équipe de jour et de 7 p.m. à minuit et ce 1 a.m. à 6 a.m. du dimanche soit au samedi matin inclusivement pour l'équipe de nuit. Cependant, les employés de nuit dont la semaine régulière de travail commence le dimanche soit sont payés à leur taux régulier de salaire. »

7° Le paragraphe « *e* » de l'article VIII est biffé.

8° Le paragraphe « *b* » (1° et 2°) de l'article IX est remplacé par le suivant:

« *b*) *Dans la zone « C »:* Tout travail effectué en dehors des heures régulières de travail à la demande de l'employeur doit être rémunéré au taux régulier de salaire, plus 50% pour les cinq (5) premières heures de travail continu et au double du taux régulier pour tout travail continu après ces cinq (5) heures, jusqu'à achèvement dudit travail ou jusqu'au commencement de la journée régulière de travail suivante, selon l'alternative qui se présente la première. »

9° Le sous-paragraphe 4° du paragraphe « *d* » de l'article IX est biffé.

JACQUES PRÉMONT,
6778-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

---

5. The following new article VII-A is added:

"VII-A. *Provisions relating to zone "C" only:*

1. In zone "C" only, no professional employer shall have the right to execute or cause operations to be executed on Sunday. All time so worked on Sunday shall be remunerated at the rate of double time based on the regular rate of pay except in the case of employees of auxiliary services.

2. *Days kept as holidays with pay:*

In zone "C" only, the following days, if they fall on a working day, shall be kept as holidays with pay: Christmas Day, New Year's Day, Good Friday, St. Jean Bpatiste Day, Labour Day, Easter Monday.

All time worked at the request of an employer on a statutory holiday which would normally have been kept as a holiday with pay under the provisions of this paragraph shall be paid at the rate of time and one half based on the regular rate of pay. Employees shall also be paid for the statutory holiday."

6. Paragraph "*d*" of article VIII is replaced by the following:

"*d*) Until May 31, 1965, in zone "C", the work week shall consist of sixty (60) hours per week, divided into daily periods of ten (10) hours, from 7:00 a.m. to 12:00 (noon) and from 1:00 p.m. to 6:00 p.m. for the day shift and from 7:00 p.m. to 12:00 (midnight) and from 1:00 a.m. to 6:00 a.m. from Sunday evening to Saturday morning inclusively for the night shift. However, night employees whose standard work week begins on Sunday evening shall be paid their regular rate of pay."

7. Paragraph "*e*" of article VIII is deleted.

8. Paragraph "*b*" (1. and 2.) of article IX is replaced by the following:

"*b*) *In zone "C":* All time worked in excess of the regular hours of work, at the request of the employer, shall be remunerated at straight time plus 50% for the first five (5) continuous hours and at the rate of double time based on straight time for any continuous work after these five (5) hours, until the termination of the said work or until the beginning of the following regular day of work, whichever comesfirst."

9. Sub-paragraph 4 of paragraph "*d*" of article IX is deleted.

JACQUES PRÉMONT,
6778-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1012

Québec, le 20 mai 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'abolition de la Réserve de chasse et de pêche Mingan.

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 6 de l'article 65 de la Loi de la chasse, S.R.Q., 1941, chapitre 153, le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir ou abolir des réserves de chasse et de pêche:

ATTENDU QU'il y a lieu d'abolir la réserve de chasse et de pêche Mingan.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1012

Quebec, May 20, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the abolishment of the Mingan Fish and Game Reserve.

WHEREAS pursuant to paragraph 6 of section 65 of the Game Laws, R.S.Q. 1941, chapter 153, the Lieutenant-Governor in Council may establish or abolish fish and game reserves.

WHEREAS it is deemed necessary to abolish the Mingan Fish and Game Reserve.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

QUE la réserve de chasse et de pêche Mingan soit abolie;

QUE les arrêtés en conseil numéros 32 du 5 janvier 1955 et 197 du 5 février 1963 soient abrogés;

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle de Québec*.

JACQUES PRÉMONT,

6787-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

THAT the Mingan Fish and Game Reserve be abolished;

THAT Orders in Council numbers 32, dated January 5, 1955, and 197, dated February 5, 1963, be repealed;

THAT publication be made in the *Quebec Official Gazette*.

JACQUES PRÉMONT,

6787 *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1013

Québec, le 20 mai 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les périodes de chasse au chevreuil dans la province.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE le paragraphe « *a* » de l'article 2° de l'arrêté en conseil numéro 876 du 29 avril 1964, soit remplacé par le suivant:

« *a*) dans la Zone « A » et la Zone « B », du quatrième samedi du mois d'octobre au dernier lundi du mois de novembre, ces deux jours compris, sauf dans la Réserve de chasse et de pêche Horton, dans laquelle la période générale de chasse au chevreuil commence le deuxième samedi du mois d'octobre et se termine le dernier lundi du mois de novembre, ces deux jours compris; »

QUE l'article 3° de l'arrêté en conseil numéro 876 du 29 avril 1964, concernant la chasse au chevreuil au moyen de l'arc, soit remplacé par le suivant:

« 3° Concernant les périodes de chasse au chevreuil au moyen de l'arc:

Les périodes de chasse au chevreuil et les prohibitions établies à l'article 2° de l'arrêté en conseil numéro 876 du 29 avril 1964, s'appliquent à la chasse au chevreuil au moyen de l'arc, ceci sujet aux exceptions suivantes:

La période de chasse au chevreuil au moyen de l'arc dans la Réserve de chasse et de pêche Horton commence le dernier samedi du mois de septembre et se termine le dernier lundi du mois de novembre, ces deux jours compris;

La chasse au chevreuil au moyen de l'arc dans la demie sud-ouest du canton de Chabot, situé dans le comté de Kamouraska, est permise pendant la période prévue pour la Zone « B », soit du quatrième samedi du mois d'octobre au dernier lundi du mois de novembre, ces deux jours compris, ainsi que pendant les quatorze jours précédant cete période;

La période de chasse au chevreuil au moyen de l'arc dans le comté de Maskinongé et dans le territoire des comtés de Papineau, Argenteuil et Terrebonne, compris entre les routes 57, 31 et 8, est permise du troisième samedi du mois d'octobre au dernier lundi du mois de novembre, ces deux jours compris, ainsi que pendant les quatorze jours précédant cette période. »

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle de Québec*.

JACQUES PRÉMONT,

6787-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1013

Quebec, May 20, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING deer hunting periods in the Province.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT paragraph "*a*" of section 2 of Order in Council number 876 of April 29, 1964, be replaced by the following:

"*a*) in Zone "A" and Zone "B", from the fourth Saturday of the month of October to the last Monday of the month of November, these two days included, save in the Horton Fish and Game Reserve, in which the general hunting period for deer begins on the second Saturday in the month of October and ends on the last Monday in the month of November, these two days included;"

THAT section 3 of Order in Council number 876 dated April 29, 1964, concerning the hunting of deer by means of a bow, be replaced by the following:

"3. Concerning the hunting periods for deer by means of a bow:

The hunting periods for deer and the prohibitions established in section 2 of Order in Council number 876, dated April 29, 1964, applying to the hunting of deer by means of a bow, this being subject to the following exceptions:

The hunting period for deer by means of a bow in the Horton Fish and Game Reserve begins on the last Saturday in the month of September, and ends on the last Monday in the month of November, these two days included;

The hunting of deer by means of a bow in the south-west half of the township of Chabot, situated in the county of Kamouraska, is permitted during the period established for Zone "B" that is, from the fourth Saturday in the month of October to the last Monday in the month of November, these two days included, as well as during the fourteen days preceding this period;

The hunting period for deer by means of a bow in the county of Maskinongé and in the territory of the counties of Papineau, Argenteuil and Terrebonne, comprised between Routes 57, 31 and 8, is permitted from the third Saturday in the month of October to the last Monday in the month of November, these two days included, as well as during the fourteen days preceding this period."

THAT publication be made in the *Quebec Official Gazette*.

JACQUES PRÉMONT,

6787 *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1014

Québec, le 20 mai 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la chasse au lièvre.

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 4e de l'article 65 de la Loi de la chasse (S.R.Q., 1941, chapitre 153), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, modifier les périodes de chasse à certains animaux dont le lièvre.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE la chasse au lièvre soit permise dans la province à compter du dernier samedi du mois de septembre jusqu'au dernier jour du mois de février, ces deux jours compris, ceci sans limite des prises journalières et sujet aux dispositions spéciales suivantes:

a) dans le comté de Duplessis, la période de chasse au lièvre commence le dernier samedi du mois de septembre et se termine le dernier jour du mois de mars de l'année suivante, ces deux jours compris;

b) la chasse au lièvre au moyen d'un piège ou d'un collet est défendue dans la partie du comté de Terrebonne située au sud de la route No 41, dans les comtés de Deux-Montagnes, L'Assomption, Laval, Vaudreuil-Soulanges, Beauharnois, Huntingdon, Châteauguay, Napierville, Laprairie, Saint-Jean, Iberville, Rouville, Saint-Hyacinthe, Richelieu, Verchères, Chambly et Stanstead, y compris les îles qui sont situées dans ces comtés;

c) la chasse au lièvre au moyen d'un piège ou d'un collet est de plus défendue dans l'île de Montréal, les îles Jésus, Perrot et Bizard et celles qui sont situées dans le fleuve Saint-Laurent au sud de l'île de Montréal, de même que dans toutes les îles de la rivière des Prairies et de la rivière des Milles Iles;

d) dans les endroits visés aux paragraphes *b*) et *c*) des présentes, la limite journalière est de cinq lièvres par chasseur.

QUE la partie de l'arrêté en conseil numéro 923 du 4 juin 1963, concernant la chasse au lièvre, soit abrogée;

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle de Québec*.

JACQUES PRÉMONT,
6787-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1014

Quebec, May 20, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the hunting of hare.

WHEREAS pursuant to paragraph 4 of section 65 of the Game Laws (R.S.Q. 1941, chapter 153) the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, amend the hunting periods for certain animals, one of which is the hare.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT hare hunting be permitted in the Province from and after the last Saturday in the month of September until the last day in the month of February, these two days included, this without limit on the daily catch and subject to the following special provisions.:

a) in the county of Duplessis, the period for the hunting of hare begins on the last Saturday in the month of September, and ends on the last day in the month of March of the following year, these two days included;

b) the hunting of hare by means of traps or snares is forbidden in the part of the county of Terrebonne situated south of Route No. 41, in the counties of Tow-Mountains, L'Assomption, Laval, Vaudreuil-Soulanges, Beauharnois, Huntingdon, Châteauguay, Napierville, Laprairie, Saint John, Iberville, Rouville, Saint Hyacinthe, Richelieu, Verchères, Chambly and Stanstead; included therein are the islands which are situated in these counties;

c) the hunting of hare by means of traps of snares is also forbidden on Montreal Island, Jésus, Perrot and Bizard Islands and those situated in the Saint Lawrence River south of Montreal Island, as well as on all the islands in the Prairies River and Thousand Islands River;

d) in the places mentioned in paragraphs *b*) and *c*) of the present Order in Council, the daily limit is five hares per hunter.

THAT the part of Order in Council number 923 dated June 4, 1963, concerning the hunting of hare, be repealed;

THAT publication be made in the *Quebec Official Gazette*.

JACQUES PRÉMONT,
6787 *Associate Clerk of the Executive Council.*

Associations coopératives

Payne Bay Fishermen's Cooperative Association

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « Payne Bay Fishermen's Cooperative Association ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Payne Bay, Québec, dans le district électoral de Duplessis.

Québec, le 20 mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
6754-o RAYMOND DOUVILLE.

Cooperative Associations

Payne Bay Fishermen's Cooperative Association

(*Co-operative Associations Act*)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the formation of the co-operative association "Payne Bay Fishermen's Cooperative Association".

The head office of this co-operative association is situated at Payne Bay, Quebec, in the electoral district of Duplessis.

Quebec, May 20, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
6754 *Assistant Secretary of the Province.*

Avis

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que les noms des syndicats coopératifs de pêcheurs ci-après mentionnés, qui sont devenus des associations coopératives de pêcheurs le 27 mars 1963, régies par la Loi des associations coopératives, ont été changés de la façon suivante:

Ancien nom — Former name	*Nouveau nom — New name*
Syndicat des Pêcheurs d'Anguilles	Association Coopérative des Pêcheurs d'Anguilles
Syndicat des Pêcheurs de St-Joachim	Association Coopérative des Pêcheurs de St-Joachim
Syndicat des Pêcheurs de Mont-Louis	Association Coopérative des Pêcheurs de Mont-Louis
Syndicat des Pêcheurs de Ste-Madeleine	Association Coopérative des Pêcheurs de Madeleine
Syndicat des Pêcheurs de Grande-Vallée	Association Coopérative des Pêcheurs de Grande-Vallée
Syndicat des Pêcheurs de Cloridorme	Association Coopérative des Pêcheurs de Cloridorme
Syndicat des Pêcheurs de St-Maurice	Association Coopérative des Pêcheurs de St-Maurice
Syndicat des Pêcheurs de Rivière-au-Renard	Association Coopérative des Pêcheurs de Rivière-au-Renard
Syndicat des Pêcheurs de l'Anse-au-Griffon	Association Coopérative des Pêcheurs de l'Anse-au-Griffon
Syndicat des Pêcheurs de Cap-des-Rosiers	Association Coopérative des Pêcheurs de Cap-des-Rosiers
Fishermen's Syndicate of Little Gaspé	Fishermen's Cooperative Association of Grande-Grève
Syndicat des Pêcheurs de Gaspé	Association Coopérative des Pêcheurs de Gaspé
Fishermen's Syndicate of Barachois	Fishermen's Cooperative Association of Barachois
Coopérative des Pêcheurs de Percé	Association Coopérative des Pêcheurs de Percé.
Syndicat des Pêcheurs de Sainte-Thérèse	Association Coopérative des Pêcheurs de Sainte-Thérèse
Association des Pêcheurs de Grande-Rivière	Association Coopérative des Pêcheurs de Grande-Rivière
Syndicat des Pêcheurs de Newport	Association Coopérative des Pêcheurs de Newport
Syndicat des Pêcheurs de Ruisseau-Leblanc	Association Coopérative des Pêcheurs de Ruisseau-Leblanc
Société Coopérative des Pêcheurs de Carleton	Association Coopérative des Pêcheurs de Carleton — Carleton Fishermen's Cooperative Association
Syndicat des Pêcheurs de Sept-Iles	Association Coopérative des Pêcheurs de Sept-Iles
Syndicat des Pêcheurs du Détroit de Belle-Isle	Association Coopérative des Pêcheurs de Belle-Isle Fishermen's Cooperative Association of Belle-Isle
Syndicat des Pêcheurs de Notre-Dame de L'Isle Verte	Association Coopérative des Pêcheurs de Notre-Dame de l'Isle Verte
Les Pêcheurs du Bassin	Association Coopérative des Pêcheurs du Bassin
Coopérative La Vaillante	La Vaillante, Association Coopérative des Pêcheurs de Grande-Entrée
Coopérative des Pêcheurs de St-François-Xavier	Association Coopérative des Pêcheurs d'Aurigny (S.F.X.)
Coopérative L'Escouade	L'Escouade, Association Coopérative des Pêcheurs de Fatima
Coopérative des Pêcheurs de l'Étang-du-Nord	Association Coopérative des Pêcheurs de l'Étang-du-Nord
Association des Pêcheurs de Hâvre-Aubert	Association Coopérative des Pêcheurs de Hâvre-Aubert
Syndicat des Pêcheurs de Hâvre-aux-Maisons	Association Coopérative des Pêcheurs de Hâvre-aux-Maisons

Québec, le 12 mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o

Notice

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is hereby given that the names of the fishermen's cooperative syndicates hereinafter mentioned, which became fishermen's cooperative associations on March 27, 1963, governed by the Cooperative Associations Act, have been changed in the following way:

Former name	*New name*
Syndicat des Pêcheurs d'Anguilles	Association Coopérative des Pêcheurs d'Anguilles
Syndicat des Pêcheurs de St-Joachim	Association Coopérative des Pêcheurs de St-Joachim
Syndicat des Pêcheurs de Mont-Louis	Association Coopérative des Pêcheurs de Mont-Louis
Syndicat des Pêcheurs de Ste-Madeleine	Association Coopérative des Pêcheurs de Madeleine
Syndicat des Pêcheurs de Grande-Vallée	Association Coopérative des Pêcheurs de Grande-Vallée
Syndicat des Pêcheurs de Cloridorme	Association Coopérative des Pêcheurs de Cloridorme
Syndicat des Pêcheurs de St-Maurice	Association Coopérative des Pêcheurs de St-Maurice
Syndicat des Pêcheurs de Rivière-au-Renard	Association Coopérative des Pêcheurs de Rivière-au-Renard
Syndicat des Pêcheurs de l'Anse-au-Griffon	Association Coopérative des Pêcheurs de l'Anse-au-Griffon
Syndicat des Pêcheurs de Cap-des-Rosiers	Association Coopérative des Pêcheurs de Cap-des-Rosiers
Fishermen's Syndicate of Little Gaspé	Fishermen's Cooperative Association of Grande-Grève
Syndicat des Pêcheurs de Gaspé	Association Coopérative des Pêcheurs de Gaspé
Fishermen's Syndicate of Barachois	Fishermen's Cooperative Association of Barachois
Coopérative des Pêcheurs de Percé	Association Coopérative des Pêcheurs de Percé.
Syndicat des Pêcheurs de Sainte-Thérèse	Association Coopérative des Pêcheurs de Sainte-Thérèse
Association des Pêcheurs de Grande-Rivière	Association Coopérative des Pêcheurs de Grande-Rivière
Syndicat des Pêcheurs de Newport	Association Coopérative des Pêcheurs de Newport
Syndicat des Pêcheurs de Ruisseau-Leblanc	Association Coopérative des Pêcheurs de Ruisseau-Leblanc
Société Coopérative des Pêcheurs de Carleton	Association Coopérative des Pêcheurs de Carleton — Carleton Fishermen's Cooperative Association
Syndicat des Pêcheurs de Sept-Iles	Association Coopérative des Pêcheurs de Sept-Iles
Syndicat des Pêcheurs du Détroit de Belle-Isle	Association Coopérative des Pêcheurs de Belle-Isle Fishermen's Cooperative Association of Belle-Isle
Syndicat des Pêcheurs de Notre-Dame de L'Isle Verte	Association Coopérative des Pêcheurs de Notre-Dame de l'Isle Verte
Les Pêcheurs du Bassin	Association Coopérative des Pêcheurs du Bassin
Coopérative La Vaillante	La Vaillante, Association Coopérative des Pêcheurs de Grande-Entrée
Coopérative des Pêcheurs de St-François-Xavier	Association Coopérative des Pêcheurs d'Aurigny (S.F.X.)
Coopérative L'Escouade	L'Escouade, Association Coopérative des Pêcheurs de Fatima
Coopérative des Pêcheurs de l'Étang-du-Nord	Association Coopérative des Pêcheurs de l'Étang-du-Nord
Association des Pêcheurs de Hâvre-Aubert	Association Coopérative des Pêcheurs de Hâvre-Aubert
Syndicat des Pêcheurs de Hâvre-aux-Maisons	Association Coopérative des Pêcheurs de Hâvre-aux-Maisons

Quebec, May 12, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722-o

Avis divers

Syndics de la paroisse de Saint-Jérôme de Lac Saint-Jean

Avis de rachat

Avis est donné, par les présentes, qu'aux termes de l'acte de fiducie par les syndics de la paroisse de Saint-Jérôme de Lac Saint-Jean en faveur de la Société Nationale de Fiducie, exécuté devant Me Oscar Hamel, notaire, le

Miscellaneous notices

Trustees of the parish of Saint-Jérôme of Lake St. John

Notice of redemption

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Trust Deed by the trustees of the parish of Saint-Jérôme of Lake Saint John in favour of the Société Nationale de Fiducie, passed before notary Oscar Hamel, on August

23 août 1939, lesdits syndics rachèteront par anticipation, le 1er juillet 1964, au prix de 100% de leur valeur nominale et l'intérêt couru, $5,000 d'obligations faisant partie de leur émission de $153,500, savoir:

2 x 500 — Nos AD-13 et 22
4 x 1000 — Nos AM-28, 38, 74 et 92.

Les porteurs des obligations ci-dessus mentionnées devront, le 1er juillet 1964, présenter lesdites obligations pour paiement à la Banque Canadienne Nationale, à Saint-Jérôme, Chicoutimi, Québec, ou Montréal, avec le coupon d'intérêt du 1er juillet 1964 et les coupons subséquents.

Lesdites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er juillet 1964.

Montréal, ce 21e jour de mai 1964.

Le Secrétaire,
G. BOYER.

Société Nationale de Fiducie,
41 ouest, rue Saint-Jacques
Montréal 1, P.Q. 6732-o

La commission scolaire protestante du Montréal métropolitain

Avis de rachat

Obligations à 6% du Fonds d'Amortissement en date du 2 juillet 1960 échéant le 2 juillet 1980.

AVIS EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ aux détenteurs d'obligations à 6% du FONDS D'AMORTISSEMENT de la Commission scolaire protestante du Montréal métropolitain, en date du 2 juillet 1960, échéant le 2 juillet 1980, que, conformément aux dispositions indiquées sur lesdites obligations et en vertu de l'autorité de la résolution de ladite commission scolaire passée le 14 juillet 1960 et du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec 1941, les obligations suivantes se montant à cent un mille dollars ($101,000.00) et numérotées comme suit, à savoir:

Les obligations en coupures de $1,000.00 portant le préfixe QM.

0016	0102	0140	0148	0223	0308	0322
0375	0381	0412	0423	0426	0443	0446
0497	0552	0556	0635	0660	0682	0700
0710	0741	0757	0760	0811	0837	0879
0887	0935	0950	0968	0969	0973	0974
0999	1017	1037	1044	1055	1061	1082
1158	1193	1209	1213	1254	1266	1276
1285	1290	1295	1421	1430	1489	1511
1520	1667	1676	1687	1774	1789	1831
1841	1855	1923	1925	1941	1946	1979
1987	1998	2005	2033	2039	2064	2085
2092	2145	2155	2222	2262	2290	2294
2350	2403	2444	2460	2476	2545	2562
2580	2606	2654	2711	2786	2856	2889
2905	2934	2941				

ont été tirées au sort pour rachat le 2 juillet 1964 pour les fins du fonds d'amortissement et que lesdites obligations sont, par les présentes, appelées pour rachat à cette date à 100% de leur montant principal avec ensemble les intérêts accrus et impayés sur icelles à la date de rachat.

Les obligations ainsi appelées pour rachat deviendront dues et payables et seront payées en monnaie légale du Canada à toutes les succursales dans le Canada de la banque de Montréal ou la banque Royale du Canada, au choix du détenteur sur présentation et livraison desdites obligations accompagnées de tous les coupons d'intérêts échéant après le 2 juillet 1964 y attachés. Les obligations enregistrées quant au principal doivent être accompagnées de tous les instruments requis au transfert.

the 23rd, 1939, said trustees will redeem before maturity, on the first day of July 1964, at par ans accrued interest, $5,000 principal amount of bonds being part of their issue of $153,500 viz:

2 x 500 — Nos AD-13 and 22
4 x 1000 — Nos AM-28, 38, 74 and 92.

The holders of the above mentioned bonds shall, on the first of July 1964, present the said bonds for payment at the Banque Canadienne Nationale, at Saint Jerome, Chicoutimi, Quebec or Montreal, with interest coupon maturing on the first of July 1964, and following coupons.

The said bonds will cease to bear interest on and from the first of July 1964.

Montreal, this 21st day of May, 1964.

G. BOYER,
Secretary.

Société Nationale de Fiducie,
41 St. James Street West,
Montreal 1, P.Q. 6732-o

The protestant school board of greater Montreal

Notice of redemption

6% Sinking Fund Bonds dated July 2, 1960, Maturing July 2, 1980.

NOTICE IS HEREBY GIVEN to the holders of the 6% SINKING FUND bonds of the protestant school board of greater Montreal dated July 2, 1960 maturing July 2, 1980 that pursuant to the provisions set forth in said bonds and under authority of the resolution of the said school board passed on July 14, 1960 and of chapter 212 of the revised statutes of Quebec, 1941, the following bonds aggregating in principal amount one hundred and one thousand dollars ($101,000.00) and numbered as follows, namely:

Bonds of the denomination of $1,000.00 bearing the prefix QM.

0016	0102	0140	0148	0223	0308	0322
0375	0381	0412	0423	0426	0443	0446
0497	0552	0556	0635	0660	0682	0700
0710	0741	0757	0760	0811	0837	0879
0887	0935	0950	0968	0969	0973	0974
0999	1017	1037	1044	1055	1061	1082
1158	1193	1209	1213	1254	1266	1276
1285	1290	1295	1421	1430	1489	1511
1520	1667	1676	1687	1774	1789	1831
1841	1855	1923	1925	1941	1946	1979
1987	1998	2005	2033	2039	2064	2085
2092	2145	2155	2222	2262	2290	2294
2350	2403	2444	2460	2476	2545	2562
2580	2606	2654	2711	2786	2856	2889
2905	2934	2941				

have been drawn by lot for redemption on July 2, 1964 for sinking fund purposes and that the said bonds are hereby called for redemption on that date at 100% of the principal amount thereof together with accrued and unpaid interest thereon to such redemption date.

The bonds so called for redemption will become due and payable and will be paid in lawful money of Canada at any Branch in Canada of the Bank of Montreal or of The Royal Bank of Canada, at the option of the holder, upon presentation and surrender of the said bonds with all interest coupons maturing after July 2, 1964 attached. Bonds registered as to principal must be accompanied by all instruments requisite for transfer.

Avis est de plus donné que les intérêts sur lesdites obligations cesseront à compter de la date de rachat et les coupons d'intérêts devant s'accroître après ladite date deviendront nuls et sans valeur.

Daté à Montréal, ce 21e jour de mai 1964.

La Commission scolaire protestante
du Montréal métropolitain,
Le Secrétaire-trésorier,
6753 ROBERT JAPP.

Notice is further given that interest upon said bonds shall cease as and from the redemption date and coupons for interest to accrue after said date shall become and be void.

Dated at Montreal, this 21st day of May 1964.

The protestant school board
of greater Montreal,
ROBERT JAPP,
6753-o *Secretary-Treasurer.*

Ville de Châteauguay Centre

1. Avis est, par les présentes, donné, que la ville de Châteauguay Centre s'adressera selon la Loi au lieutenant-gouverneur en Conseil pour l'émission de lettres patentes érigeant le territoire de la ville de Châteauguay Centre en cité sous l'empire de la Loi des Cités et Villes;

2. Le nom de la municipalité de cité projetée sera: « Cité de Châteauguay Centre »;

3. Les limites de la municipalité de la cité de Châteauguay Centre seront les mêmes que celles de la municipalité de la ville de Châteauguay Centre;

4. Le chiffre de la population, tel que constaté par un recensement ordonné par le Conseil, est de huit mille sept cents (8,700) âmes;

5. La municipalité sera érigée en cité sous l'empire de la Loi des Cités et Villes.

(Sceau) *Le Secrétaire-trésorier,*
6779-22-2-o J. SARTO BLAIS.

Town of Châteauguay Centre

1. Notice is, by these presents, given that the town of Châteauguay Centre will apply, according to Law, to the Lieutenant-Governor in Council for the issuance of letters patent erecting the territory of the town of Châteauguay Centre into a city under the empire of the Cities and Towns Act;

2. The name of the municipality of the projected city shall be: "City of Châteauguay Centre";

3. The limits of the municipality of the city of Châteauguay Centre shall be the same as the municipality of the town of Châteauguay Centre;

4. The population, as established by a census ordered by the Council, is eight thousand seven hundred (8,700) souls;

5. The municipality shall be erected into a city under the authority of the Cities and Towns Act.

(Seal) J. SARTO BLAIS,
6779-22-2 *Secretary-Treasurer.*

Maple Avenue Baptist Church

Avis est donné que « Maple Avenue Baptist Church, une congrégation baptiste, ayant son lieu de culte sur l'avenue des Érables, Brownsburg, P.Q., s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir sa constitution en corporation, sous le nom de « Maple Avenue Baptist Church », conformément aux dispositions du chapitre 311, S.R.Q. 1941. »

HUTCHESON, JOHNSTON & TODD,
6780-22-5-o Par: J. E. TODD.

Maple Avenue Baptist Church

Notice is hereby given that "Maple Avenue Baptist Church, a Baptist Congregation having its place of worship at Maple Avenue, Brownsburg, P.Q., shall apply to the Lieutenant-Governor in Council for incorporation under the name of "Maple Avenue Baptist Church" in conformity with the provisions of chapter 311 R.S.Q. 1941."

HUTCHESON, JOHNSTON & TODD,
6780-22-5-o By: J. E. TODD.

Caisses d'épargne et de crédit

Savings and Credit Unions

La Caisse d'Économie du Conseil du Travail de St-Jean et District

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « La Caisse d'Économie du Conseil du Travail de St-Jean et District ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les membres du Conseil du Travail de St-Jean et District.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à 353, rue St-Jacques, St-Jean, Québec, dans le district électoral de St-Jean.

Québec, le 14 mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
6755-o RAYMOND DOUVILLE.

La Caisse d'Économie du Conseil du Travail de St-Jean et District

(*Savings and Credit Union Act*)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the formation of a savings and credit union "La Caisse d'Économie du Conseil du Travail de St-Jean et District".

The group from which the credit union shall recruit its members shall be the members of the "Conseil du Travail de St-Jean" and district.

The head office of this savings and credit union is situated at 353 St-Jacques St., St-John's, Quebec, in the electoral district of St-John's.

Quebec, May 14, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
6755 *Assistant Secretary of the Province.*

La Caisse Populaire l'Assomption, Beauce

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de

La Caisse Populaire l'Assomption, Beauce

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the change of

« La Caisse Populaire de l'Assomption ville de Saint-Georges de Beauce », en celui de « La Caisse Populaire l'Assomption, Beauce ».

Québec, le 20 mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

6756-o RAYMOND DOUVILLE.

name of "La Caisse Populaire de l'Assomption ville de Saint-Georges de Beauce" to "La Caisse Populaire l'Assomption, Beauce".

Quebec, May 20, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

6756 *Assistant Secretary of the Province.*

Compagnie autorisée à faire des affaires

Seaboard Securities Canadian Limited

Avis est donné que « Seaboard Securities Canadian Limited », a obtenu une licence selon la Loi des Sociétés de Prêts et de Placements, datée du 24 avril 1964.

Sa principale place d'affaires est 704, rue Sainte-Catherine ouest, Montréal, P.Q.,

Montréal, P.Q., 4 mai 1964.

L'Agent principal,

6623-20-4 JOHN G. NEWBERY.

Company Licensed to do Business

Seaboard Securities Canadian Limited

Notice is hereby given that "Seaboard Securities Canadian Limited", has been issued a licence under the Loan and Investment Societies Act, dated April 24, 1964.

Its principal place of business is 704, St. Catherine Street West, Montreal, P.Q.

Montreal, P.Q., May 4, 1964.

JOHN G. NEWBERY,

6623-20-4-o *Chief Agent.*

Chartes — Abandon de

Academy Holdings Inc.

Avis est donné que « Academy Holdings Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date à être fixée par ce dernier.

Academy Holdings Inc.,

Par le Secrétaire,

6723 DORY LEVY.

Les Immeubles Fraser Inc.

Prenez avis que la compagnie « Les Immeubles Fraser Inc. », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Le Secrétaire de la compagnie,

6733-o RITA ST-PIERRE.

Benosem Inc.

Avis est donné que la compagnie « Benosem Inc. », de Montréal, constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 19e jour de mai 1964.

Benosem Inc.,

Le Procureur,

6745 LIONEL A. SPERBER, C.R.

L. P. Thériault Construction Limitée

La compagnie « L. P. Thériault Construction Limitée » donne par les présentes avis qu'elle s'adressera au secrétaire de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 25 mai 1964.

L. P. Thériault Construction Limitée,

Les Procureurs de la compagnie,

6760-o LONG & AQUIN.

Charters — Surrender of

Academy Holdings Inc.

Notice is hereby given that "Academy Holdings Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor of the province of Quebec for the acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Academy Holdings Inc.,

Per: DORY LEVY,

6723-o *Secretary.*

Les Immeubles Fraser Inc.

Take notice that "Les Immeubles Fraser Inc.", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

RITA ST-PIERRE,

6733 *Company Secretary.*

Benosem Inc.

Notice is hereby given that "Benosem Inc.", of Montreal, a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 19th day of May 1964.

Benosem Inc.,

LIONEL A. SPERBER, Q.C.,

6745 *Attorney.*

L. P. Thériault Construction Limited

"L. P. Thériault Construction Limited" hereby gives notice that it will make application to the Provincial Secretary, Province of Quebec for acceptance of the surrenders of its charter.

Montreal, May 25, 1964.

L. P. Thériault, Construction Limited,

LONG & AQUIN,

6760-o *Attorneys for the company.*

Normed Corp.

Avis est donné que « Normed Corp. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, Québec, ce 21e jour de mai 1964.

Le Procureur de Normed Corp.,
GREGORY CHARLAP.

6781

Normed Corp.

Notice is hereby given that "Normed Corp.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, Quebec, this 21st day of May, 1964.

GREGORY CHARLAP,
Solicitor for Normed Corp.

6781-o

Divers
Compagnies

The Scottish Trust Company

Avis est donné par les présentes qu'en vertu de la Loi 8, Édouard VII, chapitre 119, « An Act to Incorporate The Scottish Trust Company », le capital action de The Scottish Trust Company a été augmenté de $500,000. à $5,000,000., le capital action additionnel étant divisé en 45,000 actions ordinaires de $100. chacune.

Montréal, le 15 mai 1964.

The Scottish Trust Company,
Par le Secrétaire,
T. F. TURNER.

6699-21-3-o

Elite Investment (Quebec) Limited

Avis est donné que la compagnie « Elite Investment (Quebec) Limited », a augmenté de 3 à 4 le nombre de ses directeurs.

Le Secrétaire,
DAVID J. ZAP.

6724 1286-63

Industrial Fuel and Refrigeration Co. Ltd.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu des dispositions du règlement No 44 de « Industrial Fuel and Refrigeration Co. Ltd. », dûment décrété par la compagnie, ladite compagnie a été autorisée en vertu de la section 90 de la Loi des compagnies de Québec, à distribuer et diviser ses biens au pro rata entre ses actionnaires.

Daté à Montréal, P.Q., le 12e jour de mars, 1964.

Le Secrétaire,
A. NIHON.

6725-o

Brome Lake Ducks Limited

Avis est donné que « Brome Lake Ducks Limited », a augmenté de 3 à 5 le nombre de ses directeurs.

Le Secrétaire-trésorier,
G. L. PRIME.

6734 665-38

La Corporation du Centenaire de Dorval The Dorval Centennial Corporation

Avis est donné que le Secrétaire de la province a, le 6 mai 1964, approuvé les règlements, (articles 1 à 11 inclusivement) de « La Corporation du Centenaire de Dorval — The Dorval Centennial Corporation », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 19 mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6735-o 693-63

Miscellaneous
Companies

The Scottish Trust Company

Notice is hereby given that, under the Act 8, Edward VII, chapter 119, "An Act to Incorporate The Scottish Trust Company", the capital stock of The Scottish Trust Company has been increased from $500,000. to $5,000,000., the additional share capital being divided into 45,000 common shares of $100. each.

Montreal, May 15, 1964.

The Scottish Trust Company,
Per: T. F. TURNER,
Secretary.

6699-21-3-o

Elite Investment (Quebec) Limited

Notice is hereby given that "Elite Investment (Quebec) Limited", has changed the number of its directors from 3 to 4.

DAVID J. ZAP,
Secretary.

6724-o 1286-63

Industrial Fuel and Refrigeration Co. Ltd.

Notice is hereby given that under the provisions of by-law No. 44 of "Industrial Fuel and Refrigeration Co. Ltd.", duly enacted by the company, the said company has been authorized, pursuant to section 90 of the Quebec Companies Act, to distribute and divided its assets rateably among its shareholders.

Dated at Montreal, P.Q. this 12th day of March, 1964.

A. NIHON,
Secretary.

6725-o

Brome Lake Ducks Limited

Notice is hereby given that "Brome Lake Ducks Limited", has changed the number of its of its directors from 3 to 5.

G. L. PRIME,
Secretary-Treasurer.

6734-o 665-38

La Corporation du Centenaire de Dorval The Dorval Centennial Corporation

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on May 6, 1964, approved the by-laws (section 1 to 11 inclusively) of "La Corporation du Centenaire de Dorval — The Dorval Centennial Corporation", and such, pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on May 19, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6735 693-63

General Advertising Inc.

Avis est donné que « General Advertising Inc. », a changé le nombre de ses directeurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
RUTH KIRSCH.

6736 3-27

T. Gruen & Co. Ltd.

Avis est donné que « T. Gruen & Co. Ltd. », a augmenté de 3 à 4 le nombre de ses directeurs.

Le Secrétaire,
MORRIS CHAIKELSON.

6737 4218-63

Miracle Enterprises Co. Ltd.

Avis est donné que « Miracle Enterprises Co. Ltd. », a changé le nombre de ses directeurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
STEVE SMITH.

6738 4902-63

The Montreal Chinese Hospital (1963)
L'Hôpital Chinois de Montréal (1963)

Avis est donné que le Secrétaire de la province a, le 14 mai 1964, approuvé le règlement numéro 4 de « The Montreal Chinese Hospital (1963) — L'Hôpital Chinois de Montréal (1963) », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19 mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6739-o 1633-63

The Montreal Chinese Hospital (1963)
L'Hôpital Chinois de Montréal (1963)

Avis est donné que « The Montreal Chinese Hospital (1963) — L'Hôpital Chinois de Montréal (1963) », a changé le nombre de ses directeurs de 7 à 15.

Le Secrétaire,
BRUCE WONG.

6739-o 1633-63

Quebec Federation of Protestant Home and School Associations

Avis est donné que le Secrétaire de la province a, le 15 mai 1964, approuvé les règlements généraux de « Quebec Federation of Protestant Home and School Associations », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225*a* de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 19 mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6740-o 10014-55

Quebec Federation of Protestant Home and School Associations

Avis est donné que « Quebec Federation of Protestant Home and School Associations », a changé le nombre de ses directeurs de 9 à 50.

Le Président,
WOLFE ROSENBAUM.

6740 10014-55

General Advertising Inc.

Notice is hereby given that "General Advertising Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

RUTH KIRSCH,
Secretary.

6736-o 3-27

T. Gruen & Co. Ltd.

Notice is hereby given that "T. Gruen & Co. Ltd.", has changed the munber of its directors from 3 to 4.

MORRIS CHAIKELSON,
Secretary.

6737-o 4218-63

Miracle Enterprises Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Miracle Enterprises Co. Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

STEVE SMITH,
Secretary.

6738-o 4902-63

The Montreal Chinese Hospital (1963)
L'Hôpital Chinois de Montréal (1963)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on the May 14, 1964, approved by-law number 4 of "The Montreal Chinese Hospital (1963) — L'Hôpital Chinois de Montréal (1963)", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on May 19, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6739 1633-63

The Montreal Chinese Hospital (1963)
L'Hôpital Chinois de Montréal (1963)

Notice is hereby given that "The Montreal Chinese Hospital (1963) — L'Hôpital Chinois de Montréal (1963)", has changed the number of its directors from 7 to 15.

BRUCE WONG,
Secretary.

6739-o 1633-63

Quebec Federation of Protestant Home and School Associations

Notice is given that the Honourable the Honourable the Provincial Secretary has, on the May 15, 1964, approved the general by-laws of "Quebec Federation of Protestant Home and School Associations", and such, pursuant to the provisions of section 225*a* of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on May 19, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6740 10014-55

Quebec Federation of Protestant Home and School Associations

Notice is hereby given that "Quebec Federation of Protestant Home and School Associations", has changed the number of its directors from 9 to 50.

WOLFE ROSENBAUM,
President.

6740-o 10014-55

The Royal Quebec Golf Club

Avis est donné que le Secrétaire de la province a, le 14 mai 1964, approuvé les règlements 6*a* et 7*a* de « The Royal Quebec Golf Club », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225*a* de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 19 mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6741-o 11151-57

La Société Artistique du Richelieu

Avis est donné que le Secrétaire de la province a, le 6 mai 1964, approuvé les règlements généraux et un règlement spécial No 1 de « La Société Artistique du Richelieu », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225*a* de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 19 mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6742-o 450-63

Les Loisirs de la Vallée de l'Or inc.

Avis est donné que la corporation « Les Loisirs de la Vallée de l'Or inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 9.

Le Secrétaire,
JEAN ROY.

6748-o 13440-62

Compagnie Montco ltée
Montco Company Ltd.

Avis est donné que la « Compagnie Montco ltée — Montco Company Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 6.

Le Secrétaire,
GASTON EAST.

6761-o 13446-56

Dosco (Quebec) Ltd.
Dosco (Québec) ltée

Avis est donné que « Dosco (Quebec) Ltd. — Dosco (Québec) ltée » a changé le nombre de ses directeurs de 5 à 8.

Le Secrétaire,
G. C. BROADBENT.

6762 429-64

The Dorval Combined Appeal Inc.
L'Appel conjoint de Dorval inc.

Avis est donné que la compagnie « The Dorval Combined Appeal Inc.— L'Appel conjoint de Dorval inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 9 à 11.

Le Secrétaire,
Mme JANICE ROSS.

6769-o 74-64

The Dorval Combined Appeal Inc.
L'Appel conjoint de Dorval inc.

Avis est donné que le Secrétaire de la province a, le 27 avril 1964, approuvé les règlements généraux de « The Dorval Combined Appeal Inc.— L'Appel conjoint de Dorval inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225*a* de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 27 avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6769-o 74-64

The Royal Quebec Golf Club

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on May 14, 1964, approved by-laws 6*a* and 7*a* of "The Royal Quebec Golf Club", and such, pursuant to the provisions of section 225*a* of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on May 19, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6741 11151-57

La Société Artistique du Richelieu

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on May 6, 1964, approved the general by-laws and a special by-law No. 1 of "La Société Artistique du Richelieu", and such, pursuant to the provisions of section 225*a* of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on May 19, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6742 450-63

Les Loisirs de la Vallée de l'Or inc.

Notice is given that the corporation "Les Loisirs de la Vallée de l'Or inc." has changed the number of its administrators from 3 to 9.

JEAN ROY,
Secretary.

6748 13440-62

Compagnie Montco ltée
Montco Company Ltd.

Notice is hereby given that "Compagnie Montco ltée — Montco Company Ltd.", has changed the number of its directors from 4 to 6.

GASTON EAST,
Secretary.

6761 13446-56

Dosco (Quebec) Ltd.
Dosco (Québec) ltée

Notice is hereby given that "Dosco (Quebec) Ltd. — Dosco (Québec) Ltée" has changed the number of its directors from 5 to 8.

G. C. BROADBENT,
Secretary.

6762-o 429-64

The Dorval Combined Appeal Inc.
L'Appel conjoint de Dorval inc.

Notice is given that the company "The Dorval Combined Appeal Inc.— L'Appel conjoint de Dorval inc.", has changed the number of its directors from 9 to 11.

Mrs JANICE ROSS,
Secretary.

6769 74-64

The Dorval Combined Appeal Inc.
L'Appel conjoint de Dorval inc.

Notice is given that the Provincial Secretary has, on April 27, 1964, approved the general by-laws of "The Dorval Combined Appeal Inc.— L'Appel conjoint de Dorval inc.", and such pursuant to the provisions of section 225*a* of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, April 27, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6769 74-64

Lettres patentes

Hôpital Sainte-Marie

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 24 de la Loi refondant la charte de Les Soeurs de Miséricorde de Montréal, 11-12 Elizabeth II, chapitre 125, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15 avril 1964, constituant en corporation l'« Hôpital Sainte-Marie ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la ville de Trois-Rivières, district de Trois-Rivières, Qué.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15 avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6743-o 3493-63 — 1217/117

Hôpital St-Luc d'Asbestos

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 25 de la Loi refondant la charte de La Compagnie des filles de la charité de saint Vincent de Paul, 11-12 Elizabeth II, chapitre 118, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 15 avril 1964, constituant en corporation l'« Hôpital St-Luc d'Asbestos ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé à Asbestos, district de St-François, province de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 20 mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6749-o 6-64 — 1218/129

Hôtel-Dieu d'Arthabaska

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 24 de la Loi constituant en corporation les Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph de Montréal, 11-12 Elizabeth II, chapitre 122, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 15 avril 1964, constituant en corporation l'« Hôtel-Dieu d'Arthabaska ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé à Arthabaksa, district d'Arthabaska, province de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 20 mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6750-o 3599-63 — 1218/126

Hôtel-Dieu de St-Jérôme

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 24 de la Loi constituant en corporation les Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph de Montréal, 11-12 Elizabeth II, chapitre 122, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 15 avril 1964, constituant en corporation l'« Hôtel-Dieu de St-Jérôme ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé à Sg-Jérôme, district de Terrebonne, province de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 20 mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6751-o 3598-63 — 1218/127

Letters Patent

Hôpital Sainte-Marie

Notice is given that under the provisions of section 24 of the act consolidating the charter of Misericordia Sisters of Montreal, 11-12 Elizabeth II, chapter 125, letters patent have been granted by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec dated April 15, 1964, incorporating the "Hôpital Sainte-Marie".

The head office of the corporation above mentioned is situated in the town of Trois-Rivières, district of Trois-Rivières, Que.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 15, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6743 3493-63 — 1217/117

Hôpital St-Luc d'Asbestos

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of section 25 of the Act to consolidate the charter of La Compagnie des filles de la charité de saint Vincent de Paul, 11-12 Elizabeth II, chapter 118, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating "Hôpital St-Luc d'Asbestos".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in Asbestos, district of St. Francis, Province of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, on May 20, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6749 6-64 — 1218/129

Hôtel-Dieu d'Arthabaska

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of section 24 of the Act to incorporate Religious Hospitallers of Saint Joseph of Montreal, 11-12 Elizabeth II, chapter 122, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating the "Hôtel-Dieu d'Arthabaska".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in Arthabaska, district of Arthabaska, Province of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary on May 20, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6750 3599-63 — 1218/126

Hôtel-Dieu de St-Jérôme

Notice is given that under the provisions of section 24 of the act incorporating the Religious Hospitallers of Saint-Joseph of Montreal, 11-12 Elizabeth II, chapter 122, letters patent bearing date April 15, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating the "Hôtel-Dieu de St-Jérôme".

The head office of the above mentioned corporation is situated at St-Jérôme, district of Terrebonne, Province of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary on May 20, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6751 3598-63 — 1218/127

Sièges sociaux

Agence d'Assurance Maisonneuve Inc.

Avis est donné que le siège social de la compagnie « Agence d'Assurance Maisonneuve Inc. », constituée en corporation par lettres patentes suivant la première partie de la Loi des Compagnies du Québec, datées du 9 février 1957, était situé à 276 ouest, rue St-Jacques à Montréal, district de Montréal, sera, à compter de ce jour, situé à 200 ouest, rue St-Jacques, à Montréal, district de Montréal.

Donné à Montréal, ce 1er jour de mai 1964.

Le Président,
JEAN BRIND'AMOUR.

6726-o

Brind'Amour & Fils Inc.

Avis est donné que le siège social de la compagnie « Brind'Amour & Fils Inc. », constituée en corporation par lettres patentes suivant la première partie de la Loi des compagnies de Québec, datées du 2 septembre 1948, était situé à 276 ouest, rue St-Jacques, à Montréal, district de Montréal, sera, à compter de ce jour situé à 200 ouest, rue St-Jacques, à Montréal, district de Montréal.

Donné à Montréal, ce 1er jour de mai 1964.

Le Président,
JEAN BRIND'AMOUR.

6727-o

Brunet Excavation Ltée
Brunet Excavation Ltd.

Avis est par les présentes donné que la compagnies « Brunet Excavation Ltée — Brunet Excavation Ltd. », constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes en date du 9 avril 1964, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 1155 ouest, boulevard Dorchester, suite 3112, dans la cité de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 21e jour d'avril 1964.

Le Président,
VITAL BRUNET.

6728-o

G. Gaudreault Inc.

Avis est donné que « G. Gaudreault Inc. », constitué en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, en date du 9 décembre 1963 et ayant son siège social à St-Jean, dans le district d'Iberville, dans la province de Québec, a établi son bureau au numéro 300 de la rue Bellefleur, dans ladite ville.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 9e jour de décembre 1963.

Le Président,
JACQUES LALONDE.

6729-o

Larin Engraving (1964) Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Larin Engraving (1964) Inc. », consituée en corporation en vertu des dispositions

Head Offices

Agence d'Assurance Maisonneuve Inc.

Notice is hereby given that the head office of the company "Agence d'Assurance Maisonneuve Inc.", incorporated by letters patent issued under the Provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 9th day of February 1957, which was situated at 276 St. James Street, West, Montreal, district of Montreal, will, from and after the date of this notice, be situated at 200 St. James Street, West, Montreal, district of Montreal.

Given at Montreal, this 1st day of May 1964.

JEAN BRIND'AMOUR,
President.

6726-o

Brind'Amour & Fils Inc.

Notice is hereby given that the head office of the company "Brind'Amour & Fils Inc.", incorporated by letters patent issued under the Provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 2nd day of September 1948, which was situated at 276 St. James Street, West, Montreal, district of Montreal, will, from and after the date of this notice, be situated at 200 St. James Street, West, Montreal, district of Montreal.

Given at Montreal, this 1st day of May 1964.

JEAN BRIND'AMOUR,
President.

6727-o

Brunet Excavation Ltée
Brunet Excavation Ltd.

Notice is hereby given that the company "Brunet Excavation Ltée — Brunet Excavation Ltd.", incorporated in the province of Quebec by letters patent on the 9th day of April 1964, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at No. 1155, Dorchester Boulevard West, suite 3112, in the city of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 21st day of April 1964.

VITAL BRUNET,
President.

6728-o

G. Gaudreault Inc.

Notice is hereby given that "G. Gaudreault Inc.", incorporated by letters patent under the provisions of the Quebec Companies Act on December 9, 1963, and having its head office in the town of St-John, district of Iberville, province of Quebec has established his office at 300 Bellefleur Street in the said town.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 9th day of December 1963.

JACQUES LALONDE,
President.

6729-o

Larin Engraving (1964) Inc.

Notice is hereby given that "Larin Engraving (1964) Inc.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the

de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 11e jour de mai 1964, et ayant son siège social en la ville de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à chambre 905, 132, rue St-Jacques, ouest, en la ville de Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, ce 11e jour de mai 1964.

(Sceau) *Le Président,*
6730 HAROLD SALTZMAN.

11th day of May, 1964, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at Suite 905, 132 St. James Street West, in the city of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 11th day of May, 1964.

(Seal) HAROLD SALTZMAN,
6730-o *President.*

Restaurant « Au Lys Blanc » Ltée

Avis est donné que la compagnie restaurant « La Fiesta Inc », constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 juillet 1963 et ayant son bureau principal dans la ville de Québec, au numéro 2281, Maufils Québec a obtenu des lettres patentes supplémentaires le 17 octobre 1963 changeant son nom en celui de « Restaurant « Au Lys Blanc » Ltée », son bureau principal demeurant au numéro 2281, Maufils Québec.

Donné à Québec, ce treizième jour de janvier 1964.

Le Secrétaire,
6746-o MME MONIQUE BOUTIN DUMAS.

Restaurant " Au Lys Blanc " Ltée

Notice is given that the company restaurant "La Fiesta Inc.", incorporated by letters patent dated July 10, 1963 and having its head office in the town of Quebec at number 2281 Maufils, Quebec, has obtained supplementary letters patent on October 17, 1963 changing its name into that of "Restaurant "Au Lys Blanc" Ltée", its head office remaining at number 2281 Maufils, Quebec.

Given at Quebec, this thirteenth day of January, 1964.

MME MONIQUE BOUTIN DUMAS,
6746 *Secretary.*

Raymond Soucie Inc.

Avis est donné que la compagnie « Raymond Soucie Inc. », constituée en corporation dans la province de Québec par lettres patentes en date du dixième jour de novembre 1961 et ayant son bureau principal dans St-Lambert, situé jusqu'aujourd'hui au numéro 491 de la rue Riverside, l'a transporté au numéro 2 du boulevard Desaulniers à compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à St-Lambert, ce vingtième jour d'avril 1964.

Le Secrétaire,
6747-o NORMAND ST-GERMAIN.

Raymond Soucie Inc.

Notice is hereby given that "Raymond Soucie Inc.", incorporated in the province of Quebec by letters patent dated the tenth day of November, 1961, and having its principal office in St-Lambert, located up to date at number 491 Riverside Street, has moved it to number 2 Desaulniers Boulevard. From the date of the present notice, the said office is considered as being the principal office of the company.

Given at St-Lambert, this twentieth day of April, 1964.

NORMAND ST-GERMAIN,
6747 *Secretary.*

J. C. Blouin & Fils inc.

Règlement No 3

Le bureau principal de la compagnie « J. C. Blouin & Fils inc. » est transporté de Cap-de-la-Madeleine où il était auparavant à Trois-Rivières, au numéro 2343, de la cinquième avenue.

Certifié copie conforme.

Le Secrétaire,
ANNETTE GIROUARD BLOUIN.
6752-o 3948-51

J. C. Blouin & Fils inc.

By-law No .3

"The head office of "J. C. Blouin & Fils inc." has been moved from Cap-de-la-Madeleine, where it formerly was, to Trois-Rivières, et number 2343, 5th Ave."

Certified true copy.

ANNETTE GIROUARD BLOUIN,
Secretary.
6752 3948-51

Boulangerie A. Gagnon Inc.

Avis est donné que la compagnie « Boulangerie A. Gagnon Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 31 octobre 1963 et ayant son siège social dans le village de Bic, comté de Rimouski a établi son bureau permanent à Bic, comté de Rimouski.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Bic, ce dixième jour d'avril 1964.

(Sceau) *Le Président,*
6757-o ALCIDE GAGNON.

Boulangerie A. Gagnon Inc.

Notice is given that the company "Boulangerie A. Gagnon Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated October 31, 1963 and having its head office in the village of Bic, county of Rimouski, has established its permanent office at Bic, county of Rimouski.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Bic, this tenth day of April, 1964.

(Seal) ALCIDE GAGNON,
6757 *Presidem*

Colonial-Briar Inc.

Avis est donné que « Colonial-Briard Inc. », a transporté son siège social à 6484, rue Sherbrooke ouest, Montréal, Québec.

Le Directeur,
6763 S. E. SIMONSON.

Colonial-Briar Inc.

Notice is hereby given that "Colonial-Briard Inc.", has moved its head office to 6484 Sherbrooke Street West, Montreal, Quebec.

S. E. SIMONSON,
6763-o *Director.*

Leasehold Properties Limited

Avis est donné que la compagnie « Leasehold Properties Limited », constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, le 26e jour de septembre, 1963, et dont le bureau principal se situait au 901 carré Victoria, suite 303, a transporté son bureau d'affaires au 507 Place d'Armes, suite 1500.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 19e jour de mai 1964.

Le Secrétaire,
6764-o A. J. LAFLEUR.

Leasehold Properties Limited

Notice is hereby given that "Leasehold Properties Limited", a company incorporated by letters patent of the Province of Quebec, on the 26th day of September, 1963, and having its head office at the city of Montreal at room 303, 901 Victoria Square, has moved it to room 1500, 507 Place d'Armes.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 19th day of May, 1964.

A. J. LAFLEUR,
6764-o *Secretary.*

Les Placements Montigny Inc.

Avis est donné que « Les Placements Montigny Inc. », une compagnie formée en vertu de la 1ère partie de la loi des compagnies de Québec, par lettres patentes émises le 31 décembre 1963, à son principal bureau d'affaires, au numéro 11910 de la rue Guertin, à Montréal, district de Montréal.

Daté à Montréal, ce 25ième jour de mai, 1964.

Le Président,
6770-o ANDRÉ LALIBERTÉ.

Les Placements Montigny Inc.

Notice is hereby given that "Les Placements Montigny Inc.", a company formed under part I of the Quebec company Act, by letters patented issued on December 31, 1963, has its head office at 11910 Guertin Street, in Montreal, Province of Quebec.

Dated at Montreal, this 25 day of May, 1964.

ANDRÉ LALIBERTÉ,
6770-o *President.*

Le Tour du St-Laurent Cycliste Incorporée

Avis est donné que la compagnie « Le Tour du St-Laurent Cycliste Incorporée », constituée en corporation par lettres patentes le 6 mai 1960 ayant son siège social en la cité de Québec, a transporté son bureau du 286 rue Napoléon à Québec au numéro 2550 du Chemin St-Louis.

À compter de la date de cet avis ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Québec, ce 15e jour d'avril 1964.

Le Secrétaire,
6771-o RICHARD DROUIN.

Le Tour du St-Laurent Cycliste Incorporée

Notice is hereby given that the company "Le Tour du St-Laurent Cycliste Incorporée", incorporated by letters patent on the 6th day of May, 1960 and having its head office in Quebec city, where its office were situated at 286 rue Napoléon, has moved it to 2550 Louis Road.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Quebec, this 15th day of April, 1964.

RICHARD DROUIN,
6771-o *Secretary.*

Compagnie Simard Limitée

Avis est donné, par les présentes, que « Compagnie Simard Limitée », constituée en corporation par lettres patentes du lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du treize (13) avril mil neuf cent soixante-quatre (1964), ayant son siège social au numéro civique 2060 de la rue Champfleury, en la cité de Québec, l'a transporté, ce jour, au numéro civique 2100 de la 25e Rue, en la cité de Québec.

À compter de la date du présent avis, ce nouveau bureau est donc considéré par la compagnie comme étant son nouveau bureau personnel.

Donné à Québec, ce 28e jour d'avril 1964.

Le Président,
6782-o PIERRE SIMARD.

Compagnie Simard Limitée

Notice is hereby given that "Compagnie Simard limitée", incorporated by letters patent granted by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec under date of April thirteenth (13) one thousand nine hundred and sixty-four (1964), and having its head office at civic number 2060 Champfleury St., in the city of Quebec has moved it from today, to civic number 2100, 25th Street, in the city of Quebec.

As and from this date this new office is therefore considered by the company as being its new personal office.

Given at Quebec, this 28th day of April, 1964.

PIERRE SIMARD,
6782 *President.*

Les Investissements Rocan Inc.
Rocan Investments Inc.

Avis est donné que « Les Investissements Rocan Inc.— Rocan Investments Inc. », a été

Les Investissements Rocan Inc.
Rocan Investments Inc.

Notice is given that "Les Investissements Rocan Inc.— Rocan Investments Inc.", has

constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées le 17 avril 1964 et que son siège social est situé à 1955 Charland, à Montréal, province de Québec.

Montréal, le 20 avril 1964.

(Sceau)

6783-o JEAN RODIGHIERO.

S. F. Enterprises Inc.

Avis est donné que la compagnie « S. F. Enterprises Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 14 avril 1964, a établi son siège social au numéro 895, rue Ste-Catherine, ouest, Montréal, P.Q.

Montréal, P.Q., 22 mai 1964.

Le Secrétaire-trésorier,

6784 J. H. C. RUMANEK.

Truxa Development Corporation

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Truxa Development Corporation », constituée en corporation par lettres patentes, le 29e jour de mai 1961, et ayant son siège social en les cité et district de Montréal, a établi son bureau à 1, place Ville Marie, chambre 3317.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 15e jour d'août 1963.

Le Secrétaire-trésorier,

6785 OSIAS FAHRER.

constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées le 17 avril 1964 et que son siège social est situé à 1955 Charland, à Montréal, province de Québec.

Montréal, le 20 avril 1964.

(Sceau)

6783-o JEAN RODIGHIERO.

S. F. Enterprises Inc.

Avis est donné que la compagnie « S. F. Enterprises Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 14 avril 1964, a établi son siège social au numéro 895, rue Ste-Catherine, ouest, Montréal, P.Q.

Montréal, P.Q., 22 mai 1964.

Le Secrétaire-trésorier,

6784 J. H. C. RUMANEK.

Truxa Development Corporation

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Truxa Development Corporation », constituée en corporation par lettres patentes, le 29e jour de mai 1961, et ayant son siège social en les cité et district de Montréal, a établi son bureau à 1, place Ville Marie, chambre 3317.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 15e jour d'août 1963.

Le Secrétaire-trésorier,

6785 OSIAS FAHRER.

Liquidation — Avis de

Polyethelene Bag Mfg. (Quebec) Inc.

Avis est donné que la compagnie « Polyethelene Bag Mfg. (Quebec) Inc. », constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 29 janvier 1959, avec siège social à Montréal, a été dissoute le 14 mai 1964, conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation des compagnies à fonds social, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 278.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19 mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6744-o 10472-59

Winding up Notices

Polyethelene Bag Mfg. (Quebec) Inc.

Notice is hereby given that "Polyethelene Bag Mfg. (Quebec) Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated January, 29 1959, with head office in Montreal, was dissolved on May 14, 1964, pursuant to the provisions of the Winding-Up Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 278.

Given at the office of the Provincial Secretary, on May 19, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6744 10472-59

Ministère des Finances
Assurances

The Northern Life Assurance Company of Canada
La Northern du Canada, Compagnie d'Assurance-Vie

Avis de changement de nom

Avis est donné, par les présentes, que « The Northern Life Assurance Company of Canada », constituée en corporation en 1894, par une Loi du Parlement du Canada, 57-58 Victoria, chapitre 122 et ses amendements, et enregistrée dans la province sous le numéro 10, peut faire

Department of Finance
Insurance

The Northern Life Assurance Company of Canada
La Northern du Canada, Compagnie d'Assurance-Vie

Notice of change of name

Notice is hereby given that "The Northern Life Assurance Company of Canada", incorporated in 1894, by an Act of the Parliament of Canada, 57-58 Victoria, chapter 122 and its amendments, and registered in the Province under number 10, may use, in the transaction of

affaires, soit sous le nom de « The Northern Life Assurance Company of Canada » ou sous le nom de « La Northern du Canada, Compagnie d'Assurance-Vie », tel qu'il est prévu à l'article I de la Loi 12, Elizabeth II, chapitre 57, sanctionnée le 21 décembre 1963.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 15e jour de mai 1964.

Pour le Ministre des finances
de la province,
Le Surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

6731-o

its business, either the name of "The Northern Life Assurance Company of Canada", or the name of "La Northern du Canada, Compagnie d'Assurance-Vie", pursuant to the provisions of section I of the Act 12, Elizabeth II, chapter 57, assented to on the 21st of December, 1963.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 15th day of May, 1964.

For the Minister of Finance
of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

6731-o

Ministère de l'Éducation

La Corne

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de La Corne, dans le comté d'Abitibi-Est, les lots 63 et 64 du rang I du canton La Motte, et les lots 1 à 11 inclusivement du rang I du canton La Corne, pour les annexer à la municipalité scolaire de Vassan, dans le comté d'Abitibi-Est.

Québec, le 14 mai 1964.

Le ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

6702-21-2-o 427-59

St-Basile-Station

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Basile-Station, dans le comté de Portneuf, les lots 337 à 352 inclusivement, 355, 356, 359, 360, 363 à 387 inclusivement, 392 et 393 du cadastre officiel de Cap-Santé, pour les annexer à la municipalité scolaire de Cap-Santé, dans le même comté.

Québec, le 12 mai 1964.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

6703-21-2-o 524-64

La commission scolaire régionale de Soulanges

Demande est faite d'annexer la Commission scolaire régionale de Soulanges à la Commission scolaire régionale de Vaudreuil.

Québec, le 12 mai 1964.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

6704-21-2-o 834-63

Amos

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil en date du 27 mai 1964, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Delâge, dans le comté d'Abitibi-Est, à la municiaplité scolaire d'Amos, dans le même comté.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1964 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1964.

Québec, le 26 mai 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

6767-o 359-64

Department of Education

La Corne

Application is made to detach from the school municipality of La Corne, in the county of Abitibi-East, lots 63 and 64 of range I of the township of La Motte, and lots 1 to 11 inclusively of range I of the township of La Corne, to annex them to the school municipality of Vassan, in the county of Abitibi-East.

Quebec, May 14, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

6702-21-2 427-59

St-Basile-Station

Application is made to detach from the school municipality of St-Basile-Station, in the county of Portneuf, lots 337 to 352 inclusively, 355, 356, 359, 360, 363 to 387 inclusively, 392 and 393 of the official cadaster of Cap-Santé, to annex them to the school municipality of Cap-Santé, in the same county.

Quebec, May 12, 1964.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

6703-21-2 524-64

The regional school board of Soulanges

Application is made to annex the regional school Board of Soulanges to the regional school Board of Vaudreuil.

Quebec, May 12, 1964.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

6704-21-2 834-63

Amos

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated May 27, 1964, to annex the present territory of the school municipality of Delâge, in the county of Abitibi-East, to the school municipality of Amos, in the same county.

This change will take effect, for election purposes, on June first, 1964, and for all other purposes on July first, 1964.

Quebec, May 26, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

6767 359-64

La commission scolaire régionale du Bas-St-Laurent

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 916, en date du 6 mai 1964, de constituer une commission scolaire régionale sous le nom de « La commission scolaire régionale du Bas-St-Laurent » comprenant les commissions scolaires de Les Boules, Mont-Joli, Ste-Angèle-de-Mérici, dans le comté de Matane, Ste-Flavie-de-Lepage, Kempt, La Rédemption, Ste-Jeanne-d'Arc, dans le comté de Matapédia, les commissions scolaires de St-Charles-Garnier, Les Hauteurs, St-Donat, Ste-Luce, Luceville, Ste-Anne-de-la-Pointe-au-Père, St-Anaclet, Rimouski, Bic, St-Fabien, St-Valérien, St-Narcisse, dans le comté de Rimouski, tel que le demande la résolution adoptée par chacune de ces commissions scolaires, conformément aux dispositions de l'article 489, du chapitre 59, des Statuts Refondus de Québec, 1941;

QUE, en vertu de l'article 496*b*, le nombre des commissaires d'écoles de « La commission scolaire régionale du Bas-St-Laurent » soit fixé à neuf selon la représentation suivante: trois commissaires choisis parmi les délégués de la commission scolaire de Mont-Joli, un commissaire choisi parmi les délégués des commissions scolaires de St-Charles-Garnier, Les Hauteurs, Ste-Jeanne-d'Arc, La Rédemption, Ste-Angèle-de-Mérici, un commissaire choisi parmi les délégués des commissions scolaires de Ste-Flavie-de-Lepage, Les Boules, Kempt, Luceville, Ste-Luce, St-Donat, un commissaire choisi parmi les délégués des commissions scolaires de Ste-Anne-de-la-Pointe-au-Père, St-Narcisse, St-Anaclet, un commissaire choisi parmi les délégués des commissions scolaires de Bic, St-Flavien et St-Valérien.

Québec, le 20 mai 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

6767-o 518-62

The region school board of the Lower St. Lawrence

The Lieutenant-Governor, by order in council number 916, dated May 6, 1964, has been pleased to incorporated a regional school board under the name of "The Regional School Board of the Lower St. Lawrence" including the school commissions of Les Boules, Mont-Joli, Ste-Angèle-de-Mérici, in the county of Matane, Ste-Flavie-de-Lepage, Kempt, La Rédemption, Ste-Jeanne-d'Arc, in the county of Matapédia, the school commissions of St-Charles-Garnier, Les Hauteurs, St-Donat, Ste-Luce, Luceville, Ste-Anne-de-la Pointe-au-Père, St-Anaclet, Rimouski, Bic, St-Fabien, St-Valérien, St-Narcisse, in the county of Rimouski, as requested by the resolution adopted by each one of these school commissions, in conformity with the provisions of section 489, chapter 59, of the Revised Statutes of Quebec, 1941;

THAT, under section 496*b*, the number of school commissioners of "The Regional School Board of the Lower St.Lawrence", be fixed to nine in accordance with the following representation: three commissioners chosen among the delegates of school commission of Rimouski, two commissioners chosen among the delegates of the school commission of Mont-Joli, a commissioner chosen among the delegates of the school commissions of St-Charles-Garnier, Les Hauteurs, Ste-Jeanne-d'Arc, La Rédemption, Ste-Angèle-de-Mérici, a commissioner chosen among the school commissions of Ste-Flavie-de-Lepage, Les Boules, Kempt, Luceville, Ste-Luce, St-Donat, a commissioner chosen among the school delegates of the School Commission of Ste-Anne-de-la-Pointe-au-Père, St-Narcisse, St-Anaclet, a commissioner chosen among the delegates of the school commissions of Bic, St-Flavien and St-Valérien.

Quebec, May 20, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

6767 518-62

Ville de Black-Lake

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil en date du 27 mai 1964, de détacher de la municipalité scolaire de St-Ferdinand, dans le comté de Mégatic, les lots 101 à 104 inclusivement du cadastre officiel d'Irlande-Sud, pour les annexer à la municipalité scolaire de la ville de Black-Lake, dans le même comté.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1964 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1964.

Québec, le 25 mai 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

6767-o 583-60

Town of Black-Lake

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated May 27, 1964, to detach from the school municipality of St-Ferdinand, in the county of Mégantic, lots 101 to 104 inclusively in the official cadaster of Irlande-South, to annex them to the school municipality of the town of Black-Lake, in the same county.

This change will take effect, for election purposes, on June first, 1964, and for all other purposes on July first, 1964.

Quebec, May 25, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

6767 583-60

Cadillac

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 972, en date du 13 mai 1964, d'annexer le territoire ci-dessous décrit qui n'est pas encore organisé au point de vue scolaire, à la municipalité scolaire de Cadillac, dans le comté d'Abitibi-Est;

Les lots 1 à 35 inclusivement du rang I et 1 à 3 inclusivement des rangs II et III du cadastre officiel du canton Cadillac; le territoire actuel du canton Bousquet et moins cette partie apparte-

Cadillac

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 972, dated May 13, 1964, to annex the territory described below, which is not yet organized from a school point of view, to the school municipality of Cadillac, in the county of Abitibi-East;

Lots 1 to 35 inclusively on range I and 1 to 3 inclusively on ranges II and III in the official cadaster of the township of Cadillac; the present territory of the township of Bousquet, and less

nant déjà à Cadillac; le territoire des cantons Montanier et Surimau.

Ce changement prendra effet le 14 juin 1964.

Québec, le 21 mai 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

6767-o 423-64

Chaleur Bay Prot.

Il a plu à son Honneur, le lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 992, en date du 20 mai 1964, d'annexer le territoire décrit ci-dessous qui comprend le présent territoire de la municipalité scolaire protestante de Shigawake — Port Daniel, dans le comté de Bonaventure, à la nouvelle commission scolaire protestante de Chaleur Bay, dans le comté de Bonaventure.

Le territoire à être inclus dans cette annexion est décrit comme suit:

La municipalité du canton de Saint-Godfroi, la municipalité de Shigawake, la partie ouest du canton de Port Daniel, la partie est du canton de Port Daniel, rangs I-IV inclusivement de la paroisse de Sainte-Germaine d'Anse-aux-Gascons tel qu'indiqué sur la carte cadastrale de 1940 du comté de Bonaventure.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le 1er juin 1964, et pour toutes autres fins, le 1er juillet 1964.

Québec, 25 mai 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

6767 484-63

La commission scolaire régionale de Chambly

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 973 en date du 13 mai 1964, d'admettre les commissions scolaires de « Varennes et Verchères, dans le comté de Verchères », à faire partie de « La commission scolaire régionale de Chambly ».

Ce changement prend effet le premier juillet 1964.

Québec, le 21 mai 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

6767-o 1075-57

Ville de Charlesbourg

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil en date du 27 mai 1964, de détacher de la municipalité scolaire de Giffard, dans le comté de Québec, les lots 694, 695, 727, 728, 728*a*, 729 à 740 inclusivement, 740*a*, 741, 742, 742*a*, 743, 745 et 746 du cadastre officiel de Charlesbourg, pour les annexer à la municipalité scolaire de la ville de Charlesbourg, dans le même comté.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1964 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1964.

Québec, le 25 mai 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

6767-o 735-63

La commission scolaire régionale Chauveau

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 973, en date du 13 mai 1964, d'admettre les commissions scolaires de « Ste-Catherine, paroisse de L'Ancienne-Lorette et

that part already belonging to Cadillac; the territory of the townships of Montanier and Surimau.

This change will take effect on June 14, 1964.

Quebec, May 21, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

6767 423-64

Chaleur Bay Prot.

His Honour, the Lieutenant-Governor, by Order in Council No. 992, dated May 20, 1964, has been pleased to annex the territory described below which contains the present territory of the Protestant school municipality of Shigawake — Port Daniel, in the county of Bonaventure, to the new Protestant school board of Chaleur Bay, in the county of Bonaventure.

The territory to be included in this annexation is described as follows:

The municipality of St. Godfroi township, the municipality of Shigawake, the west part of Port Daniel township, the east part of Port Daniel township, ranges I-IV inclusive of the parish of Ste. Germaine d'Anse-aux-Gascons as indicated on the 1940 cadastral map of the county of Bonaventure.

This change will take effect for election purposes, June 1st, 1964 and for all other purposes, July 1st, 1964.

Quebec, May 25, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

6767-o 484-63

The regional school board of Chambly

The Lieutenant-Governor, by Order in Council number 973 dated May 13, 1964, has been pleased to admit the school commissions of "Varennes and Verchères, in the county of Verchères", to form part of "The regional school board of Chambly".

This change will take effect on July first, 1964.

Quebec, May 21, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

6767 1075-57

Town of Charlesbourg

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated May 27, 1964, to detach from the school municipality of Giffard, in the county of Quebec, lots 694, 695, 727, 728, 728*a*, 729 to 740 inclusively, 740*a*, 741, 742, 742*a* 743, 745 and 746 in the official cadaster of Charlesbourg, to annex them to the school municipality of the town of Charlesbourg, in the same county.

This change will take effect, for election purposes, on June first, 1964, and for all other purposes on July first, 1964.

Quebec, May 25, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

6767 735-63

The Chauveau regional school board

The Lieutenant-Governor, by Order in Council number 973, dated May 13, 1964, has been pleased to admit the school commissions of "Ste-Catherine, parish of L'Ancienne-Lorette

village de L'Ancienne-Lorette, dans le comté de Québec, et Duberger, dans le comté de St-Sauveur », à faire partie de « La commission scolaire régionale Chauveau ».

Ce changement prend effet le premier juillet 1964.

Québec, le 21 mai 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

6767-o 669-61

and village of L'Ancienne-Lorette, in the county of Quebec, and Duberger, in the county of St-Sauveur", to form part of "The Chauveau Regional School Board."

This change will take place on July first, 1964.

Quebec, May 21, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

6767 669-61

La commission scolaire régionale de la Côte-Nord

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 916, en date du 6 mai 1964, de constituer une commission scolaire régionale sous le nom de « La commission scolaire régionale de la Côte-Nord » comprenant les commissions scolaires de ville de Baie Comeau, Hauterive, ville de Forestville, Escoumins, Ragueneau, Ste-Thérèse-de-Colombier, Sacré-Coeur, Rivière-Portneuf, Bergeronnes, St-Paul-du-Nord, Tadoussac, Baie-Trinité, Village de Sault-au-Mouton, Village de Godbout, dans le comté de Saguenay, la commission scolaire de ville de Gagnon « cath. » dans le comté de Duplessis, tel que le demande la résolution adoptée par chacune de ces commissions scolaires, conformément aux dispositions de l'article 489, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941.

En vertu de l'article 496*b*, les sept commissaires de « La commission scolaire régionale de la Côte-Nord », sont élus selon la représentation suivante: deux commissaires choisis parmi les délégués de la commission scolaire de la ville de Baie Comeau, deux commissaires choisis parmi les délégués de la commission scolaire de la ville de Hauterive, un commissaire choisi parmi les délégués des commissions scolaires de Sacré-Coeur, Tadoussac, Bergeronnes, Escoumins, Sault-au-Mouton, St-Paul-du-Nord, Rivière-Portneuf, ville de Forestville, Ste-Thérèse-de-Colombier, Ragueneau, un commissaire choisi parmi les délégués des commissions scolaires de village de Godbout, Baie-Trinité, ville de Gagnon « cath. »

Québec, le 20 mai 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

6767-o 1323-61

The North-Shore regional school board

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 916, dated May 6, 1964, to incorporate a regional school board under the name of "The North Shore Regional School Board", including the school commissions of the town of Baie Comeau, Hauterive, town of Forestville, Escoumins, Ragueneau, Ste-Thérèse-de-Colombier, Sacré-Coeur, Rivière-Portneuf, Bergeronnes, St-Paul-du-Nord, Tadoussac, Baie-Trinité, Village of Sault-au-Mouton, Village of Godbout, in the county of Saguenay, the school commission of the Town of Gagnon "Cath." in the county of Duplessis, as requested in a resolution adopted by each of these school commissions pursuant to the provisions of section 489 of chapter 59, of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

Pursuant to section 496*b*, the seven commissioners of "The North Shore Regional School Board" are elected according to the following representation: two commissioners chosen from among the delegates to the school commission of the Town of Baie Comeau, two commissioners chosen from among the delegates to the school commission of the Town of Hauterive, one commissioner chosen from among the delegates to the school commissions of Sacré-Coeur, Tadoussac, Bergeronnes, Escoumins, Sault-au-Mouton, St-Paul-du-Nord, Rivière-Portneuf, town of Forestville, Ste-Thérèse-de-Colombier, Ragueneau, one commissioner chosen from among the delegates to the school commissions of the Village of Godbout, Baie-Trinité, Town of Gagnon "Cath."

Quebec, May 20, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

6767 1323-61

Cité de Drummondville

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil en date du 27 mai 1964, d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de Drummondville-Nord, dans le comté de Drummond, à la municipalité scolaire de la cité de Drummondville, dans le même comté.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1964 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1964.

Québec, le 25 mai 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

6767-o 1651-63

City of Drummondville

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated May 27, 1964, to annex the present territory of the school commission of Drummondville-North, in the county of Drummond, to the school municipality of the city of Drummondville, in the same county.

This change will take effect, for election purposes, on June first, 1964, and for all other purposes on July first, 1964.

Quebec, May 25, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

6767 1651-63

Cité de Granby Prot. Waterloo Prot.

Il a plu à son honneur, le lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 974, en date du 13 mai 1964, d'annexer le territoire présentement sous la juridiction des syndics scolaires pour la

City of Granby Prot. Waterloo Prot.

His Honour, the Lieutenant-Governor by Order in Council, No. 974, dated May 13, 1964, has been pleased to annex the territory now under the jurisdiction of the school trustees for

municipalité de Saint-Joachim, dans le comté de Shefford, aux fins des écoles protestantes seulement, partie à la municipalité scolaire protestante de la cité de Granby et partie à la municipalité scolaire protestante de Waterloo, dans le même comté, comme suit:

Le territoire à être annexé à la municipalité scolaire protestante de Granby est comme suit:

« Tout le territoire inclus dans une ligne commençant au coin nord-ouest du canton de Shefford et procédant vers l'est le long de la limite nord du rang XI du canton Shefford vers le coin nord-ouest du lot 10, de là vers le sud le long de la ligne qui sépare les lots 6 et 10 et la ligne qui sépare les lots 9 et 12 du rang XI; et continuant vers le sud le long de la ligne qui constitue la limite ouest du lot 229 du rang X vers le coin sud-est du lot 231 du rang X; ensuite vers l'ouest le long de la ligne séparant les rangs X et IX au coin nord-est du lot 260 du rang IX; vers le sud le long de la limite est des lots 345 et 346 du rang VIII; le sud-sud-ouest le long de la limite est des lots 392 et 393 du rang VII vers la limite sud du rang VII; ensuite vers l'ouest le long de la limite sud du rang VII de la ligne de canton (coin sud-ouest du lot 363, rang VII); ensuite vers le nord le long de la ligne séparant les cantons de Shefford et Granby vers le coin nord-ouest du rang XI du canton Shefford. »

Le territoire à être annexé à la municipalité scolaire protestante de Waterloo est comme suit:

« Dans le canton de Shefford, tout le territoire des rangs VII à XI inclusivement est et sud de la ligne commençant au coin nord-ouest du lot 10 du rang XI et procédant vers le sud le long de la ligne qui sépare les lots 6 et 10 et les lots 9 et 12 du rang XI, les lots 230 et 229, et les lots 231 et 229 du rang X; de là dans une direction ouest le long de la ligne qui sépare les rangs IX et X vers le coin nord-ouest du lot 261; ensuite dans une direction sud le long de la ligne qui sépare les lots 260 et 261 du rang IX, les lots 345 et 343, les lots 346 et 344 du rang VIII, les lots 392 et 394 et les lots 393 et 394 du rang VII vers le coin sud-ouest du lot 394. »

Ce changement prendra effet pour fins d'élection seulement, le 1er juin 1964, et pour toutes autres fins, le 1er juillet 1964.

Québec, 21 mai 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

6767 785-63

the municipality of St. Joachim, in the county of Shefford, for protestant school purposes only, part to the protestant school municipality of the city of Granby and part to the protestant school municipality of Waterloo, in the same county, as follows:

The territory to be annexed to the protestant school municipality of Granby is as follows:

"All the territory enclosed by a line beginning at the northwest corner of Shefford township and proceeding east along the northern boundary of range XI of Shefford township to the northwest corner of lot 10, then south along the line which separates lots 6 and 10 and the line which separates lots 9 and 12 of range XI; and continuing south along the line which is the western boundary of lot 229 of range X to the southeast corner of lot 231 of range X; then west along the line separating ranges X and IX to the northeast corner of lot 260 of range IX; south along the eastern boundary of lots 345 and 346 of range VIII; the south-southwest along the eastern boundary of lots 392 and 393 of range VII to the southern boundary of range VII; then west along the southern boundary of range VII to the township line (southwest corner of lot 363, range VII); then north along the line separating the townships of Shefford and Granby to the northwest corner of range XI of Shefford township."

The territory to be annexed to the protestant school municipality of Waterloo is as follows:

"In the township of Shefford, all of the territory of ranges VII to XI inclusive east and south of the line starting at the northwest corner of lot 10 of rante XI and proceeding south along the line which separates lots 6 and 10 and lots 9 and 12 of range XI, lots 230 and 229, and lots 231 and 229 of range X; thence in a westerly direction along the line which separates ranges IX and X to the northwest corner of lot 261; then in a southerly direction along the line which separates lots 260 and 261 of range IX, lots 345 and 343, lots 346 and 344 of range VIII, lots 392 and 394 and lots 393 and 394 of range VII to the southwest corner of lot 394."

This change will take effect for election purposes, June 1st, 1964, and for all other purposes, July 1st, 1964.

Quebec, May 21, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

6767-o 785-63

Cité de Granby Prot.

Il a plu à son Honneur le lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 974, en date du 13 mai 1964, de détacher de la municipalité scolaire protestante de Waterloo, dans le comté de Shefford, le territoire suivant afin de l'annexer à la municipalité scolaire protestante de la cité de Granby, dans le même comté, à savoir:

« Tout le territoire inclus dans le rang VII du canton de Shefford, commençant à l'est par le lot numéro 383 et allant vers l'ouest jusqu'à la ligne de démarcation du canton de Granby.

Aussi tout le territoire inclus dans le rang VIII du canton de Shefford, commençant à l'est par les lots numéros 351 et 352 et allant vers l'ouest jusqu'à la ligne de démarcation de canton de Granby."

Ce changement prendra effet pour fins d'élection le 1er juin 1964 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1964.

Québec, 21 mai 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

6767 321-64

City of Granby Prot.

His Honour, the Lieutenant-Governor by Order in Council, No. 974, dated May 13, 1964, has been pleased to detach from the protestant school municipality of Waterloo, in the county of Shefford, the following territory, to annex it to the protestant school municipality of the city of Granby, in the same county, to wit:

"All territory enclosed in range VII of the township of Shefford commencing on the east by lot number 383 and running west to the township of Granby boundary:

Also all the territory enclosed in range VIII of the township of Shefford commencing on the east by lots numbered 351 and 352 and running west to the township of Granby Boundary."

This change will take effect for election purposes, June 1, 1964, and for all other purposes, July 1st, 1964.

Quebec, May 21, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

6767-o 321-64

Grand-Remous

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 972, en date du 13 mai 1964, de changer le nom de la municipalité scolaire de Val St-Jean, dans le comté de Gatineau, en celui de « Grand-Remous », dans le même comté.

Ce changement prendra effet le 14 juin 1964.

Québec, le 21 mai 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

6767-o 408-64

La commission scolaire régionale Harricana

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 973 en date du 13 mai 1964, d'admettre les commissions scolaires de « Preissac, Rochebaucourt et St-Blaise, dans le comté d'Abitibi-Est »; les commissions scolaires de « Guyenne, Launay et St-Mathieu, dans le comté d'Abitibi-Ouest », à faire partie de « La Commission scolaire Régionale Harricana ».

Ce changement prend effet le premier juillet 1964.

Québec, le 21 mai 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

6767-o 706-61

La commission scolaire régionale Jean-Talon

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 916, en date du 6 mai 1964, de constituer une commission scolaire régionale sous le nom de « La Commission Scolaire Régionale Jean-Talon » comprenant les commissions scolaires de Ville de Charlesbourg, St-Rodrigue, Notre-Dame-des-Laurentides, Orsainville, Lac St-Charles et Stoneham, dans le comté de Québec, tel que le demande la résolution adoptée par chacune de ces commissions scolaires, conformément aux dispositions de l'article 489, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941.

En vertu de l'article 496b, les sept commissaires de « La Commission Scolaire Régionale Jean-Talon » sont élus selon la représentation suivante: deux commissaires choisis parmi les délégués de la commission scolaire de la Ville de Charlesbourg, deux commissaires choisis parmi les délégués des commissions scolaires de Notre-Dame-des-Laurentides et Lac St-Charles, un commissaire choisi parmi les délégués de la commission scolaire d'Orsainville, un commissaire choisi parmi les délégués de la commission scolaire de St-Rodrigue, un commissaire choisi parmi les délégués de la commission scolaire de Stoneham.

Québec, le 20 mai 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

6767-o 324-63

Knowlton Prot.

Il a plu à son Honneur le lieutenant-gouverneuf, par arrêté en conseil, No 992, en date du 20 mai 1964, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Potton, dans le comté de Brôme, à des fins d'écoles protestantes seulement à la municipalité scolaire protestante de Knowlton, dans le même comté.

Ce changement prendra effet le 1er juin 1964 aux fins d'élection et le 1er juillet 1964 pour toutes autres fins.

Québec, 25 mai 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

6767 434-64

Grand-Remous

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 972, dated May 13, 1964, to change the name of the school municipality of Val St-Jean, in the county of Gatineau, to that of "Grand-Remous", in the same county.

This change will take effect on June 14, 1964.

Quebec, May 21, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

6767 408-64

The Harricana regional school board

The Lieutenant-Governor, by order in council number 973 dated May 13, 1964, has been pleased to admit the school commissions of "Preissac, Rochebaucourt and St-Blaise, in the county of Abitibi-East"; the school commissions of "Guyenne, Launay and St-Mathieu, in the county of Abitibi-West, to form part of "the Harricana Regional School Board".

This change will take effect on July first, 1964.

Quebec, May 21, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

6767 706-61

The Jean-Talon regional school board

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 916, dated May 6, 1964, to incorporate a regional school board under the name of "The Jean-Talon Regional School Board" including the school commissions of the town of Charlesbourg, St-Rodrigue, Notre-Dame-des-Laurentides, Orsainville, Lake St-Charles and Stoneham, in the county of Quebec, as requested in a resolution adopted by each of these school commissions, pursuant to the provisions of section 489 of chapter 59 of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

Pursuant to section 496b, the seven commissioners of "The Jean-Talon Regional School Board" are elected according to the following representation: two commissioners chosen from among the delegates to the school commission of the Town of Charlesbourg; two commissioners chosen from among the delegates to the school commissions of Notre-Dame-des-Laurentides and Lake St-Charles; one commissioner chosen from among the delegates to the school commission of Orsainville; one commissioner chosen from among the delegates to the school commission of St-Rodrigue; one commissioner chosen from among the delegates to the school commission of Stoneham.

Quebec, May 20, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

6767 324-63

Knowlton Prot.

His Honour, the Lieutenant-Governor, by order in council No. 992, dated May 20, 1964, has been pleased to annex the present territory of the school municipality of Potton, in the county of Brôme, for protestant school purposes only, to the Protestant school municipality of Knowlton, in the same county.

This change will take effect for election purposes, June 1st, 1964 and for all other purposes, July 1st, 1964.

Quebec, May 25, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

6767-o 434-64

Lafontaine

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 974, en date du 13 mai 1964, de détacher de la municipalité scolaire de Lesage, dans le comté de Terrebonne, les lots 296, 297, 298 et 300 du cadastre officiel de la paroisse de St-Jérôme, pour les annexer à la municipalité scolaire de Lafontaine, dans le comté de Terrebonne.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1964 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1964.

Québec, le 21 mai 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

6767-o 177-62

Lafontaine

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 974, dated May 13, 1964, to detach from the school municipality of Lesage, in the county of Terrebonne, olts 296, 297, 298 and 300 in the official cadaster of the parish of St-Jérôme, to annex them to the school municipality of Lafontaine, in the county of Terrebonne.

This change will take effect, for election purposes, on June first, 1964, and for all other purposes on July first, 1964.

Quebec, May 21, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

6767 177-62

La commission scolaire régionale Le Royer

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 916, en date du 6 mai 1964, de constituer une commission scolaire régionale sous le nom de « La Commission Scolaire régionale Le Royer » comprenant « Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Ville de Montréal-Est, dans le comté de Bourget », « Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Ville d'Anjou, dans le comté de Bourget », Les commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Léonard-de-Port-Maurice, dans le comté de Bourget » et « La Commission des Écoles catholiques de Pointe-aux-Trembles, dans le comté de Bourget » tel que le demande la résolution adoptée par chacune de ces commissions scolaires, conformément aux dispositions de l'article 489, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941.

Québec, le 20 mai 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

6767-o 231-62

The Le Royer regional school board

The Lieutenant-Governor, by order in council number 916, dated May 6, 1964, has been pleased to incorporated a regional school board under the name of "The Le Royer Regional School Board", including "The school commissioners for the municipality of the Town of Montreal-East, in the county of Bourget", "The school commissioners for the municipality of the Town of Anjou, in the county of Bourget", "The school commissioners for the municipality of St-Léonard-de-Port-Maurice, in the county of Bourget" and "The Catholic School Commission of Pointe-aux-Trembles, in the county of Bourget", as requested by the resolution adopted by each one of these school commissions, in conformity with the provisions of section 489, of chapter 59 of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

Quebec, May 20, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

6767 231-62

L'Islet

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 972, en date du 13 mai 1964, de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de l'Islet et du village de Bonsecours, dans le comté de l'Islet et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de « L'Islet », dans le comté de l'Islet.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1964 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1964.

Québec, le 21 mai 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

6767-o 374-57

L'Islet

His Honour, the Lieutenant-Governor, by Order in Council No. 972, dated May 13, 1964, has been pleased to amalgamate the present school territory of the school municipalities of L'Islet and of the village of Bonsecours, in the county of L'Islet and to erect it into a new school municipality under the name of "L'Islet", in the county of L'Islet.

This change will take effect for purposes of election on June first, 1964 and for all other purposes, on July first, 1964.

Quebec, May 21, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

6767 374-57

La commission scolaire régionale Louis-Fréchette

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 973, en date du 13 mai 1964, d'admettre la commission scolaire de « Beaumont, dans le comté de Bellechasse », à faire partie de « La commission scolaire régionale Louis-Fréchette ».

Ce changement prend effet le premier juillet 1964.

Québec, le 21 mai 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

6767-o 522-62

The Louis-Fréchette regional school board

The Lieutenant-Governor, by Order in Council number 973, dated May 13, 1964, has been pleased to admit the school commission of "Beaumont, in the county of Bellechasse", to form part of "The Louis-Fréchette Regional School Board".

This change will take effect on July first, 1964.

Quebec, May 21, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

6767 522-62

Malartic

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 972, en date du 13 mai 1964, d'annexer le territoire ci-dessous décrit qui n'est pas encore organisé au point de vue scolaire, à la municipalité scolaire de Malargic, dans le comté d'Abitibi-Est;

Les lots 1 à 62 inclusivement des rangs I, II, III et IV; 1 à 19 inclusivement ces rangs V et VI; 1 à 6 inclusivement des rangs VII et VIII, tous du cadastre officiel du canton Fournière ainsi que le rang X du cadastre officiel du canton Des-Roberts.

Ce changement prendra effet le 14 juin 1964.

Québec, le 21 mai 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

6767-o 421-64

Malartic

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 972, dated May 13, 1964, to annex the territory desceibed below, which is not yet organized from a school point of view, to the school municipality of Malartic, in the county of Abitibi-East;

Lots 1 to 62 inclusively on ranges I, II, III and IV; 1 to 19 inclusively of ranges V and VI; 1 to 6 inclusively on ranges VII and VIII, all in the official cadaster of the township of Fournière, in the official cadaster of the townsip ofFournière, as well as range X in the official cadaster of the township of DesRoberts.

This change will take effect on June 14, 1964.

Quebec, May 21, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

6767 421-64

La commission scolaire régionale Meilleur

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 973 en date du 13 mai 1964, d'admettre les commissions scolaires de « St-Alphonse-de-Granby, Bonsecours et village de Lawrenceville, dans le comté de Shefford », à faire partie de « La commission scolaire régionale Meilleur ».

Ce changement prend effet le premier juillet 1964.

Québec, le 21 mai 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

6767-o 820-61

The Meilleur regional school board

The Lieutenant-Governor, by Order in Council number 973, dated May 13, 1964, has been pleased to admit the school commissions of "St-Alphonse-de-Granby, Bonsecours and Village of Lawrenceville, in the county of Shefford", to form part of "The Meilleur Regional School Board".

This change will take effect on July first, 1964.

Quebec, May 21, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

6767 820-61

Mont-Brun

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 972, en date du 13 mai 1964, d'annexer le territoire ci-dessous décrit qui n'est pas encore organisé au point de vue scolaire, à la municipalité scolaire de Mont-Brun, dans le comté de Rouyn-Noranda:

Les lots 1 à 32 inclusivement des rangs I, II, III, IV, VII, VIII, IX et X et les lots 19 à 32 inclusivement des rangs V et VI du cadastre officiel du canton La Pause.

Ce changement prendra effet le 14 juin 1964.

Québec, le 21 mai 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

6767-o 424-64

Mont-Brun

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 972, dated May 13, 1964, to annex the territory described below, which is not yet organized from a school point of view, to the school municipality of Mount-Brun, in the county of Rouyn-Noranda;

Lots 1 to 32 inclusively on ranges I, II, III, IV, VII, VIII, IX and X and lots 19 to 32 inclusively on ranges V and VI in the official cadaster of the township of La Pause.

This change will take effect on June 14, 1964.

Quebec, May 21, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

6767-o 424-64

Mont-Martre

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 972, en date du 13 mai 1964, d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de Mont-Martre, dans le comté de Gaspé-Nord, à la municipalité scolaire de Rivière-à-Marthe, dans le même comté.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1964 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1964.

Québec, le 21 mai 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

6767-o 989-63

Mont-Martre

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 972, dated May 13, 1964, to annex the present territory of the school commission of Mont-Martre, in the county of Gaspé-North, to the school municipality of Rivière-à-Marthe, in the same county.

This change will take effect, for election purposes, on June first, 1964, and for all other purposes on July first, 1964.

Quebec, May 21, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

6767-o 989-63

La commission scolaire régionale Papineau

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 973, en date du 13 mai 1964, d'admettre les commissions scolaires de « Cheneville, Duhamel, Montebello, Montpellier, Notre-

The Papineau regional school board

The Lieutenant-Governor, by Order in Council number 973, dated May 13, 1964, has been pleased to admit the school commissions of "Cheneville, Duhamel, Montebello, Montpellier, Notre-Dame-

Dame-de-la-Paix, Ripon et St-Fidèle-de-Fassett, dans le comté de Papineau », à faire partie de « La commission scolaire régionale Papineau ».

Ce changement prend effet le premier juillet 1964.

Québec, le 21 mai 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

6767-o 742-61

La commission des écoles catholiques de Pointe-Claire & Beaconsfield

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 972, en date du 13 mai 1964, d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire catholique de Roxboro, dans le comté de Jacques-Cartier, à la Commission des Écoles Catholiques de Pointe-Claire & Beaconsfield, dans le comté de Jacques-Cartier.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1964 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1964.

Québec, le 21 mai 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

6767-o 274-64

St-Éloi

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil en date du 27 mai 1964, de détacher de la municipalité scolaire de l'Isle-Verte, dans le comté de Rivière-du-Loup, les lots 1 à 42 inclusivement du rang est du cadastre officiel de la paroisse de St-Jean-Baptiste-de-l'Isle-Verte, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Éloi, dans le même comté.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1964 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1964.

Québec, le 25 mai 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

6767-o 1016-63

St-Jean-l'Évangéliste « Cath. »

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 972, en date du 13 mai 1964, d'annexer le territoire ci-dessous décrit qui n'est pas encore organisé au point de vue scolaire, pour les catholiques seulement, à la municipalité scolaire catholique de St-Jean-l'Évangéliste, dans le comté de Rouyn-Noranda:

Les lots 1 à 62 inclusivement des rangs I, II, III et IV du canton Joannès ainsi que le territoire du canton Vaudray, moins toutefois cette partie dudit canton située à l'ouest des lacs Kinojévis et Caron.

Ce changement prendra effet le 14 juin 1964.

Québec, le 21 mai 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

6767-o 422-64

St-Joseph

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 972, en date du 13 mai 1964, de changer le nom de la municipalité scolaire du village de St-Joseph, dans le comté de Beauce, en celui de « St-Joseph », dans le comté de Beauce.

Ce changement prendra effet le 14 juin 1964.

Québec, le 21 mai 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

6767-o 421-61

de-la-Paix, Ripon and St-Fidèle-de-Fassett, in the county of Papineau", to form part of "The Papineau Regional School Board".

This change will take effect on July first, 1964.

Quebec, May 21, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

6767 742-61

The catholic school commission of Pointe-Claire & Beaconsfield

His Honour, the Lieutenant-Governor, by Order in Council number 972 dated May 13, 1964, has been pleased to annex the present territory of the Catholic School Commission of Roxboro, in the county of Jacques-Cartier, to the Catholic School Commission of Pointe-Claire & Beaconsfield, in the county of Jacques-Cartier.

This change will take effect for purposes of election on June first, 1964, and for all other purposes, on July first, 1964.

Quebec, May 21, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

6767 274-64

St-Éloi

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated May 27, 1964, to detach from the school municipality of Isle-Verte, in the county of Rivière-du-Loup, lots 1 to 42 inclusively, on the East range in the official cadaster of the parish of St-Jean-Baptiste-de-l'Isle-Verte, to annex them to the school municipality of St-Éloi, in the same county.

This change will take effect for election purposes on June first, 1964, and for all other purposes on July first, 1964.

Quebec, May 25, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

6767 1016-63

St-Jean-l'Évangéliste "Cath."

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 972, dated May 13, 1964, to annex the territory described below, which is not yet organized from a school point of view, for Catholics only, to the Catholic school municipality of St-Jean-l'Évangéliste, in the county of Rouyn-Noranda.

Lots 1 to 62 inclusively on ranges I, II, III and IV in the township of Joannès, as well as the territory of the township of Vaudray, less, however, that part of the said township situated west of Lakes Kinojévis and Caron.

This change will take effect on June 14, 1964.

Quebec, May 21, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

6767 422-64

St-Joseph

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 972, dated May 13, 1964, to change the name of the school municipality of the village of St-Joseph, in the county of Beauce, to that of "St-Joseph" in the county of Beauce.

This change will take effect on June 14, 1964.

Quebec, May 21, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

6767 421-61

Victoriaville

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil en date du 27 mai 1964, d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de la paroisse de Ste-Victoire, dans le comté d'Arthabaska, à la municipalité scolaire de la ville de Victoriaville, dans le même comté et de changer le nom de cette dernière en celui de « Victoriaville », dans le même comté.

Ces changements prendront effet pour fins d'élection, le premier juin 1964 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1964.

Québec, le 25 mai 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

6767-o 84-63

Victoriaville

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated May 27, 1964, to annex the present territory of the school commission of the parish of Ste-Victoire, in the county of Arthabaska, to the school municipality of the town of Victoriaville, in the same county, and to change the name of the latter to that of "Victoriaville" in the same county.

These changes will take effect, for election purposes, on June first, 1964, and for all other purposes on July first, 1964.

Quebec, May 25, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

6767 84-63

L'Épiphanie paroisse

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de la paroisse de L'Épiphanie, dans le comté de L'Assomption, à la municipalité scolaire du village de L'Épiphanie, dans le même comté.

Québec, le 21 mai 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

6772-22-2-o 104-63

L'Épiphanie parish

Application is made to annex the present territory of the school commission of the parish of L'Épiphanie, in the county of L'Assomption, to the school municipality of the village of L'Épiphanie, in the same county.

Quebec, May 21, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

6772-22-2 104-63

Ville de Léry

Demande est faite d'annexer pour les catholiques seulement, le territoire actuel de la commission scolaire de la Ville de Léry, dans le comté de Châteauguay, à la municipalité scolaire catholique de Châteauguay, dans le même comté.

Québec, le 20 mai 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

6773-22-2-o 1021-62

Town of Léry

Application is made to annex for Catholics only, the present territory of the school commission for the Town of Léry, in the county of Châteauguay, to the catholic school municipality of Châteauguay, in the same county.

Quebec, May 20, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

6773-22-2 1021-62

Ville de Rimouski

Demande est faite d'abolir la corporation des syndics d'écoles pour la municipalité de la Ville de Rimouski, dans le comté de Rimouski.

Québec, le 21 mai 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

6774-22-3-o 1143-63

Town of Rimouski

Application is made to abolish the corporation of the school trustees for the municipality of the Town of Rimouski, in the county of Rimouski.

Quebec, May 21, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

6774-22-3 1143-63

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Canton d'Amherst

Cadastre officiel du canton d'Amherst, municipalité du canton d'Amherst, division d'enregistrement de Papineau.

Avis est par la présente donné que les lots 13 à 18, rang III et les lots 9, 10-*a*, 10-*b*, 11-*a*, 11-*c*, 12-*a*, 12-*b*, 13-*a*, 13-*c*, 14-*b*, 15-*b*, 16-*b*, 17, 18, rang II sont corrigés; les lots 11-*b*, 13-*b*, 14-*a*, 15-*a*, 16-*a*, rang II sont annulés et le bloc « A » est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 14 mai 1964.

Le Sous-ministre,
6759-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Ste-Geneviève

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Geneviève, municipalité de la cité de Pierrefonds, division d'enregistrement de Montréal.

Department of Lands and Forests
Cadastre

Township of Amherst

Official cadastre of the township of Amherst, municipality of the township of Amherst, registration division of Papineau.

Notice is hereby given that lots 13 to 18, range III and lots 9, 10-*a*, 10-*b*, 11-*a*, 11-*c*, 12-*a*, 12-*b*, 13-*a*, 13-*c*, 14-*b*, 15-*b*, 16-*b*, 17, 18, range II are corrected; lots 11-*b*, 13-*b*, 14-*a*, 15-*a*, 16-*a*, range II are cancelled and bloc "A" is added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, May 14, 1964.

FERNAND BOUTIN,
6759-o *Deputy Minister.*

Parish of Ste-Geneviève

Official cadastre of the parish of Ste-Geneviève, municipality of the city of Pierrefonds, registration division of Montreal.

Avis est par la présente donné que les lots 321-2 à 321-12 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 12 mai 1964.

Le Sous-ministre,
6759-o FERNAND BOUTIN.

Notice is hereby given that lots 321-2 to 321-12 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, May 12, 1964.

FERNAND BOUTIN,
6759-o *Deputy Minister.*

Canton de Wolfe

Cadastre officiel du canton de Wolfe, municipalité de St-Faustin*, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 22, 23-*a*, 23-*b*, 24-*a*, 24-*b*, 25, rang III sont corrigés et le lot 45, rang III est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 14 mai 1964.

Le Sous-ministre,
6759-o FERNAND BOUTIN.

Township of Wolfe

Official cadastre of the township of Wolfe, municipality of St-Faustin*, registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 22, 23-*a*, 23-*b*, 24-*a*, 24-*b*, 25, range III are corrected and lot 45, range III is added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, May 14, 1964.

FERNAND BOUTIN,
6759-o *Deputy Minister.*

Ministère du Travail

Avis de modification

Coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames
Québec

L'honorable Carrier Fortin, c.r., ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), qu'il a reçu une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes au décret numéro 44 du 14 janvier 1954 et amendements, relatif aux métiers de coiffeur pour hommes et coiffeurs pour dames dans la région de Québec;

1° À l'article 102, ajouter le nouveau paragraphe « *c* » suivant à la description de la zone I:

« *c*) La cité de Thetford Mines et le territoire compris dans un rayon de dix (10) milles de ses limites, sauf la municipalité de St-Antoine de Pontbriand. »

2° À l'article 102, remplacer le paragraphe « *b* » de la zone II par le suivant:

« *b*) Le reste de cette partie du district électoral de Mégantic qui est assujettie au présent décret. »

3° À l'article 125, les heures de travail pour la zone I-C seront ajoutées comme suit:

« *Zone I-C*

Quarante-cinq (45) heures par semaine, réparties ainsi:

Lundi: chômé;
Mardi, mercredi, jeudi: 8 a.m. à 6 p.m.;

Vendredi: 8 a.m. à 8 p.m.;
Samedi: 8 a.m. à 4 p.m. »

4° À l'article 136, les heures de travail pour la zone I-C seront ajoutées comme suit:

« *Zone I-C*

Quarante-six (46) heures par semaine, réparties ainsi:

Lundi: chômé;
Mardi: 9 a.m. à 6.30 p.m.;
Mercredi: 9 a.m. à 9 p.m.;
Jeudi: 9 a.m. à 6 p.m.;
Vendredi et veilles de fêtes: 9 a.m. à 9 p.m.;

Samedi: 8 a.m. à 6.30 p.m. ».

Department of Labour

Notice of amendment

Men's and ladies' hairdressing trades
Quebec

The Honourable Carrier Fortin, Q.C., Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), that he has been petitioned to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the decree No. 44 of January 14, 1954 and amendments, relating to the men's and ladies' hairdressing trades in the region of Quebec;

1. In article 102, the following new paragraph "*c*" will be added to the description of zone I:

"*c*) The city of Thetford Mines and the territory comprised in a radius of ten (10) miles from its limits, with the exception of the municipality of St-Antoine de Pontbriand."

2. In article 102, paragraph "*b*" of zone II will be replaced by the following:

"*b*) The remainder of that part of the electoral district of Mégantic governed by the present decree."

3. In article 125, the working hours for zone I-C will be added as follows:

"*Zone I-C*

Forty-five (45) hours per week, distributed as follows:

Monday: no work;
Tuesday, Wednesday, Thursday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.;
Friday: 8:00 a.m. to 8:00 p.m.;
Saturday: 8:00 a.m. to 4:00 p.m."

4. In article 136, the working hours for zone I-C will be added as follows:

"*Zone I-C*

Forty-six (46) hours per week, distributed as follows:

Monday: no work;
Tuesday: 9:00 a.m. to 6:30 p.m.;
Wednesday: 9:00 a.m. to 9:00 p.m.;
Thursday: 9:00 a.m. to 6:00 p.m.;
Friday and holiday eves: 9:00 a.m. to 9:00 p.m.;
Saturday: 8:00 a.m. to 6:30 p.m."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 mai 1964. 6778-o

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire du Commerce de Mégantic établi en exécution du décret numéro 548 du 28 mai 1954, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1019 du 29 mai 1964, section « A », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 5 juin 1964 au 5 juin 1965; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 548 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 548 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit une cotisation de $0.30 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 548 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

The publication of the present notice does not render obligatory, the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 30, 1964. 6778-o

Notice of levy

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that "Le Comité paritaire du Commerce de Mégantic", formed under decree number 548 of May 28, 1954, and amendments, has been authorized by a by-law approved by order in council number 1019 of May 20, 1964, section "A", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy shall extend from June 5, 1964 to June 5, 1965. The levy shall be applied as follows:

a) The professional employers governed by the decree number 548, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their payroll for their employees governed by the decree.

b) The artisans governed by the decree number 548, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the lowest rate established for employees i.e. $0.30 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 548 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which shall be given all particulars required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete and sign his report and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from their wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The Committee has the right the exact sworn reports when deemed advisable.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de Mégantic, pour la période comprise entre le 5 juin 1964 et le 5 juin 1965.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE MÉGANTIC

Siège social: Lac Mégantic

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 5 juin 1964 et le 5 juin 1965.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 800.00
Artisans	650.00
Salariés	800.00
	$ 2,250.00
Déboursés:	
Salaires:	
Secrétaire	$ 1,500.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone et télégrammes	250.00
Vérification des livres	100.00
Jerons de présence aux membres du Comité	400.00
	$ 2,250.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 mai 1964. 6778-o

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de Rouyn et Noranda, établi en exécution du décret numéro 1574 du 19 septembre 1962, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1019 du 20 mai 1964, section « B », le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er juin 1964 au 1er juin 1965; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1574 et amendements doivent

The levy enacted by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisans and the employee, with notice.

Upon refusal by a professional employer or an artisan to pay his assessments or to give the necessary information, five (5) days notice will be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following fixed dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of "Le Comité paritaire du Commerce de Mégantic" for the period between June 5, 1964, and June 5, 1965.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE MÉGANTIC

Head office: Lac Mégantic

Estimate of the receipts and disbursements for the period between June 5, 1964 and June 5, 1965.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$ 800.00
Artisans	650.00
Employees	800.00
	$ 2,250.00
Disbursements:	
Salaries:	
Secretary	$ 1,500.00
Stationery, printing, postage, telephone, telegrams	250.00
Audition	100.00
Members' Attendance fees	400.00
	$ 2,250.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 30, 1964. 6778-o

Notice of levy

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of Barbers and Hairdressers of Rouyn and Noranda, formed under decree, number 1574 of September 19, 1962, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1019 of May 20, 1964, section "B" in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from June 1, 1964 to June 1, 1965. The levy shall be applied as follows:

a) The professional employers governed by the decree number 1574, and amendments, shall

verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1574 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1574 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération (salaire fixe, pourcentages, commission, allocations ou bonis).

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 30 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisans de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Barbiers et coiffeurs de Rouyn et Noranda, pour la période comprise entre le 1er juin 1964 et le 1er juin 1965.

LE COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS ET COIFFEURS DE ROUYN ET NORANDA

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er juin 1964 et le 1er juin 1965.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 304.00
Artisans	302.00
Salariés	304.00
Honoraires d'examens	90.00
	$1,000.00

pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the regular wages and of the bonuses and allowances paid to their employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the decree number 1574, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen.

c) The employees governed by the decree number 1574, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their fixed wages, percentages, commission, bonuses and allowances.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's wages.

Ghe professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 30th of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable. The said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The committee has the right to demand sworn reports when deemed advisable.

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his assessments or to give the necessary informaton, five (5) days notice will be given to fulfil his obligation towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of Barbers and Hairdressers of Rouyn and Noranda, for the period between June 1, 1964 and June 1, 1965.

PARITY COMMITTEE OF BARBERS AND HAIRDRESSERS OF ROUYN AND NORANDA

Estimate of the receipts and expenses for the period between June 1, 1964 and June 1, 1965.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$ 304.00
Artisans	302.00
Employees	304.00
Examination fees	90.00
	$1,000.00

Déboursés:

Salaires:	
Secrétaire	$ 300.00
Inspecteur	180.00
Frais légaux	130.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone et télégrammes	200.00
Vérification des livres	25.00
Assurances et frais de cautionnement	10.00
Dépenses diverses et imprévus	130.00
	$1,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, 30 mai 1964. 6778-o

Disbursements:

Salaries:	
Secretary	$ 300.00
Inspector	180.00
Legal fees	130.00
Stationery, printing, stamps, telephone and telegrams	200.00
Auditing	25.00
Insurance and Fidelity bond	10.00
Miscellaneous	130.00
	$1,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 30, 1964. 6778-o

Ministère des Affaires municipales

Ville de Lachute

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil No 1018 du 20 mai 1964 et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement No 237 du conseil municipal de la ville de Lachute, tel que modifié par des résolutions en date des 10 décembre 1963 et 29 janvier 1964, et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement, tel que modifié, et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Jérusalem-d'Argenteuil, comté d'Argenteuil, et annexé à la ville de Lachute.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Jérusalem-d'Argenteuil, comté municipal d'Argenteuil, comprenant en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jérusalem, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, routes, emprises de chemin de fer, lacs, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant d'un point sur la ligne ouest du lot 1692-C à une distance de huit cent cinquante-huit pieds (858′) au nord de l'axe de la route de Chatham, distance mesurée le llong de ladite ligne; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes; en suivant les limites actuelles de la ville de Lachute, une ligne brisée de direction générale sud-est, dans les lots 1692-C et 1693, coïncidant avec le pied de la montagne et dont le dernier tronçon se prolonge jusqu'à l'axe de la rivière du Nord; ledit axe de ladite rivière en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne est du lot 329-a; ledit prolongement et la ligne est des lots 329-a, 315, 316, 325, 327 et partie de 329 jusqu'au prolongement vers l'est de l'axe de la rue Henry, laquelle ligne traversant l'emprise de deux chemins de fer et un chemin public appelé « Route Sud de la Rivière »; ledit prolongement et ledit axe jusqu'à l'axe de la rue Isabelle; ledit axe de ladite rue en allant vers le sud et son prolongement jusqu'au point d'intersection d'une ligne de direction est astronomique originant au sommet de l'angle le plus au sud du lot 1419; ladite ligne de direction est astronomique et son prolongement jusqu'à la ligne ouest du lot 1413; puis laissant les limites actuelles de la ville de Lachute, partie de la ligne

Department of Municipal Affairs

Town of Lachute

Notice is hereby given that, by Order in Council No. 1018, dated May 20, 1964, and pursuant to the provisions of section 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1941, chapter 233), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve by-law No. 237 of the municipal council of the town of Lachute, as amended by resolutions dated December 10, 1963 and January 29, 1964, and to decree that, from and after the date of publication of the present notice, the territory mentioned in the said by-law, as amended, and described below is detached from the municipality of the parish of Saint-Jérusalem-d'Argenteuil, county of Argenteuil, and annexed to the town of Lachute.

This territory is the following:

A territory presently forming part of the municipality of the parish of Saint-Jérusalem-d'Argenteuil, municipal county of Argenteuil, comprising, with reference to the official cadaster of the parish of Saint-Jérusalem, the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, highways, railroad right of ways, lakes, rivers, water courses or parts of the same enclosed within the following boundaries, to wit: starting at a point on the west line of lot 1692-C at a distance of eight hundred and fifty-eight feet (858′) to the north of the center-line of Chatham Road, distance measured along the said line; thence, successively, the following lines and demarcations: following the present boundaries of the town of Lachute, a broken line in a general south-easterly direction, on lots 1692-C and 1693, coinciding with the base of the mountain, and the end of which extends as far as the center-line of the North River; the said center-line of the said river, flowing along its course as far as the extension of the east line of lot 329-a; the said extension and the east line of lots 329-a, 315, 316, 325, 327 and part of 329 as far as the extension towards the east of the center-line of Henry St., which line crosses two railroad right of way and a public road called "Route Sud de la Rivière"; the said extension and the said center-line as far as the center-line of Isabelle Stl; the said center-line of the said street going towards the south and its extension as far as the point of intersection of a line in an east astronomical direction originating at the summit of the most southerly angle of lot 1419; the said line in an east astronomical direction and its extension as far as the west line of lot

ouest du lot 1413 et la ligne ouest des lots 1410, 1409 et 124; une ligne brisée limitant vers le sud et le sud-est suivant les directions qu'elle prend, les lots 124, 1978 (emprise d'un chemin de fer), 123, 128, 129, 140 (rouet), 122, 121, 118, 117, 116 (route), 113, 112a et partie de 111 jusqu'à la ligne séparative des lots 110 et 111; la ligne séparant les lots 110 et 150 des lots 111 et 149, cette ligne traversant un chemin public (lot cadastral 112); le côté sud du chemin Vide Sac en allant vers l'est jusqu'au prolongement de la ligne est du lot 268; ledit prolongement et ladite ligne est, cette ligne traversant l'emprise de deux chemins de fer, un chemin public appelé « Route Sud de la Rivière » et se prolongeant jusqu'à l'axe de la rivière du Nord; ledit axe de ladite rivière en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 1735 et 1737; ledit prolongement et la ligne séparant le lot 1737 des lots 1735 et 1736, cette ligne traversant un chemin public appelé « Route Nord de la Rivière »; la ligne est des lots 1733, 1731, 1730, 1729, 1728, 1727, 1848 et son prolongement à travers un chemin public appelé Lakefield jusqu'au côté est dudit chemin; ledit côté est du susdit chemin jusqu'à la ligne est du lot 1922; partie de la ligne est dudit lot 1922 et la ligne est des lots 1920, 1919, 1917, 1916, 1913 et 1912 jusqu'au côté sud-est du chemin Lakefield, cette ligne traversant deux fois ledit chemin Lakefield et un autre chemin public (lot cadastral 1931); les côtés sud-est et est du susdit chemin Lakefield jusqu'à la ligne nord du lot 1930; le prolongement à travers le susdit chemin et partie de la ligne nord dudit lot 1930 jusqu'à la rive est du lac Sir John's; une ligne droite dans ledit lac jusqu'à l'intersection de la rive nord-ouest du susdit lac avec la ligne nord du lot 1911; la ligne nord des lots 1911, 1910, 1883, 1882, la dernière prolongée dans le lac Clair jusqu'au prolongement dans ledit lac de la ligne ouest du lot 1874; ledit prolongement et la ligne ouest des lots 1874, 1866, 1865, 1862 en rétrogradant jusqu'au lot 1855 inclusivement, et du lot 1692-c jusqu'au point de départ.

Le Sous-ministre des affaires municipales,
6791-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

1413; then, leaving the present boundaries of the town of Lachute, part of the west line of lot 1413 and the west line of lots 1410, 1409 and 124; a broken line bordering, on the south and south-east according to the directions in which it goes, lots 124, 1978 (railroad right of way) 123, 128, 129, 140 (highway), 122, 121, 118, 117, 116 (highway), 113, 112a and part of 111 as far as the line separating lots 110 and 111; the line separating lots 110 and 150 from lots 111 and 149, this line crossing a public lot (cadastral lot 112); the south side of Vide Sac Road going towards the east as far as the extension of the east line of lot 268; the said extension and the said east line, this line crossing the right of way of two railroads, a public road called "Route Sud de la Rivière" and extending itself as far as the center-line of North River; the said center-line of the said river flowing back along its course as far as the extension of the line separating lots 1735 and 1737; the said extension and the line separating lot 1737 from lots 1735 and 1736, this line crossing a public road called "Route Nord de la Rivière"; the east line of lots 1733, 1731, 1730, 1729, 1728, 1727, 1848 and its extension across a public road called Lakefield as far as the east side of the said road; the said east side of the above-mentoined road as far as the east line of lot 1922; part of the east line of the said lot 1922 and the east line of lots 1920, 1919, 1917, 1916, 1913 and 1912 as far as the south-east side of Lakefield road this line crossing the said Lakefield road twice, and another public road (cadastral lot 1931); the south-east and east sides of the above-mentioned Lakefield road as far as the north line of lot 1930; the extension across the above-mentioned road and part of the north line of said lot 1930 as far as the east bank of Sir John's Lake; a straight line on the said lake as far as the intersection of the north-west bank of the above-mentioned lake with the north line of lot 1911; the north line of lots 1911, 1910, 1883, 1882, the latter extended to Clair Lake as far as the extension on the said lake of the west line of lot 1874; the said extension and the west line of lots 1874, 1866, 1865, 1862, retrogressing as far as lot 1855 inclusively, and lot 1692-c as far as the starting point.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
6791 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

St-Gabriel-Lallement

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans son règlement numéro 33 adopté le 6 avril 1964 par le conseil municipal de Saint-Gabriel-Lallement, comté de Kamouraska, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 8 mai 1964, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la municipalité de Saint-Gabriel-Lallement, comté de Kamouraska, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal.

Québec, le 8 mai 1964.

Le Sous-ministre des Affaires municipales,
6791-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

St-Gabriel-Lallement

The undersigned gives notice that, as requested in his by-law number 33, adopted on April 6, 1964 by the municipal Council of Saint-Gabriel Lallement, county of Kamouraska, and pursuant to the provisions of section 130 of the municipal Code, he has decreed, on May 8, 1964, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the municipality of Saint-Gabriel-Lallement, county of Kamouraska, save those required in the *Quebec Official Gazette*, will be made, henceforth, in the French language only.

The present notice is published pursuant to section 131 of the municipal Code.

Quebec, May 8, 1964.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
6791 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Examens du Barreau — Bar Examinations

Barreau d'Abitibi-Témiscamingue — Bar of Abitibi-Témiscamingue

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'EXAMEN DU BARREAU

CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE EXAMINATION TO THE BAR

Noms — Surnames	Prénoms — Given names	Age	Résidence — Residence
Pelletier	Raymond-Marcel	27	Palmarolle.
Cuddihy	Margaret-M.-Anne	26	Rouyn.
Larouche	Claude	25	Ville-Marie.
St-Julien	Ivan	25	Val d'Or.
Bélec	Ronald-R.	25	Rouyn.

Val d'Or, le 23 mai 1964.— Val d'Or, May, 23 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
CLAUDE ALLARD,
Secretary-Treasurer.

6792-o

Barreau d'Arthabaska — Bar of Arthabaska

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT

CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom — Surname	Prénom — Given name	Age	Résidence — Residence
Biron	Paul	19	130, Bérard, Drummondville.

Victoriaville, 23 mai 1964.— Victoriaville, May 23, 1964.

Le Secrétaire,
RENÉ CROCHETIÈRE,
Secretary.

6792-o

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'EXAMEN

CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE EXAMINATION

Noms — Surnames	Prénoms — Given names	Age	Résidence — Residence
Bellavance	Jules-Marie	25	215, St-Fr.-Xavier, Princeville.
Boulanger	Claude	24	56, Afe du Parc, Victoriaville.
Deneault	Pierre	25	1, Ave Gagnon, Arthabaska.
Gagnon	Jean	25	115, St-Louis, Warwick.
Létourneau	Denis	24	609, Moisan, Drummondville.

Victoriaville, le 23 mai 1964.— Victoriaville, May 23, 1964.

Le Secrétaire,
RENÉ CROCHETIÈRE,
Secretary.

6792-o

Barreau de Hull — Bar of Hull

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE

CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE

Noms — Surnames	Prénoms — Given names	Age	Résidence — Residence
Reeves	Robert	27	R.R. 3, Wakefield, Qué.
Kilburn	Peter Morris	27	311 Lisgar, Ottawa, Ont.
Sauvé	Pierre	28	347 Nelson, Ottawa, Ont.

Hull, le 23 mai 1964.— Hull, May 23, 1964.

Le Secrétaire adjoint,
Me MICHEL PHARAND,
Assistant Secretary.

6792-o

Barreau de Québec — Bar of Quebec

CANDIDATS POUR L'EXAMEN À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE EXAMINATION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de juin 1964 — Examination for June 1964

Noms — Names	Prénoms — Given names	Age	Résidence — Residence
Bazin	Jean	24	2440, Place Prével, Ste-Foy, Qué.
Boilard	Paul	26	135, Ouest des Pins, Québec, P.Q.
Bouchard	Denis	24	540, Commerciale, La Tuque, P.Q.
Caron	Louise	26	4, Côte du Passage, Lévis, Qué.
Cogger	Mivhel	25	1213, De Laune, Sillery, Qué.
Dallaire	Yvan	24	32, Dorval, Lévis, P.Q.
De Bane	Pierre	25	3128, rue Milleret, Ste-Foy, Qué.
Dubé	Georges	23	16, Laval, appt. 5, Québec, P.Q.
Ferland	Maurice	34	78, Royal-Roussillon, Québec, P.Q.
Guimont-Arcand	Clément	27	Cap St-Ignace, Co. de Montmagny, P.Q.
Goulet	Jean	24	394, 11e Rue, appt. 6, Québec, P.Q.
Hamel	Jean-Yves	25	167, St-Luc, Québec, P.Q.
Laflamme	Ghislain	25	1464, de Montmorency, Québec, P.Q.
Langlois	Raynold	22	1271, Ave Allard, Ste-Foy, Qué., P.Q.
Lesage	Jules	24	2040, Richer, appt. 3, Ste-Foy, Qué., P.Q.
Marcoux	Yvon	23	St-Elzéar, Co. de Beauce, P.Q.
Morin	Gilles	24	96, Ouest, rue des Lilas, Québec, P.Q.
Ouellet	André	25	155, 80e Rue Est, Charlesbourg, Qué., P.Q.
Richard	Clément	25	1235, St-Pascal, Québec, P.Q.
Rioux	Roch	28	795, LeCavalier, Ste-Foy, Qué., P.Q.
Roy	Bernard	24	690, St-Amable, Québec, P.Q.
St-Pierre	Laurier	32	Deschambault, Co. de Portneuf, P.Q.
Vaillancourt	Alfred	25	1165, Belvédère, appt. 3, Québec, P.Q.
Vallières	Jean-Paul	26	2956, Chemin St-Louis, Ste-Foy, Qué., P.Q.
Mass	Israel	24	1240, Des Gouverneurs, Sillery, Qué.

Québec, 25 mai 1964.— Quebec, May 25, 1964.

Le Secrétaire-trésorier adjoint,
LUCIEN LORTIE, C.R.,
Associate Secretary-Treasurer.

6792-o

Barreau du Saguenay — Bar of Saguenay

CANDIDATS À L'EXAMEN DU BARREAU DE LA PROVINCE DE QUÉBEC
CANDIDATES TO THE EXAMINATION OF THE BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Noms — Surnames	Prénoms — Given names	Age	Résidence — Residence
Bouchard	Lucien	25	282 St-François, Jonquière, P.Q.
Fradette	Paul	26	286 Ave du Séminaire, Chicoutimi, P.Q.
Lamarre	Louise	23	138 St-Dominique, Jonquière, P.Q.
Laroche	Ghislain	26	48 Boul. St-Joseph, Roberval, P.Q.
Mulroney	Brian	25	79 Champlain, Baie-Comeau, P.Q.

Chicoutimi, le 23 mai 1964.— Chicoutimi, May 23, 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
ARTHUR SIMARD,
Secretary-Treasurer.

6792-o

Nominations

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, par arrêté en conseil numéro 849, en date du 29 avril 1964, MM. Claude Noiseux, de Cowansville, et Antonin Paradis, de Charlesbourg, tous deux avocats et membres du Barreau de la province, conseils en loi de la Reine.

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commissions sous le grand sceau de la province, les nominations suivantes:

Québec, le 22 avril 1964.

Madame Yvette Dussault Mailloux, avocat et membre du Barreau de la province, de Montréal: nommée, à compter du premier mai 1964, juge

Appointments

Notice is given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to appoint, by Order in Council number 849, dated April 29, 1964, Messrs. Claude Noiseux, of Cowansville, and Antonin Paradis, of Charlesbourg, both advocates and members of the Bar of the Province, Queen's counsels.

Notice is given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to make, by commissions under the Gread Seal of the province, the following appointments:

Quebec, April 22, 1964.

Mrs. Yvette Dussault Mailloux, advocate and member of the Bar of the province, of Montreal: appointed from and after the first of May, 1964,

de la Cour de bien-être social, avec juridiction s'étendant à tous les districts judiciaires pour lesquels la Cour de bien-être social est ou sera établie, mais tout particulièrement et sans restriction, au district judiciaire de Montréal, avec résidence dans la ville de Montréal ou dans le voisinage immédiat.

Québec, le 29 avril 1964.

M. J.-E. Bérubé, assistant-directeur du Service général d'enquêtes de la Commission des allocations sociales du Québec, Ministère de la Famille et du Bien-être social: commissaire *per dedimus potestatem*.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 26e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6722-o

judge of the Court of Social Welfare, with jurisdiction extending to all the judicial districts for which the Court of Social Welfare is or will be established, but most particularly and without restriction, to the judicial district of Montreal, with domicile in the city of Montreal or in the immediate surroundings.

Quebec, April 29, 1964.

Mr. J.-E. Bérubé, assistant-director of the general service of enquiries of the Social Allowance Commission of Quebec, Department of Family and Social Welfare: commissioner *per dedimus potestatem*.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6722

Soumissions

Cité de Joliette
Comté de Joliette

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J.-A. Desormiers, Hôtel de ville, Joliette, comté de Joliette, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 15 juin 1964, pour l'achat de $700,000 d'obligations de la cité de Joliette, comté de Joliette, datées du 1er juillet 1964 et remboursables par séries du 1er juillet 1965 au 1er juillet 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 654 — $55,000 — électricité; 657 — $230,000 — fins industrielles; 661 — $100,000 — aqueduc, voirie; 663; — $315,000 — aqueduc, égouts et voirie.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1964.

Tableau d'amortissement — $700,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1965	$19,000
1er juillet 1966	20,000
1er juillet 1967	21,000
1er juillet 1968	22,000
1er juillet 1969	24,000
1er juillet 1970	25,000
1er juillet 1971	27,000
1er juillet 1972	29,000
1er juillet 1973	31,000
1er juillet 1974	32,000
1er juillet 1975	34,000
1er juillet 1976	36,000
1er juillet 1977	39,000
1er juillet 1978	41,000
1er juillet 1979	43,000
1er juillet 1980	46,000
1er juillet 1981	48,000
1er juillet 1982	52,000
1er juillet 1983	54,000
1er juillet 1984	57,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

Tenders

City of Joliette
County of Joliette

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J.-A. Desormiers, City Hall, Joliette, county of Joliette, until 8:00 o'clock p.m., Monday, June 15, 1964, for the purchase of an issue of $700,000 of bonds for the city of Joliette, county of Joliette, dated July 1, 1964, and redeemable serially from July 1, 1965 to July 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 654 — $55,000 — electricity; 657 — $230,000 — industrial purposes: 661 — $100,000 — aqueduct, roads; 663 — $315,000 — aqueduct, sewers and roads.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1964.

Table of redemption — $700,000 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1965	$19,000
July 1, 1966	20,000
July 1, 1967	21,000
July 1, 1968	22,000
July 1, 1969	24,000
July 1, 1970	25,000
July 1, 1971	27,000
July 1, 1972	29,000
July 1, 1973	31,000
July 1, 1974	32,000
July 1, 1975	34,000
July 1, 1976	36,000
July 1, 1977	39,000
July 1, 1978	41,000
July 1, 1979	43,000
July 1, 1980	46,000
July 1, 1981	48,000
July 1, 1982	52,000
July 1, 1983	54,000
July 1, 1984	57,000

Please note that tenders, are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be considered.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Joliette.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 15 juin 1964 à 8 heures du soir, Hôtel de ville, Joliette, comté de Joliette.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Joliette, (Comté de Joliette), ce 22 mai 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-A. DESORMIERS.

Hôtel de ville,
Joliette, (Joliette), P.Q.
Téléphone: 756-8055, code 514. 6758-o

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Joliette.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, June 15, 1964, at 8:00 o'clock p.m., in the City Hall, Joliette, county of Joliette.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Joliette, (County of Joliette), May 22, 1964.

J.-A. DESORMIERS,
Secretary-Treasurer.

City Hall,
Joliette, (Joliette), P.Q.
Telephone: 756-8055, code 514. 6758

Ville de Coaticook
Comté de Stanstead

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Romuald Dumont, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 150, rue Child, Coaticook, comté de Stanstead, jusqu'à 7.30 heures p.m., jeudi, le 18 juin 1964, pour l'achat de $223,500 d'obligations de la ville de Coaticook, comté de Stanstead, datées du 1er juillet 1964 et remboursables par séries du 1er juillet 1965 au 1er juillet 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 595 — $105,000 — piscine et stade; 601 — $28,000 — piscine; 602 — $35,000 — égouts et voirie; 603 — $26,500 — égouts; 605 — $29,000 — voirie.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1964.

Tableau d'amortissement — $223,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1965	$ 7,500
1er juillet 1966	7,500
1er juillet 1967	8,000
1er juillet 1968	8,000
1er juillet 1969	9,500
1er juillet 1970	10,500
1er juillet 1971	10,500
1er juillet 1972	10,500
1er juillet 1973	12,000
1er juillet 1974	12,500
1er juillet 1975	9,000
1er juillet 1976	11,000
1er juillet 1977	12,000
1er juillet 1978	12,000
1er juillet 1979	13,000
1er juillet 1980	13,000
1er juillet 1981	13,000
1er juillet 1982	14,000
1er juillet 1983	14,000
1er juillet 1984	16,000

Town of Coaticook
County of Stanstead

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Romuald Dumont, secretary-treasurer, City Hall, 150 Child St., Coaticook, county of Stanstead, until 7:30 o'clock p.m., on Thursday, June 18, 1964, for the purchase of an issue of $223,500 of bonds for the town of Coaticook, county of Stanstead, dated July 1, 1964, and redeemable serially from July 1, 1965 to July 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos.: 595 — $105,000 — swimming pool and stadium; 601 — $28,000 — swimming pool; 602 — $35,000 — sewers and roads; 603 — $26,500 — sewers; 605 — $29,000 — roads.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1964.

Table of redemption — $223,500 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1965	$ 7,500
July 1, 1966	7,500
July 1, 1967	8,000
July 1, 1968	8,000
July 1, 1969	9,500
July 1, 1970	10,500
July 1, 1971	10,500
July 1, 1972	10,500
July 1, 1973	12,000
July 1, 1974	12,500
July 1, 1975	9,000
July 1, 1976	11,000
July 1, 1977	12,000
July 1, 1978	12,000
July 1, 1979	13,000
July 1, 1980	13,000
July 1, 1981	13,000
July 1, 1982	14,000
July 1, 1983	14,000
July 1, 1984	16,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Coaticook.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 18 juin 1964, à 7.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 150, rue Child, Coaticook, comté de Stanstead.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Coaticook, (Comté de Stanstead), ce 26 mai 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
ROMUALD DUMONT.

Hôtel de Ville, 150, rue Child, C. P. 250,
Coaticook, (Stanstead), P.Q.
Téléphone: 849-2721, code 819. 6786-o

Please note that tenders are called for bonds, redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Coaticook.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Thursday, June 18, 1964, at 7:30 o'clock p.m., at the City Hall, 150 Child St., Coaticook, county of Stanstead.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Coaticook, (County of Stanstead), May 26, 1964.

ROMUALD DUMONT,
Secretary-Treasurer.

City Hall, 150 Child St., P. O. Box 250,
Coaticook, (Stanstead), P.Q.
Telephone: 849-2721, code 819. 6786

Syndicats coopératifs

Le Syndicat des producteurs de bleuets de Mont-Brun

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat des producteurs de bleuets de Mont-Brun », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 22 avril 1964.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Mont-Brun, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Québec, le 24 avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
6765-o RAYMOND DOUVILLE.

Le Syndicat des producteurs de poulets de gril du Saguenay — Lac St-Jean (U.C.C.)

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat des producteurs de poulets de gril du Saguenay — Lac St-Jean (U.C.C.) », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 3 mars 1964.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 533, rue Racine, est, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Québec, le 6 mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
6766-o RAYMOND DOUVILLE.

Syndicat national de la construction de St-Jean

(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 23 avril 1964, autorisé le changement de

Cooperative Syndicates

Le Syndicat des producteurs de bleuets de Mont-Brun

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat des producteurs de bleuets de Mont-Brun", has been authorized by the Provincial Secretary on April 22, 1964.

The head office of the said professional syndicate is situated at Mont-Brun, judicial district of Rouyn-Noranda.

Quebec, April 24, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
6765 *Assistant Secretary of the Province.*

Le Syndicat des producteurs de poulets de gril du Saguenay — Lac St-Jean (U.C.C.)

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat des producteurs de poulets de gril du Saguenay — Lac St-Jean (U.C.C.)", has been authorized by the Provincial Secretary on March 3, 1964.

The head office of the said professional syndicate is situated at 533 Racine St. East, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Quebec, March 6, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
6766 *Assistant Secretary of the Province.*

Syndicat national de la construction de St-Jean

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on April 23, 1964, authorized the

nom du « Syndicat catholique national de la construction de Saint-Jean », dont la constitution a été autorisée le 15 février 1938, et dont le siège social est situé à St-Jean, en celui de « Syndicat national de la construction de St-Jean », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 162.

Québec, le 28 avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

6775-o RAYMOND DOUVILLE.

change of name of "Syndicat catholique national de la construction de Saint-Jean", the incorporation of which was authorized on February 15, 1938, and the head office of which is situated in St. John, to that of "Syndicat national de la construction de St-Jean", and such, pursuant to the provisions of the Professional Syndicats Act, Revised Statuts of Quebec, 1941, chapter 162.

Quebec, April 28, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

6775 *Assistant Secretary of the Province.*

Vente par licitation

Legrand *vs* Bernier *et al*

Canada, province de Québec, districts de Québec et Montréal, dans la Cour Supérieure, No 127-345. Dame Marguerite Legrand, demanderesse *vs* Rémi Bernier *et al.*, défendeur.

Avis

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Québec, dans le district de Québec, le 9 mars 1964, dans une cause dans laquelle Dame Marguerite Legrand, épouse contractuellement séparée de biens de Wilfrid Bernier et dûment autorisée par ce dernier domiciliée à 489, rue St-Joseph à Lauzon, est demanderesse, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

Une lisière de six pieds de profondeur, située au sud du lot 171 du cadastre officiel de la partie est du village de Lauzon, sur toute la largeur de ce lot, ainsi que la balance dudit lot 171 et le lot 172 du cadastre officiel pour la partie est du village de Lauzon.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le SIX JUILLET 1964 à DIX heures a.m., au bureau du Protonotaire de la Cour Supérieure du Palais de Justice de Québec, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Québec, le 26 mai 1964.

Le Procureur de la demanderesse,

6776-22-2-o RAYNOLD BÉLANGER.

Sale by Licitation

Legrand *vs* Bernier *et al*

Canada, Province of Quebec, districts of Quebec and Montreal, Superior Court, No. 127-345. Dame Marguerite Legrand, plaintiff *vs* Rémi Bernier *et al.*, defendant.

Notice

Notice is hereby given that pursuant to a judgment of the Superior Court, sitting in Quebec, in the district of Quebec, on March 9, 1964, in a case in which Dame Marguerite Legrand, wife contractually separate as to property of Wilfrid Bernier, and duly authorized by the latter, domiciled at 489 St-Joseph St. in Lauzon is plaintiff, ordering the licitation of certain immoveables designated as follows, to wit:

A strip of land six feet in depth, situated south of lot 171 in the official cadaster of the east part of the village of Lauzon, by the entire width of this lot, as well as the remainder of said lot 171 and lot 172 in the official cadaster of the east part of the village of Lauzon.

The above-designated immoveable will be sold by auction and offered to the highest and last bidder on JULY SIX, 1964, at TEN o'clock a.m. in the office of the Prothonotary of the Superior Court in the Quebec Court House, subject to charges, clauses and conditions indicated on the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the date fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within the six days after the adjudication; and failing the filing by the parties of such opposition within the delays hereby prescribed, they will be foreclosed from so doing.

Quebec, May 26, 1964.

RAYNOLD BÉLANGER,

6776-22-2-o *Attorney for the plaintiff.*

Vente — Loi de faillite

Irenée Gagnon

Canada, province de Québec, district de Rimouski, Cour Supérieure No F-232 (Siégeant en matière de faillite), dans l'affaire de la faillite de Dr. Irenée Gagnon, M.D. Sayabec, comté de Matapédia, Québec.

Avis est par les présentes donné que MARDI e SEIZIÈME jour de JUIN 1964, à TROIS

Sale — Bankruptcy Act

Irenée Gagnon

Canada, Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court No. F-232 (Sitting in a matter of bankruptcy), in the bankruptcy of Dr. Irenée Gagnon, M.D., Sayabec, county of Matapédia, Québec.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the SIXTEENTH day of JUNE, 1964, at

heures de l'après-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Sayabec, comté de Matapédia, l'immeuble de cette faillite, comme suit:

« Un terrain ou emplacement situé au village de Sayabec, de forme irrégulière dont les bornes et lignes sont comme suit, savoir: le point de départ étant établi au coin ouest de la ligne de division des lots six cent et six cent trois du cadastre officiel pour le village Saindon, au rang « B » de la seigneurie du Lac Matapédia comme point « A ». De ce point « A » courant sud le long de la rue de l'Église, 80 pieds jusqu'au point « B », du point « B » décrivant une légère courbe et courant est le long de la rue du Moulin 50 pieds, jusqu'au point « C »; du point « C », à angle droit, courant nord, le long du terrain de Marius Béland 40 pieds jusqu'au point « D », du point « D » en décrivant une courbe et courant est le long du terrain de Marius Béland, 50 pieds jusqu'au point « E »; du point « E » à angle droit courant nord le long de la rue Marcheterre 50 pieds jusqu'au point « F »; du point « F » courant ouest le long du terrain de Clovis Gagnon pour revenir au point de départ cent pieds, le tout plus ou moins mesure anglaise, et connu et désigné comme étant partie des lots numéros six cent et six cent un (P. 600 et P. 601) du cadastre officiel pour le village Saindon en la paroisse de Ste-Marie de Sayabec, au rang « B » de la Seigneurie du Lac Matapédia, avec les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances, sans exception ni réserve aucune ».

Cet immeuble sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres et certificats de recherche peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du Syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles 710, 717 et 719A du code de procédure civil et aussi à l'article 55 de la Loi de faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le shérif avec l'effet du décret, et faite conformément au jugement rendu par Monsieur J.-Bte Desjardins, régistraire des faillites, le 8e jour de mai 1964.

Condition de paiement: comptant.

Rimouski, Que. ce 11e jour de mai 1964.

Le Syndic Licencié,
HENRI-A. MARTIN,
160 Évêché, Rimouski.

6641-20-2-o

THREE o'clock in the afternoon, will be sold by public auction, at the parochial church door of Sayabec, county of Matapédia, the immoveable in this bankruptcy, as follows:

"A terrain or emplacement situated in the village of Sayabec, irregular in shape, the boundaries and lines of which are as follows: the starting point being established in the west corner of the division line between lots six hundred and six hundred and three in the official cadaster of the village of Saindon, on range "B" in the seigniory of Lake Matapédia, as point "A". From this point "A" running south along Church St., 80 feet as far as point "B"; from poin "B" curving slightly and running east along du Moulin St. 50 feet as far as point "C"; from point "C" at a right angle, running north, along the land belonging to Marius Béland 40 feet as far as point "D"; from point "D" curving and running east along the land of Marius Béland, 50 feet as far as point "E"; from point "E" at a right angle running north along Marcheterre St., 50 feet as far as point "F"; from point "F" running west along the land belonging to Clovis Gagnon, returning to the starting point, a distance of one hundred feet, the whole more or less, English measure, and known and designated as being part of lots numbers six hundred and six hundred and one (P. 600 and P. 601) in the official cadaster of the village of Saindon in the parish of Ste-Marie de Sayabec, on range "B" in the seigniory of Lake Matapédia, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, without any exception or reserve."

This immoveable will be offered in sale to the highest and last bidder.

The research deeds and certificates may be examined at any time by applying to the office of the undersigned trustee.

This sale is made pursuant to sections 710, 717 and 719A of the Code of Civil Procedure, and also to section 55 of the Bankruptcy Act. This sale is equivalent to a Sheriff's sale, and is made pursuant to a judgment rendered by Mr. J.-Bte Desjardins, registrar of bankruptcies, on the 8th day of May, 1964.

Condition of payment: cash.

Rimouski, Que. this 11th day of May, 1964.

HENRI-A. MARTIN,
Licensed Trustee.
160 Évêché, Rimouski.

6641-20-2

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, No 12,629. ROLAND GOYER, plombier de Cowansville, district de Bedford, et y faisant affaires seul sous la raison sociale de « Plomberie Goyer Plumbing », demandeur, *vs* ROSE JACOB POTVIN, de Cowansville, district de Bedford, épouse commune en biens d'Aldéi Scott des mêmes lieux et ledit Aldéi Scott, tant personnellement à titre de chef de la communauté existant entre les époux que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, défendeurs.

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, No. 12,629. ROLAND GOYER, plumber of Cowansville, district of Bedford, and carrying on business alone under the style and name of "Plomberie Goyer Plumbing", plaintiff, *vs* ROSE JACOB POTVIN, of Cowansville, district of Bedford, wife common as to property of Aldéi Scott of the same places and the said Aldéi Scott, personally as chief of the community existing between the spouses as well as to authorize his wife for the purposes of these presents, defendants.

Un certain morceau de terrain de forme irrégulière formant partie du lot numéro 24 du 3e rang du relevé originaire du canton; borné au nord par la ligne de la corporation du village de Sweetsburg, P.Q., à l'est par le numéro 285; au sud par la ligne de chemin de fer South Eastern et à l'ouest par la ligne de la corporation du village de Cowansville, contenant un acre et soixante-neuf centièmes (1.69).

Sauf et à distraire dudit lot 284 cette partie vendue à Sa Majesté la Reine Elizabeth II aux droits de la province de Québec (Ministère de la Voirie) et enregistré le 27 juin 1962, sous le numéro 107703 concernant l'immeuble ci-après désigné, savoir; « une partie de terrain de forme irrégulière, situé en partie sur les côtés est et nord-est du chemin actuel dans la municipalité de la ville de Cowansville, comté de Missisquoi, étant une partie du lot numéro deux cent quatre vingt-quatre (284) du cadastre officiel du canton de Dunham, division d'enregistrement de Missisquoi, indiquée par les lettres « A-B-C-D-E-A » sur un plan préparé par Gilbert Perras, A.G., le vingt-sept septembre mil neuf cent soixante et un (1961) et dont copie demeure ci-annexée après avoir été reconnue véritable et signée par toutes les parties aux présentes avec et en présence du notaire soussigné; mesurant ladite partie vingt pieds et un dixième de pied (20.1′) dans la ligne ouest « A-B », deux cent soixante-quatorze pieds et huit dixièmes (274.8′) dans la ligne nord-est « B-C », et une largeur maximum de quatre-vingt six pieds et trois dixièmes de pied (86.3′); contenant en superficie dix mille six cent vingt-neuf pieds carrés (10,629 p.c.) mesure anglaise, et bornée comme suit; ladite partie, vers l'ouest, le long de la ligne « A-B » par la ligne de division entre le cadastre du canton de Dunham et celui du village de Cowansville;

Vers le nord-est, le long de la ligne « B-C », par la partie du lot numéro deux cent quatre-vingt-quatre (284) restant la propriété de Rose Jacob Scott;

Vers le sud, le long de la ligne « C-D », par le Canadian Pacific Railway (lot numéro neuf cent douze (912) dudit cadastre.

Vers l'ouest, le long de la ligne « D-E » et vers le sud-ouest, le long de la ligne « E-A », par le chemin actuel; la ligne nord-est « B-C » de cette partie de terrain est située à quarante pieds (40′) au nord-est de la ligne centrale de la route projetée. »

Avec les bâtisses y dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale Ste-Thérèse de l'Enfant-Jésus, à Cowansville, district de Bedford, comté de Missisquoi, MERCREDI le DIXIÈME jour de JUIN 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
PAUL ST. MARTIN.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice, Sweetsburg, P.Q.
ce 4 mai 1964.

6558-19-2-o

A certain piece of land of irregular figure forming part of lot number 24, of the 3rd range of the primitive survey of the township; bounded on the north by the line of corporation of the village of Sweetsburg, P.Q., on the east by number 285; on the south by the south Eastern Railway line and on the west by the line of corporation of the village of Cowansville, containing one acre and sixty-nine hundredths (1.69).

Save and to withdraw from the said lot 284 this part sold to Her Majesty Queen Elizabeth II to the rights of the province of Quebec (Department of Roads) and registered on June 27, 1962, under number 107703 concerning the immoveable described below, to wit; "part of land of irregular form, situated partly on the east and northeast sides of the present road in the municipality of the town of Cowansville, county of Missisquoi, being part of lot number two hundred and eighty four (284) of the official cadaster of the township of Dunham, registration division of Missisquoi, indicated by letters "A-B-C-D-E-A" on a plan prepared by Gilbert Perras, L.S., September twenty-seven one thousand nine hundred and sixty-one (1961) copy of which is herein attached after having been acknowledged as true and signed by all the parties to the presents with and in the presence of the undersigned notary; measuring the said part twenty feet and one tenth (20.1′) in the west line "A-B", two hundred and seventy-four feet and eight tenths (274.8′) in the northeast line "B-C", and a maximum width of eighty-six feet and three tenths (86.3′); containing in area ten thousand six hundred and twenty-nine square feet (10,629 s.f.) English measure, and bounded as follows: the said part, towards the west, along the "A-B" line by the division line between the cadaster of the township of Dunham and that of the village of Cowansville;

Towards the northeast, along the "B-C" line, by part of lot number two hundred and eighty-four (284) remaining the property of Rose Jacob Scott;

Towards the south, along the "C-D" line, by the Canadian Pacific Railway (lot number nine hundred and twelve (912) of the said cadaster.

Towards the west, along the "D-E" line and towards the southwest, along the "E-A" line, by the present road; the northeast line "B-C" of this part of land is situated at forty feet (40′) on the northeast central line of the projected road."

With the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Ste-Thérèse de l'Enfant-Jésus, at Cowansville, district of Bedford, county of Missisquoi, WEDNESDAY, the TENTH day of JUNE, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

PAUL ST. MARTIN,
Sheriff.

Sheriff's office,
Court House, Sweetsburg, P.Q.
May 4, 1964.

6558-19-2

IBERVILLE

Canada — Province de Québec
District d'Iberville

Cour Supérieure, No 13,153. JACQUES CARTIER, avocat, domicilié en les villes et district d'Iberville, demandeur *vs* GRÉGOIRE ET CIE LTÉE, corporation commerciale ayant sa place d'affaire à Henryville, dans le district d'Iberville, défenderesse.

« 1. Partie des lots numéros trois cent quatre et trois cent cinq du cadastre officiel de la paroisse

IBERVILLE

Canada — Province of Quebec
District of Iberville

Superior Court, No. 13,153. JACQUES CARTIER, advocate, residing in the town and district of Iberville, plaintiff, *vs* GRÉGOIRE ET CIE LTÉE, commercial corporation, having its head office in Henryville, in the district of Iberville, defendant.

"1. Part of lots numbers three hundred and four and three hundred and five in the official

de St-Georges d'Henryville, de forme irrégulière, partant d'un point A, situé à l'intersection nord-est des rues St-Joseph et St-Jean-Baptiste, de là, allant vers l'est, longeant ladite rue St-Jean-Baptiste, une distance de trois cent soixante-dix pieds et un cinquième de pied, en passant par un point H, jusqu'à un point G, à l'intersection de ladite rue St-Jean-Baptiste et et un ruisseau, joignant le lot No 303 dudit cadastre, de là, allant vers le nord-ouest et ensuite vers le nord, tout en longeant ledit ruisseau, jusqu'à un point F, puis jusqu'à un Point E, de là, allant vers le nord-ouest, en longeant toujours ledit ruisseau, jusqu'à un point D, situé à l'intersection de la ligne Est de la partie du lot No 305-A dudit cadastre, appartenant à M. Albert Grégoire ou représentants, et ledit ruisseau, de là, allant vers le sud, en longeant ladite ligne est, jusqu'à un point L, une distance de quatre-vingt-huit pieds, de là, allant vers l'est, en longeant la ligne nord de la propriété de General Veneer ou représentants, jusqu'à un point M, une distance de quatre-vingt-cinq pieds, de là, allant vers le sud, le long de la ligne est de ladite propriété, jusqu'à un point N, une distance de quatre-vingt-cinq pieds, de là, allant vers l'ouest, longeant la ligne sud de ladite propriété, de même que la ligne sud de la propriété de M. Albert Grégoire, en passant par un point O, en ligne droite, jusqu'à la rue St-Joseph, une distance de deux cent un pieds et un dixième de pied, pour aller rejoindre le point de départ A; sauf à distraire cependant dudit immeuble la partie de forme triangulaire vendue à General Veneer ou représentants;

2. Le lot numéro trois cent soixante-seize dudit cadastre; sauf à en distraire les parties vendues à MM. Albert Grégoire, Orpha Coupal et Émile Desgroseillers, par actes passés devant Me. Rodolphe Fournier et Yves Fortin, notaires;

3. Partie du lot numéro trois cent quatre-vingt-cinq dudit cadastre, de forme irrégulière, partant d'un point J, à l'intersection des lignes des lots Nos 384 et 385 dudit cadastre, de là, longeant la ligne ouest de l'ancien chemin de fer Québec-Montréal-Southern, allant vers le sud, une distance de huit cent quatre-vingt-dix pieds et demi, jusqu'à un point T, de là, allant vers le sud-est, jusqu'à un point S, une distance de cent six pieds et un dixième de pied, de là allant vers le sud-ouest, en longant la ligne est dudit chemin de fer, jusqu'à un point R, une distance de six cent quatre-vingt-dix-sept pieds, de là, allant vers le sud-est, en ligne droite jusqu'à un point Q, une distance de deux cent trente-neuf pieds et deux dixièmes de pied, de là, allant vers le nord, longeant le lot No 387a dudit cadastre, jusqu'à un point P, une distance de deux cent cinquante-huit pieds et un tiers, de là, allant vers l'est, longeant la ligne du lot No 375 dudit cadastre, jusqu'à un point H, une distance de six cent soixante-sept pieds et demi, delà, allant vers le nord-ouest, longeant la ligne ouest dudit lot 376, une distance de seize cent cinquante-trois pieds et un tiers, jusqu'au point de départ;

Avec bâtisses y érigées. »

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint Georges d'Henryville, le ONZIÈME jour du mois de JUILLET 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, R. PRUD'HOMME.
Saint-Jean, le 25 mai 1964. 6796-22-2-o

cadaster of the parish of St-Georges d'Henryville, irregular in shape, starting at point A situated at the north-east intersection of St-Joseph and St-Jean-Baptiste streets; thence, going towards the east, lying along the said St-Jean-Baptiste St., a distance of three hundred and seventy and one-fifth feet, passing by point H as far as point G at the intersection of the said St-Jean-Baptiste St and a brook, joining lot No. 303 in the said cadaster; thence, going towards the north-west, and finally towards the north, all lying along the said brook as far as point F, then as far as point E; thence, going towards the north-west, still lying along the said brook, as ar as point D situated at the intersection of the east line of the part of lot No. 305-A in the said cadaster belonging to Mr. Albert Grégoire or representatives, and the said brook; thence, going towards the south, lying along the said east line, as far as point L, a distance of eighty-eight feet; thence, going towards the east, lying along the north line of the property of General Veneer or representative; as far as point M, a distance of eighty-five feets thence, going towards the south, along the east line of the said property as far as point N, a distance of eighty-five feet; thence, going towards the west, lying alor**g** the south line of the said property, as well as the south line of the property beloning to Mr. Albert Grégoire, passing by point O, in a straight line as far as St-Joseph St., a distance of two hundred and one and one-tenth feet to join the starting point A; save to be withdrawn, however, from the said immoveable, is the part triangular in shape sold to General Veneer or representatives.

2. Lot number three hundred and seventy-six in the said cadaster; save and to be withdrawn are the parts sold to Messrs Albert Grégoire, Orpha Coupal, and Émile Desgroseillers, by deeds drawn up before Me Rodolphe Fournier and Yves Fortin, notaries.

3. Part of lot number three hundred and eighty-five in the said cadaster, irregular in shape, starting at point J, at the intersection of the lines of lots Nos. 384 and 385 in the said cadaster; thence, lying along the west line of the former Quebec-Montreal-Southern Railway, going towards the south, a distance of eight undred and ninety and one-half feet, as far as point T; thence, going towards the south-east, as far as point S, a distance of one hundred and six and one-tenth feet; thence, going towards the south-west, lying along the east line of the said railway as far as point R, a distance of six hundred and ninety-seven feet; thence, going towards the south-east, in a straight line as far as point Q, a distance of two hundred and thirty-nine and two-tenths feet; thence, going towards the north, lying along lot No. 387a in the said cadaster, as far as point P, a distance of two hundred and fifty-eight and one-third feet; thence, going towards the east, lying along the line of lot No. 375 in the said cadaster, as far as point H, a distance of six hundred and sixty-seven and one-half feet; thence, going towards the north-west, lying along the west line of said lot 376, a distance of sixteen hundred and fifty-three and one-third feet, as far as the starting point.

With the buildings thereon erected."

To be sold at the church door of Saint-Georges d'Henryville, on the ELEVENTH day of the month of JULY, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

R. PRUD'HOMME,

Sheriff's Office, *Sheriff.*
Saint John, May 25, 1964. 6796-22-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, No 22-548-A. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur, *vs* LUCIEN OUELLET, cultivateur, Ste-Rita, défendeur.

Pour être vendus (en bloc) les immeubles suivants:

« 1° Un lot de terre situé en le septième rang du canton Raudot, contenant cent cinq acres, plus ou moins, en superficie, et maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le septième rang du canton de Raudot, sous le numéro vingt-quatre (24), circonstances et dépendances.

2° Un lot de terre situé en le septième rang du canton de Raudot, contenant cent acres en superficie, plus ou moins, et maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le septième rang du canton de Raudot, sous le numéro vingt-huit (28), avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3° Un autre lot de terre situé en le septième rang du canton de Raudot, contenant cent acres, plus ou moins, en superficie, et maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le septième rang du canton de Raudot, sous le numéro trente-cinq (35), avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendus à la porte de l'église de Ste-Rita, comté de Rivière-du-Loup, le DIX-HUITIÈME (18e) jour de JUIN 1964, à TROIS (3) heures de l'après-midi.

Le Shérif,
MAURICE MORIN.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup,
ce 5 mai 1964. 6560-19-2-o

[Première insertion: le 9 mai 1964]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, Kamouraska, No 22-566. LA CORPORATION DE FINANCE STANDARD-STANDARD FINANCE CORPORATION, corporation légalement constituée avec siège social à 895 d'Aiguillon en les cité et district de Québec, demanderesse, *vs* LÉO SOUCY, domicilié à St-Honoré, comté de Témiscouata, défendeur.

« Un emplacement contenant 95 pieds de largeur, le long du chemin public par 65 pieds de profondeur, plus ou moins, borné en front, au nord, à la route nationale, au sud au terrain de Irené Beaulieu, à l'ouest et à l'est au terrain de la beurrerie de la paroisse de St-Honoré. Lequel emplacement fait partie des lots 35-B et 36-A, rang C, canton Armand, avec bâtisses dessus construites. »

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Honoré, comté de Témiscouata, le SEPTIÈME (7e) jour de JUILLET 1964, à DEUX (2) heures de l'après-midi.

Le Shérif,
MAURICE MORIN.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup,
ce 26 mai 1964. 6788-22-2-o

[Première insertion le 30 mai 1964]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, No. 22-548-A. THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff, *vs* LUCIEN OUELLET, farmer, of Ste-Rita, defendant.

The following immoveables to be sold "en bloc":

"1. A lot of land situated on the seventh range in the township of Raudot, having an area of one hundred and five acres, more or less, and is now known and designated in the official plan and book of reference of the cadaster of the seventh range in the township of Raudot, under number twenty-four (24) circumstances and dependencies.

2. A lot of land situated on the seventh range in the township of Raudot, measuring one hundred acres in area, more or less, and now known and designated in the official plan and book of reference of the cadaster of the seventh range in the township of Raudot, under number twenty-eight (28), with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

3. Another lot of land situated on the seventh range in the township of Raudot, having an area of one hundred acres, more or less, and now known and designated in the official plan and book of reference of the cadaster of the seventh range in the township of Raudot, under number thirty-five (35), with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of Ste-Rita, county of Rivière-du-Loup, on the EIGHTEENTH (18th) day of JUNE, 1964, at THREE (3) o'clock in the afternoon.

MAURICE MORIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup,
May 5, 1964. 6560-19-2

[First insertion: May 9, 1964]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, Kamouraska, No. 22-566. LA CORPORATION DE FINANCE STANDARD-STANDARD FINANCE CORPORATION, a corporation legally incorporated, having its head office at 895 d'Aiguillon, in the city and district of Quebec, plaintiff; *vs* LÉO SOUCY, domiciled at St-Honoré, county of Témiscouata, defendant.

"An emplacement containing 95 feet in width, along the public Road, by 65 feet in depth, more or less, bounded in front to north by the highway, to south by Irené Beaulieu land, to west and east by the butter-dairy of St-Honoré parish. The said emplacement forming part of lots 35-B and 36-A, range C, township of Armand, with buildings thereon erected."

To be sold at the church door of St-Honoré, county of Témiscouata, on the SEVENTH (7th) day of JULY, 1964, at TWO (2) o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup,
May 26, 1964.

MAURICE MORIN,
Sheriff.
6788-22-2

[First insertion: May 30, 1964]

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
District de Montréal

Cour Supérieure, à savoir: No 611 465. PAUL'S PLUMBING & HEATING SUPPLIES CO. LTD., demanderesse *vs* J.M. LAFRANCE, défendeur

« Ce certain immeuble connu et désigné comme étant les subdivisions cent quarante et cent quarante et un du lot originaire numéro quatre-vingt-dix (90-140, 141) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Martin, en la cité de Chomedey, le TROISIÈME jour de JUILLET 1964, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, 25 mai 1964. 6789-22-2

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
District of Montreal

Superior Court, to wit: No. 611 465. PAUL'S PLUMBING & HEATING SUPPLIES CO. LTD., plaintiff, *vs* J.M. LAFRANCE, defendant,

"That certain immoveable known and designated as Sub-divisions one hundred and forty and one hundred and forty-one of original lot number ninety (90-140, 141) on the official plan and book of reference of the parish of St. Martin."

To be sold at the parochial church door in the parish of St-Martin, in the city of Chomedey, on the THIRD day of JULY 1964, at ELEVEN o'clock in the beforenoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, May 25, 1964. 6789-22-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 129-944. E. J. CHARTIER INC., corps politique et incorporé, ayant place d'affaires en les cité et district de Québec, *contre* J. NOËL SIMARD, des cité et district de Québec, P.Q.

« Un terrain portant le numéro 2756 borné au nord-ouest par le lot No 2757, au sud-est par le No 2755, au nord-est par la rue Ste-Angèle, et au sud-ouest par les Nos 2763 et 2764; mesurant cinquante-huit pieds sept pouces (58'7") sur la ligne qui le divise du No 2757, cinquante-quatre pieds dix pouces (54'10") sur la ligne qui le divise du No 2755, quarante-quatre pieds sept pouces (44'7") sur la rue Ste-Angèle et quarante-quatre pieds (44') sur la ligne qui le divise des Nos 2763 et 2764. Contenant en superficie deux mille cinq cent six pieds, mesure anglaise (2506') égal à deux mille deux cent six pieds français (2206') circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, au Palais de Justice, à Québec, le DEUXIÈME jour de JUILLET prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Me ANTOINE BOURGET, C.R.

Bureau du Shérif,
Québec, le 26 mai 1964. 6797-22-2-o

[Première insertion: 30 mai 1964]
[Deuxième insertion: 20 juin 1964]

Fieri Facias

Québec, à savoir: C.S. No 129-991. CRANE CANADA LIMITED, corporation légalement constituée, faisant affaires à 460 St-Roch, cité et district de Québec, *contre* RAYMOND VERREAULT, 321 rue Durocher, cité et district de Québec, et ALBERT SOULARD, 323 Durocher, cité et district de Québec et J. C. PICHER, registrateur, 20 Chauveau, cité et district de Québec, mis en cause.

« Un emplacement situé en la paroisse de St-Gérard Majella, concession des quarante arpents, formant partie du lot connu et désigné sous le numéro (270-13-B) de la subdivision du lot deux cent soixante-dix sur le plan et dans le livre de renvoi du cadastre pour la paroisse de St-Ambroise, mesurant quatre-vingt-dix pieds (90') de

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: Superior Court, No. 129-944. E. J. CHARTIER INC., body politic and corporate, having a place of business in the city and district of Quebec, *versus* J. NOËL SIMARD, of the city and district of Quebec, P.Q.

"A lot of land bearing number 2756, bounded on the northwest by lot No. 2757, on the southeast by No. 2755, on the northeast by Ste-Angèle St., and on the southwest by Nos. 2763 and 2764, measuring fifty-eight feet and seven inches (58'7") on the line which divides it from No. 2757, fifty-four feet and ten inches (54'10") on the line which divides it from No. 2755, forty-four feet and seven inches (44'7") on Ste-Angèle St., and forty-four feet (44') on the line which divides it from Nos. 2763 and 2764; having an area of two thousand five hundred and six feet, English measure (2506'), equal to two thousand two hundred and six feet (2206'), French measure, circumstances and dependencies.

To be sold in my office, in the Quebec Court House, on the SECOND day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Me ANTOINE BOURGET, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, May 26, 1964. 6797-22-2

[First insertion: May 30, 1964]
[Second insertion: June 20, 1964]

Fieri Facias

Quebec, to wit: C.S. No. 129-991. CRANE CANADA LIMITED, body legally incorporated, carrying on business at 460 St-Roch, city and district of Quebec, *versus* RAYMOND VERREAULT, 321 Durocher St., city and district of Quebec, and ALBERT SOULARD, 323 Durocher, city and district of Quebec, and J. C. PICHER, registrar, 20 Chauveau, city and district of Quebec, mis-en-cause.

"An emplacement situated in the parish of St-Gérard Majella, quarante arpents concession, forming part of the lot known and designated under number (270-13-B) of the subdivision of lot two hundred and seventy in the plan and book of reference of the cadaster of the parish of St-Ambroise, measuring ninety feet (90') in

de largeur en front sur le chemin public, sur cinq cent pieds (500′) de profondeur, le tout mesure anglaise, borné au nord par le chemin public, au sud et au nord-est par le résidu du terrain du vendeur et au sud-ouest par le terrain de Mademoiselle Madeleine Bissonnette, avec bâtisse ci-dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Gérard Majella, comté de Québec, le TROISIÈME jour de JUILLET prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, Me ANTOINE BOURGET, C.R.
Québec, le 25 mai 1964. 6798-22-2-o

[Première insertion: 30 mai 1964.]
[Deuxième insertion: 20 juin 1964.]

width in front on the public road, by five hundred feet (500′) in depth, the whole English measure, bounded on the north by the public road, on the south and on the north-east by the remainder of the land belonging to the vendor, and on the south-west by the land of Miss Madeleine Bissonnette, with the building thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of St-Gérard Majella, county of Quebec, on the THIRD day of JULY next at TEN o'clock in the forenoon.

Me ANTOINE BOURGET, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Quebec, May 25, 1964. 6798-22-2

[First insertion: May 30, 1964]
[Second insertion: June 20, 1964]

RICHELIEU

District de Richelieu

Cour Supérieure, No 17-065. { GERMAIN LEMAIRE, maître électricien de St-Guillaume d'Upton, district de Richelieu, demandeur, *vs* VICTORIN VINCENT, de St-David, comté d'Yamaska, district de Richelieu, défendeur.

« Une portion de terrain en la paroisse de St-David, rang Éliza, connue et désignée au cadastre officiel d'enrégistrement pour ladite paroisse de St-David, comme étant le lot numéro 515 et la demie sud-ouest du numéro 514, avec les bâtisses dessus; contenant 131 pieds de front par six perches de profondeur; tenant devant au chemin de front en arrière à Robert Hébert, d'un côté à Société Co-opérative St-David, et de l'autre côté au ruisseau des Écureuils.

Sujet à une servitude de droit de passage en faveur de ladite Société Co-opérative, à la ligne séparative. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-David, comté d'Yamaska, le ONZIÈME jour de JUIN 1964, à ONZE (11) heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ADÉLARD GOULET.
Sorel, le 4 mai 1964. 6551-19-2-o

Fieri Facias de Terris
District de Richelieu

Cour Supérieure, No 2585. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, demandeur requérant; *vs* ANDRÉ ROY, défendeur intimé.

« Un terrain avec la résidence et bâtiments de ferme y édifiés, situé en la concession sud-ouest du rang St-Michel, de la paroisse de St-Zéphirin de Courval, contenant environ soixante arpents en superficie.

Lequel terrain est connu et décrit comme étant le lot de terre numéro sept cent trente au cadastre officiel de la paroisse de St-Zéphirin de Courval (No 730).

Un terrain avec la grange y édifiée, situé en la concession du Bassin, paroisse de St-Elphège, contenant environ quatre-vingt-seize arpents en superficie.

Lequel terrain est décrit comme étant le lot de terre numéro huit cent douze au cadastre officiel de la paroisse de St-Thomas de Pierreville (No. 812).

RICHELIEU

District of Richelieu

Superiro Court, No 17-065. { GERMAIN LEMAIRE, master electrician of St-Guillaume d'Upton, district of Richelieu, plaintiff, *vs* VICTORIN VINCENT, of St-David, county of Yamaska, district of Richelieu, defendant.

"A portion of land in the parish of St-David, Éliza Range, known and designated on the official cadaster for registration for the said parish of St-David, as being lot number 515 and the southwest/half of number 514, with the buildings thereon; containing 131 feet in frontage by six rods in depths; touching on the front road in rear by Robert Hébert, on one side by the St-David Co-operative Society, and on the other side, by the brook of Des Écureuils.

Subject to servitude of right-of-way in favor of the said Co-operative Society, at the dividing line".

To be sold at the parochial church door of St-David, county of Yamaska, on JUNE ELEVENTH, 1964, at ELEVEN (11) o'clock in the forenoon.

ADÉLARD GOULET,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Sorel, May 4, 1964. 6551-19-2

Fieri Facias de Terris
District of Richelieu

Superior Court, No. 2585. { THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and incorporate, having its head office in Quebec, plaintiff-petitioner; *vs* ANDRÉ ROY, defendant-respondent.

"A terrain with a residence and farm buildings thereon erected, situated on the concession south-west of St-Michel Range in the parish of St-Zéphirin de Courval, having an area of approximately sixty acres.

Which terrain is known and described as being the lot of land number seven hundred and thirty in the official cadaster of the parish of St-Zéphirin de Courval (No. 730).

A lot of land with a barn thereon erected, situated on du Bassin concession, parish of St-Elphège, having an area of approximately ninety-six acres.

Which terrain is described as being the lot of land number eight hundred and twelve in the official cadaster of the parish of St-Thomas de Pierreville (No. 812).

Ces immeubles sont hypothéqués avec la servitude active de passage grevant le lot huit cent treize dudit cadastre de St-Thomas de Pierreville, lot appartenant à Jean Précourt, suivant acte enregistré sous le numéro 102-787. »

« Sauf et à distraire: une petite lisière rectangulaire de terrain occupant le coin sud-est du lot huit cent treize (ptie S. E. 813) appartenant à Jean Précourt, et située en la paroisse de St-Thomas de Pierreville et mesurant quatre-vingts pieds (80′) en les lignes sud-ouest et nord-est et soixante pieds (60′) en les lignes sud-est et nord-ouest; lisière bornée au sud-est par le lot huit cent douze (ptie S. E. 812) appartenant à monsieur André Roy et au nord-est au fronteau de la concession, soit partie au lot sept cent trente (730), propriété de Monsieur André Roy et partie au lot sept cent trente et un (731) propriété de monsieur Albert Houle et partie au résidu du lot huit cent treize (813) appartenant à Jean Précourt. Cette lisière de terrain constitue un droit de passage consenti sur le coin sud-est du lot huit cent treize (ptie S.E. 813), propriété de monsieur Jean Précourt, comme fonds servant en faveur des lots huit cent douze et sept cent trente (812 et 730), propriété de André Roy, comme fonds dominant. »

Pour être vendu « en bloc » à la porte de de l'église paroissiale de St-Zéphirin de Courval, comté d'Yamaska, le ONZIÈME jour de JUIN 1964, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
ADÉLARD GOULET.

Bureau du Shérif,
Sorel, le 4 mai 1964.

6559-19-2-o

These immoveables are mortgaged with an active servitude of right of way encumbering lot eight hundred and thirteen in the said cadaster of St-Thomas de Pierreville, a lot belonging to Jean Précourt, according to the deed registered under number 102-787."

"Save and to be withdrawn are a small rectangular strip of land in the southeast corner of lot eight hundred and thirteen (S. E. pt. 813) belonging to Jean Précourt, and situated in the parish of St-Thomas de Pierreville, and measuring eighty feet (80′) on its southwest and northeast lines and sixty feet (60′) on its southeast and northwest lines; the strip of land is bordered on the southeast by lot eight hundred and twelve (S. E. pt. 812) belonging to Mr. André Roy, and on the northeast by the border of the concession, that is partly by lot seven hundred and thirty (730), the property of Mr. André Roy, and partly by lot seven hundred and thirty-one (731), property of Mr. Albert Houle, and partly by the remainder of lot eight hundred and thirteen (813) belonging to Jean Précourt. This strip of land constitutes a right of way on the southeast corner of lot eight hundred and thirteen (S.E. pt. 813), property of Mr. Jean Précourt, serving in favour of lots eight hundred and twelve and seven hundred and thirty (812 and 730), property of André Roy, as dominant land."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Zéphirin de Courval, county of Yamaska, on the ELEVENTH day of JUNE, 1964, at TWO o'clock in the afternoon.

ADÉLARD GOULET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sorel, May 4, 1964.

6559-19-2

ROUYN—NORANDA

De Terris
District de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, No 8163. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, demandeur, *vs* MAURICE MALTAIS, défendeur et JACQUES ANGERS, mis-en-cause.

« 1° Un immeuble consistant en les lopins de terre désignés respectivement sous les numéros treize-D et quatorze-B, (13-D) et (14-B) rang sept (7) suivant le cadastre officiel pour le canton Désandrouin, avec les bâtiments dessus construits, circonstances et dépendances.

2° Un immeuble consistant en une terre désignée sous les numéros douze-A, douze-B et douze-C (Nos, 12-A, 12-B, 12-C) rang huit (8) suivant le cadastre officiel pour le canton Désandrouins, avec les bâtiments dessus construits, circonstances et dépendances.

Sauf à distraire de la partie douze-A de l'immeuble sus-décrit au paragraphe numéro 2:

a) Le terrain qui sert d'assiette à la route 46 Rouyn-Ville-Marie avec toute construction qui peut s'y trouver; et

b) Un immeuble consistant en un emplacement situé dans le coin sud-ouest du lot douze-A précité, rang huit, canton Désandrouins; emplacement borné à l'est par le résidu du même lot douze-A, au sud par le chemin de front entre les rangs sept et huit, canton Désandrouins, à l'ouest par la ligne ouest du même lot

ROUYN—NORANDA

De Terris
District of Rouyn-Noranda

Superior Court, No. 8163. { QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office at Quebec, plaintiff, *vs* MAURICE MALTAIS, defendant, and JACQUES ANGERS, mis-en-cause.

"1. An immoveable consistant in strips of land respectively designated under numbers thirteen-D and fourteen-B, (13-D) and (14-B) range seven (7) according to the official cadaster for the township of Désandrouin, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. An immoveable consisting in a farm designated under numbers twelve-A, twelve-B and twelve-C (Nos. 12-A, 12-B, 12-C) range eight (8) according to the official cadaster for the township Désandrouins, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Save to withdraw from Part twelve-A of the immoveable below described of in paragraph number 2:

a) The lot of land which serves as a foundation for route 46 Rouyn-Ville-Marie, with all construction which may be found thereon; and

b) An immoveable consisting of an emplacement situated in the southwest corner of lot twelve-A above mentioned, range eight, township Désandrouins; emplacement bounded on the east by the residue of the same lot twelve-A, on the south, by the front road, between ranges seven and eight, township Désandrouins, on the west,

douze-A, et vers le nord-ouest par la route 46 Rouyn-Ville-Marie; et mesurant trois cent vingt-trois pieds (323′) en son côté est, cent treize pieds et huit pouces (113′8″) en son côté sud, quatre-vingt-trois pieds (83′) en son côté ouest, deux cent soixante-six (266′) en son côté nord-ouest, le tout, mesure anglaise et plus ou moins, avec les bâtiments dessus construits, circonstances et dépendances.

Et sauf à distraire de la partie douze-B de l'Immeuble sus-décrit au paragraphe numéro 2, les fils électriques, les poteaux et autres installations servant à la transmission de l'énergie électrique.

et 3) Un immeuble consistant en une terre désignée sous le numéro dix-sept (17) rang huit (8) suivant le cadastre officiel pour le canton Désandrouins, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu « en Bloc » à la porte de l'église de Ste-Monique de Rollet, P.Q., ce DIXIÈME jour de JUIN 1964, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
DIANIS LAFRENIÈRE.

Bureau du Shérif,
ce 1 Mai 1964.

6553-19-2-o

by the west line of the same lot twelve-A, and on the northwest, by route 46 Rouyn-Ville-Marie; and measuring three hundred and twenty-three feet (323′) on its east side, one hundred and thirteen feet and eight inches (113′8″) on its south side, eighty-three feet (83) on its west side, two hundred and sixty-six (266′) in its northwest side, the whole English measure and more or less, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

And save to withdraw from that Part twelve-B of the immoveable above described in paragraph number 2, the electric wires, poles and other installations which serve for the transmission of electrical power.

and 3) An immoveable consisting in a farm designated under number seventeen (17) range eight (8) according to the official cadaster for the township of Désandrouins, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold "en Bloc" at the church door of Ste-Monique de Rollet, P.Q., this TENTH day of JUNE, 1964, at THREE o'clock in the afternoon.

DIANIS LAFRENIÈRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
May 1, 1964.

6553-19-2

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Province de Québec
District de St-François

Cour de l'Échiquier du Canada
No IT-1482-63.

DANS L'AFFAIRE DE LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU ET MODIFICATIONS, *et* dans l'affaire de ARCADIUS DENIS, 419 rue Moore, de la cité de Sherbrooke, province de Québec, avocat.

Saisis comme appartenant audit Arcadius Denis:

« Ce certain morceau de terrain connu et désigné comme étant les lots numéros trente-sept, trente-huit et trente-neuf de la subdivision du lot numéro six cent douze (612-37, 38, 39) au cadastre officiel pour le canton d'Orford, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendus « en bloc » au bureau d'enregistrement de la division de Sherbrooke, 200 rue Bank, Sherbrooke, MERCREDI, le DIXIÈME jour de JUIN 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
DONAT JACQUES.

Bureau du Shérif,
Sherbrooke, 1er mai 1964.

6552-19-2-o

[Première insertion, le 9 mai 1964]

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Supérieure,
No 27-128.

PROGRESSIVE FINANCE CORP. LTD., corps politique légalement constitué avec siège social à Sherbrooke, district de St-François, demanderesse, *vs* THOMAS LOUIS TREMBLAY, de St-Herménégilde, district de St-François, défendeur.

« Un certain emplacement à prendre et à détacher dans la partie nord du lot numéro vingt-huit-B (Ptie 28-B) dans le huitième rang, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton d'Hereford, borné et décrit comme suit: commençant à un point, du côté nord du chemin public, lequel point se trouve à une distance de

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Province of Quebec
District of St-François

Exchequer Court of Canada,
No. IT-1482-63.

IN THE MATTER OF THE INCOME TAX ACT AND AMENDMENTS *and* in the matter of ARCADIUS DENIS, 419 Moore Street, of the city of Sherbrooke, Province of Quebec, advocate.

Seized as belonging to the said Arcadius Denis:

"This certain amount of land known and designated as being lots numbers thirty-seven, thirty-eight and thirty-nine of the subdivision of lot number six hundred and twelve (612-37, 38, 39) on the official cadaster for the township of Orford, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold "en bloc" at the registry office of the Sherbrooke division, 200 Bank Street, Sherbrooke, WEDNESDAY, on the TENTH day of JUNE, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sherbrooke, May 1, 1964.

6552-19-2

[First insertion, May 9, 1964]

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis

Superior Court,
No. 27-128.

PROGRESSIVE FINANCE CORP. LTD., body politic legally incorporated with head office in Sherbrooke, district of St. Francis, plaintiff, *vs* THOMAS LOUIS TREMBLAY, of St-Herménégilde, district of St. Francis, defendant.

« A certain emplacement to be taken from and detached from the north part of lot number twenty-eight-B (P. 28-B) on the eighth range, in the official plan and book of reference of the cadaster of the township of Hereford, bounded and described as follows: beginning at a point on the north side of the public road, which point is

quatre-vingt-sept pieds de la propriété appartenant à un nommé Bissonnette, ce point se trouvant juste à l'ouest d'un ruisseau, puis, de ce point en front avec ledit chemin une distance de cinquante-quatre pieds, de là dans une direction nord-ouest une distance de trois cent trente pieds à un point lequel point se trouve à trente pieds de la propriété dudit Bissonnette, puis de là vers l'ouest, une distance de trente pieds à la propriété dudit Bissonnette, de là vers le sud en suivant la propriété dudit Bissonnette jusqu'à un point se trouvant à quatre-vingt-dix pieds du chemin public, puis de là vers l'est en suivant la propriété de Robert Bissonnette une distance de quatre-vingt-sept pieds et enfin de là vers le sud jusqu'au chemin public, étant une distance de quatre-vingt-dix pieds étant le point de départ. Le tout borné comme suit: au nord et à l'est par partie dudit lot vingt-huit-B rang huit, étant la propriété du vendeur, à l'ouest par la propriété dudit Bissonnette et de Robert Bissonnette et au sud par le chemin public. Le tout avec les bâtisses dessus érigées. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Herménégilde de Barford, MARDI, le NEUVIÈME jour de JUIN 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
DONAT JACQUES.

Bureau du shérif,
Palais de Justice, Sherbrooke. 6550-19-2-o

[Première insertion, le 9 mai 1964]

at a distance eighty-seven feet from the property belonging to one Bissonnette, this point being situated just west of a brook, then, from this point in front with the said road, a distance of fifty-four feet; thence, in a north-westerly direction, a distance of three hundred and thirty feet to a point which is situated thirty feet from the property belonging to the said Bissonnette; thence, towards the west, a distance of thirty feet to the property of the said Bissonnette; thence, towards the south following the property of the said Bissonnette as far as a point situated at ninety feet from the public road; thence, towards the east, following the property of Robert Bissonnette, a distance of eighty-seven feet, and, finally, towards the south as far as the public road, being a distance of ninety feet, being the starting point. The whole is bounded as follows: on the north and on the east by part of sait lot twenty-eight-B on range eight, being the property of the vendor, on the west by the property of the said Bissonnette, and of Robert Bissonnette, and on the south by the public road. The whole with the buildings thereon erected."

To be sold at the parochial church door of St-Herménégilde de Barford, TUESDAY, the NINTH day of JUNE, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Court House, Sherbrooke. 6550-19-2

[First insertion: May 9, 1964]

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Terris
District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, No 15,315. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, demandeur; *vs* RAOUL MARTIN, de St-Théodore, d'Acton, comté de Bagot et Philippe A. Jolin, Syndic, mis-en-cause, défendeur.

À savoir:

« Une terre située sur le huitième rang, en la municipalité de la paroisse de St-Théodore d'Acton, comté de Bagot, composée des lots connus et désignés sous les numéros trois cent un et trois cent deux (301 et 302) du cadastre officiel de la paroisse de St-Théodore d'Acton, d'une superficie d'environ quatre-vingt-quatre acres; avec les bâtisses y érigées. »

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église paroissiale de St-Théodore d'Acton, comté de Bagot, le DEUXIÈME jour de JUILLET, 1964, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
GÉRARD BEAUDET.

Bureau du Shérif,
Ce 22 mai 1964. 6790-22-2-o

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Terris
District of St-Hyacinthe

Superior Court, No. 15,315. QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff, *vs* RAOUL MARTIN, St-Théodore d'Acton, Bagot county, defendant, and Philippe A. Jolin, mis-en-cause.

To wit:

"A farm situated on the eighth range, in the municipality of the parish of St-Théodore d'Acton, county of Bagot, composed of lots known and designated under number three hundred and one and three hundred and two (301 and 302) of official cadaster of the parish of St-Théodore d'Acton, of a surface of about eighty-four acres, with buildings thereon erected."

To be sold "en bloc" at parochial church door of the parish of St-Théodore d'Acton, Bagot county, the SECOND day of JULY, 1964, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GÉRARD BEAUDET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
May 22, 1964. 6790-22-2-o

Vente pour taxes

Municipalité du comté des Iles de la Madeleine

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné, Willie Chiasson, secrétaire-trésorier de la municipalité de Comté des Iles de la Madeleine, que les immeubles ci-dessous mentionnés et décrits seront vendus par enchère publique au Palais de Justice de Havre-Aubert, à DIX

Sale for Taxes

Municipality of the county of Magdalen Island

Public notice is hereby given by the undersigned, Willie Chiasson, secretary-treasurer of the municipality of County of Magdalen Islands, that the immoveables hereinafter mentioned and described will be sold by public auction in the Court House of Amherst Harbour, at TEN

heures de l'avant-midi, JEUDI, le DEUXIÈME jour de JUILLET prochain (1964), à moins que les taxes, frais et autres charges auxquelles lesdits immeubles sont tenus et affectés soient d'aujourd'hui à cette date payés avec les frais encourus.

o'clock in the forenoon, THURSDAY, the SECOND day of JULY next (1964), unless the taxes, costs and other charges by which the said immovables are bound and affected be paid from today to this date, with the costs incurred.

Corporation municipale de Havre-Aubert — Municipal Corporation of Amherst Harbour

Propriétaire — Owner	Superficie — Area	Numéro de lot — Lot number	Taxes munic. — Mun. taxes	Taxes scol. — School taxes	Frais — Costs	Total
Bourgeois, Éphrem H. *et als*	Site greve-Shore	Pt No. 4	$0.46	$5.20	$1.84	$7.50
Avec bâtisse.		With building.				
Succ.-est. vve-wid. Eugène Carbonneau	Site greve-Shore	Pt. No. 14-c				
	9-0-0	No. 46-A	29.64	57.11	8.91	95.66
Avec bâtisses.		With buildings.				
Chiasson, Patrick *et als*	Site greve-Shore	Pt. No. 4	0.99	1.31	2.50	4.80
Chiasson, succ.-est. Aristide	0-1-26	No. 106-A	0.46	0.88	1.39	2.73
Cormier, Dominique semblant appartenant-apparently owner	4-1-30	Pt. No. 41	2.34	4.62	1.52	8.48
Lapierre, Elzéar P.	25 pds larg. 25 ft. wide	Pt. No. 7				
	30-0-0	Lilet	.....	15.34	2.00	17.34
Painchaud, Félix et-and Charles	1-3-0	No. 17	91.86	257.46	31.15	381.47
Avec bâtisses.		With buildings.				
Reid & Carbonneau	6-0-0	No. 103-*f*	9.91	20.15	6.79	36.85
Renaud, Émile J.	Site greve-Shore	Pt. No. 4	2.57	.....	1.18	3.75
Vigneau, Joseph Alc.	0-3-20	No. 42	14.50	128.89	23.58	166.97
Avec bâtisses.		With buildings.				
Vigneau, Philippe D. *et als*	Site greve-Shore 25 p. larg.-25 ft. wide	Pt. No. 7	1.80	15.10	4.77	21.67
Avec bâtisse.		With building.				
Boudreau, Willie J. *et als*	35-3-0	Pt. No. 67				
	1-0-0	No. 86	.....	13.95	0.42	14.37

Corporation municipale de Bassin — Municipal corporation of Bassin

Chiasson, vve-wid. Sylvain	0-3-4	No. 239	$ 1.36	.....	.....	$ 1.36
Vigneau, Léonidas	0-3-30	No. 345	3.37	$ 3.12	.....	6.49
Bourgeois, succ.-est. Henri	5-2-0	Sub. non offic. No. 99 du-of lot 173.	26.07	31.16	.....	57.23
Avec bâtisses.		With buildings.				
Vigneau, Edmond & Jos	8-1-0	Sub. non off. No. 172 Lot No. 143F-63 173Q	17.16	42.05	.....	59.21
Renaud, Aurel O. ou Caisse Pop. du Bassin	4-1-0	Pt. du-of lot 317 sub. non off. No. 279	13.80	91.56	.....	105.36
Avec bâtisses.		With buildings.				
Vigneau Fred Alc. *et als*	1-1-0, 3-3-30, 6-2-0, 0-2-17, 17-0-0.	Sub. non off. No. 118 Lot No. 268-190-271-290c-191	48.09	111.98	.....	160.07
Moins: 160′ x 130′ vendu à la Commission scolaire. Avec bâtisses.		Less: 160′ x 130′ sold to the School corporation. With buildings.				

Donné à Cap-aux-Meules, ce 19e jour de mai, 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
WILLIE CHIASSON.

6793-22-3-o

Given at Cap-aux-Meules, this 19th day of May 1964.

WILLIE CHASSON,
Secretary-Treasurer.

6793-22-3-o

Cité de Sherbrooke

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la cité de Sherbrooke, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, à l'Hôtel de Ville, 145 nord, rue Wellington dans ladite cité, MARDI, le VINGT-TROISIÈME jour de JUIN, 1964, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au

City of Sherbrooke

Public notice is hereby given by the undersigned, city clerk of Sherbrooke, that the hereinafter described immoveables will be sold by public auction, at the City Hall, 145 Wellington St. North, in the said city, on TUESDAY, the TWENTY THIRD day of JUNE 1964, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment

paiement des taxes municipales et scolaires ainsi que des intérêts courus et des frais à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

of municipal and school taxes with accrued interests and costs incurred thereon, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

Nom des propriétaires — Name of property owners	Numéros des cadastres — Cadastral numbers	Quartier — Ward
Dumas, A. Philias	13 sub. 899, pt. 899	Est–East.
Dumas, A. Philias	2 sub. 899, pt. 1 sub. 899	Est–East.
Vallières, Succ.-Est. Mme-Mrs. F.	Pt. sub. 899	Est–East.
Tremblay, Jean-Marie	3 sub. 732	Est–East.
Boutin, Fernand	90 sub. 730	Est–East.
Simoneau, V. Anna	Pt. lot 71A et-and pt. 70A	Est–East.
Simoneau, V. Anna	Lot 269 et-and pt. lot 272	Est–East.
Simoneau, V. Anna	Lot 268	Est–East.
Simoneau, V. Anna	Lot 265	Est–East.
Fréchette, Armand	16 sub. 21F, rg VI	Ascot.
Fréchette, Armand	29 sub. 20B, rg VI	Ascot.
Charest, Marcel	109 sub. 728	Est–East.
Inconnu–Unknown	43 et-and 65 sub. 1	Est–East.
Parent, Léo	17 sub. 16A, rg VI	Ascot.
Ouellet, Majella	114 sub. 7	Sud–South.
Houle, Georges E.	8 sub. 1469, pt. 7 sub. 1469	Sud–South.
Rodrigue, Mme-Mrs. François	Lot 523, pt. 1 sub. 521	Nord–North.
Inconnu–Unknown	19 sub. 13	Nord–North.
Lapierre, Léo-Paul	1 sub. 69-5	Orford.
Lapierre, Gaston	2 sub. 69-5	Orford.
Boileau, Raymond	Pt. 98 sub. 47, pt. 99 sub. 47	Orford.
Charest, André	Pt. 46 sub. 904, pt. 47 sub. 904	North–North.

Donné à Sherbrooke, ce vingt-sixième jour de mai 1964.

Le Greffier,
H. P. ÉMOND.

6777-22-2-o

Given at Sherbrooke, this twenty-sixth day of May, 1964.

H. P. ÉMOND,
City Clerk.

6777-22-2-o

Commission scolaire de Saint-Jean l'Évangéliste
Comté de Chicoutimi

Avis public vous est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du vingt-cinq mai 1964, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de la section VII de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arriérés de taxes dues aux commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Jean l'Évangéliste et à la municipalité du canton Bégin, selon le cas, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle de l'hôtel-de-ville, de canton Bégin, lieu ordinaire des séances de la commission scolaire, le VINGT-DEUXIÈME jour de JUIN, 1964, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes scolaires devenues exigibles avant le 30 juin 1962 auront été payées avant le moment de la vente.

1° Joseph Allaire — *a*) Le lot 43, rang 5, sous billet de location;

b) Un terrain faisant partie des lots 43 et 44, rang 4, mesurant 3 arpents de profondeur, au sud, sur toute la largeur des lots 43 et 44, de l'est à l'ouest, borné: vers le nord au chemin public; vers l'ouest au terrain d'Adrien Duchesne ou représentants; vers l'est par le terrain de Trefflé Perron ou représentants; vers le sud par le résidu des lots 43 et 44 appartenant à Guillaume Girard ou représentants.

2° Jean-Marie Bouchard — Le lot 7, rang 1.

3° Louis-Henri Bouchard — Le lot 25, rang 1, moins la partie appartenant à Alfred Guay ou représentants, suivant titres dûment enregistrés, et sous réserve des servitudes concédées à Price Brothers & Company Limited par acte déposé

School commission of Saint-Jean l'Évangéliste
County of Chicoutimi

Public notice is hereby given that the Municipal Commission of Quebec, by an Order in Council dated of May, twenty-fifth 1964, has ordained the undersigned, according to the provisions of section VII of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chapter 207), to sell the immoveables described hereunder to satisfy the arrears in taxes due to the school commissioners for the municipality of St-Jean l'Évangéliste and to the municipality of the township of Bégin, according to the case, with interests and costs, and that in consequence the said immoveables will be sold by public auction in the hall of the town hall of the township of Bégin, usual place of the sittings of the school commission, the TWENTY-SECOND day of JUNE, 1964, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, will be excluded from the sale the immoveables on which the school taxes becoming due before June, 30, 1962, will have been paid before the sale.

1. Joseph Allaire — *a*) Lot 43, range 5, under ticket of location:

b) A piece of land being part of lots 43 and 44, range 4, measuring 3 arpents in depth, to the south, on all the width of lots 43 and 44, from the east to the west, bounded: on the north by the public road; on the west by the land of Adrien Duchesne or representatives; on the east by the land of Trefflé Perron or representatives; on the south by the residue of lots 43 and 44 belonging to Guillaume Girard or representatives.

2. Jean-Marie Bouchard — Lot 7, range 1.

3. Louis-Henri Bouchard — Lot 25, range 1, less the part belonging to Alfred Guay or representatives, according to titles duly registered, and under reservation of servitudes concede to Price Brothers & Company Limited by dee

à la division d'enregistrement de Chicoutimi sous le numéro 125324.

4° Albert Lemieux — Un terrain faisant partie du lot 33, rang 1, mesurant 100 pieds de largeur par 125 pieds de profondeur, borné; au nord par le chemin public; au sud et à l'ouest, par le résidu du lot; à l'est par le terrain de Philippe Girard ou représentants.

5° Émile Perron (Alexandre Perron) — Le lot 47, rang 4.

6° Succession Flavien Chouinard — Le lot 34, rang 5.

7° Société coopérative agricole de canton Bégin — *a*) Un terrain d'une superficie d'environ trois acres, formant partie du lot 33-B, rang 3, borné: au nord par le terrain de Dame Omer Villeneuve ou représentants; au sud par le terrain d'Alfred Lapointe ou représentants; à l'est par le lot numéro 32; à l'ouest par le chemin public.

b) Un terrain mesurant 100 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur, faisant partie du lot 33-A, rang 3, borné: à l'ouest par le chemin public; de tous les autres côtés par le terrain d'Alfred Lapointe ou représentants.

Les lots ou parties de lots ci-dessus désignés sont du cadastre officiel de canton Bégin.

Ces immeubles seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à canton Bégin, ce vingt-deuxième jour de mai 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
ROMÉO LEVESQUE.

6795-22-2-o

deposited at the registry division of Chicoutimi under number 125324.

4. Albert Lemieux — A piece of land being part of lot 33, range 1, measuring 100 feet in width by 125 feet in depth, bounded: on the north by the public road; on the south and on the west, by the residue of the lot; on the east by the land of Philippe Girard or representatives.

5. Émile Perron (Alexandre Perron) — Lot 47, range 4.

6. Estate of Flavien Chouinard — Lot 34, range 5.

7. Société coopérative agricole de canton Bégin — *a*) A piece of land of an area about three acres, forming part of lot 33-B, range 3, bounded: on the north by the land of Dame Omer Villeneuve or representatives; on the south by the land of Alfred Lapointe or representatives; on the east by the lot number 32; on the west by the public road;

b) A piece of land measuring 100 feet in width by 100 feet in depth, being part of lot 33-A, range 3, bounded: on the west by the public road; on all the other sides by the land of Alfred Lapointe or representatives.

The lots or parts of lots designated above are of the official cadaster of the township of Bégin.

These immoveables will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and with all the servitudes active or passive, apparent or unapparent which could affect them.

The adjudication price of each of these immoveables will be payable immediately.

The sale will moreover be subject to the withdrawal right and to other provisions of the Municipal Commission Act of Quebec.

Given at the township of Bégin, this twenty-second day of May, 1964.

ROMÉO LEVESQUE,
Secretary-Treasurer.

6795-22-2

INDEX No 22

ACTION — ***ACTION***
en séparation de biens — ***for Separation as to Property***

Paquette *vs* Dubois 2951

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

814 – Circulation en forêt dans les régions sauvegardées en 1964 2951
814 – Travelling in the forest in fire districts in 1964 2951
1012 – Abolition de la Réserve de chasse et de pêche Mingan 2961
1012 – Abolishment of the Mingan Fish and Game Reserve 2961
1013 – Périodes de chasse au chevreuil dans la province 2962
1013 – Deer hunting periods in the Province 2962
1014 – Chasse au lièvre 2963
1014 – Hare hunting 2963
1019-D – Barbiers, coiffeurs pour hommes et dames, Joliette *et al* 2952
1019-D – Barbers, men's and ladies hairdressers, Joliette *et al* 2952
1019-E – Construction, Saguenay 2953

ASSOCIATIONS Coopératives — ***COOPERATIVE Associations***

Avis de changement de noms 2964
Notice of change of names 2964
Paynes Bay Fishermen's Cooperative Association (*Form.*) 2963

AVIS — ***NOTICES***

Châteauguay Centre, ville – town (*Requête – Petition*) 2966
Greater Montreal, p.s.b. (*Redemption of bonds*) 2965
Maple Avenue Baptiste Church (*Requête – Petition*) 2966
Montreal Métropolitain, c.s.p. (*Rachat d'obligations*) 2965
Saint-Jérôme de Lac Saint-Jean, par. (*Rachat d'obligations*) 2964
Saint-Jérôme of Lake St. John, par. (*Redemption of bonds*) 2964

CAISSES *SAVINGS*
d'épargne et de crédit *and credit unions*

Caisse d'Économie du Conseil du Travail de St-Jean et district (La) – (*Form.*) 2966
Caisse Populaire l'Assomption, Beauce (La) – (*Nom – Name ch.*) 2966

COMPAGNIES *COMPANIES*
Avis relatifs à la loi des *Notices relative to the Act of*
Autorisée à faire des affaires *Licensed to do Business*

Seaboard Securities Canadian Limited. 2967

Chartes — Abandon de *Charters — Surrender of*

Academy Holdings Inc. 2967
Benosem Inc. 2967
Immeubles Fraser Inc. (Les) 2967
Normed Corp. 2968
Thériault (L.P.) Construction Limited. 2967
Thériault (L.P.) Construction Limitée. 2967

Divers *Miscellaneous*

Appel conjoint de Dorval inc. (L') – (*Règl.*) 2970
Appel conjoint de Dorval inc. (L') – (*Dir.*) 2970
Brome Lake Ducks Limited (*Dir.*) 2968
Corporation du Centenaire de Dorval (La) – (*Règl.*) 2968
Compagnie Montco ltée (*Dir.*) 2970
Dorval Centennial Corporation (The) – (*By-laws*) 2968
Dorval Combined Appeal Inc. (The) – (*Dir.*) 2970
Dorval Combined Appeal Inc. (The) – (*By-laws*) 2970
Dosco (Quebec) Ltd. (*Dir.*) 2970
Dosco (Québec) ltée (*Dir.*) 2970
Elite Investment (Quebec) Limited (*Dir.*) 2968
General Advertising Inc. (*Dir.*) 2969
Gruen & Co. Ltd. (T.) (*Dir.*) 2969
Hôpital Chinois de Montréal (1963) (L') – (*Dir.*) 2969
Hôpital Chinois de Montréal (1963) (L') – (*Règl.*) 2969
Industrial Fuel and Refrigeration Co. Ltd. (*Dist. actif – assets*) 2968
Loisirs de la Vallée de l'Or inc. (*Dir.*) 2970
Miracle Enterprises Co. Ltd. (*Dir.*) 2969
Montco Company Ltd. (*Dir.*) 2970
Montreal Chinese Hospital (1963) (The) (*Dir.*) 2969
Montreal Chinese Hospital (1963) (The) (*By-laws*) 2969
Quebec Federation of Protestant Home and School Associations (*Dir.*) 2969
Quebec Federation of Protestant Home and School Associations (*Règl.– By-laws*) 2969
Royal Quebec Golf Club (The) – (*Règl.– By-laws*) 2970
Scottish Trust Company (The) (*Augm. capital – Incr. capital*) 2968
Société Artistique du Richelieu (La) – (*Règl.– By-laws*) 2970

Lettres patentes *Letters Patent*

Acier Fortis inc. 2914
Adanac Warehouses Inc. 2924
Arèsville Women Sportswear & Dress Co. Ltd. 2914
Association des dames auxiliaires de l'hôpital St-Joseph de la Providence (L') 2915
Association des hôteliers du comté de Bonaventure incorporée (L') 2915
Auteuil Développement limitée 2916
Beaudoin construction inc. 2916
Bergeron (J. R.) ltée 2916
Bianchi Co. Ltd. 2920
Biscuits Grand-Mère inc. (Les) 2917
Bois Clair limitée (Les) 2917
Bonnetiers Perfection inc. (Les) 2917
Boucherie Torino inc. 2918
Buanderie Rivière-du-Loup inc. 2918
Camp Saint-Maurice de Duvernay inc. 2918
Caron & Morin inc. 2919
Centre d'accueil Saint-Sauveur 2919
Centre national Bel-Air ltée 2919
Cercle sportif « Consol » de Roberval, inc. 2920
Cie Bianchi ltée 2920
Clair Lumber Limited 2917
Club libéral de Québec-Est inc. 2921
Club Richelieu — Murdochville inc. 2921
Commission des loisirs de La Sarre inc. (La) 2921
Cosenza Tile & Terrazzo Inc. 2922
D. B. D. Construction Inc. 2922
Desmeules & Duchesne ltée 2922
Disques Jupiter inc. (Les) 2923
Drummond Bedding Ltd. 2934
Dubois (Napoléon) ltée 2923
Entrepôts Adanac inc. (Les) 2924
Entreprises Culturelles inc. (Les) 2924
Entreprises Leblanc inc. (Les) 2924
Entreprises Legardeur inc. (Les) 2925
Entreprises Lescar ltée (Les) 2925
Entreprises Prevec inc. (Les) 2925
Éthier & frères ltée 2926
Fédération des œuvres paroissiales Saint-Georges de Longueuil inc. (La) 2926
Ferronnerie A. Huot inc. 2926
Fondation Armand Laberge Inc. (La) 2927
Fook Lee Club Inc. 2927
Foro inc. 2927
Gonthier & frères inc. 2928
Gopar inc. 2928
Grenier (N.) construction inc. 2928
Goyette Auto Leasing Inc. 2935
Guillot (Roger) inc. 2929
Hôpital Sainte-Marie 2971
Hôpital St-Luc d'Asbestos 2971
Hôtel-Dieu d'Arthabaska 2971
Hôtel-Dieu de St-Jérôme 2971
Huot (Jean-Marie) ltée 2929
Immeubles Bertfort inc. (Les) 2930
Immeubles Provencher ltée 2930
Imprimerie A. Doyon inc. 2930
Investissements Rocan inc. (Les) 2931
Jacques-Cartier Cleaners Inc. 2937
Jetté & frères industries inc. 2931
Juërgen's Limited 2931
Jupiter Records Inc. 2923
L. & R. réfrigération ltée 2932
Ladouceur & fils inc. 2932
Laganière (J. A.) & fils inc. 2932
Laporte & Jetté inc. 2933
Leonardo Pizzeria & Bar-B-Q inc. 2933
Lescar Enterprises Ltd. 2925
Lessard, Bédard et associés, inc. 2933
Lever (J. M.) inc. 2934
Literie Drummond ltée 2934
Location d'autos Goyette inc. 2935
Ménard inc. 2935
Métropolitain auto inc. 2935
Michel Plumbing Inc. 2939
Mines de Poirier inc. 2936
Mongeau (Marcel) ltée 2936

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Napierville Quarter Drag Ltd. 2936
National Acceptance Corporation 2937
National Bel-Air Centre Ltd. 2919
Nettoyeurs Jacques-Cartier inc. 2937
Oeuvre des terrains de jeux de St-Antoine-Abbé & de Franklin Centre, inc. (L') 2937
Osborne (Laurier) Construction Ltd. 2938
Osborne (Laurier) construction ltée 2938
Perreault (R. R.) inc. 2938
Plomberie Michel inc. 2939
Rocan Investments Inc. 2931
Rolfe's Marina Limited 2939
Rouliers de la Rive-Sud inc. (Les) 2939
St. Johns Plastic Limited 2940
Sartor (C. A.) & Company Ltd. 2940
Savoie Express Inc. 2940
Service d'entretien Trans Québec ltée 2941
Service de Sécurité-Sherbrooke inc. 2941
Service des loisirs St-Barnabé-Apôtre 2941
Service des loisirs Très-Saint-Nom-de-Jésus 2942
Siloge limitée 2942
Société immobilière Bonin limitée 2943
Turgeon (Raymond) ltée 2943
Trans Quebec Maintenance Service Ltd. 2941

Lettres patentes supplémentaires — ***Supplementary Letters Patent***

Association des propriétaires de Dollard des Ormeaux inc. (L') 2944
Club de Football Rifles Inc. (Le) 2947
Columbia Builders Supply Co. 2943
Crédit Joliette inc. 2944
Développement Ste-Beatrix inc. 2944
Dollard des Ormeaux Home-Owners Association Inc. (The) 2944
Entreprises Safari (1963) limitée (Les) 2944
Excelsior Office Supplies & Furniture Inc. 2945
Excelsior papeterie & ameublement de bureau inc. 2945
Imprimerie Powter limitée (L') 2947
Investissements Ducharme inc. (Les) 2945
Jobastore Ltd. 2945
Joliette Smallware Inc. 2945
Largo construction inc. 2945
Laval automotive inc. 2946
Lombard Power Equipment Limited 2946
Marlborough Golf & Country Club, Limited 2946
Membres du renouveau chrétien (Les) 2946
Pavages St-Jean inc. 2947
Perreault Investment Company Ltd. 2948
Pétroles Damas inc. (Les) 2947
Powter's Printing Limited 2947
Rifles Football Club Inc. (The) 2947
Ross (Lionel) et fils limitée 2948
Roy et frères limitée 2948
St. John's Paving Inc. 2947
Maurice Sioui (Maurice) inc. 2948
Société de placements Perreault ltée (La) 2948
Sogestion ltée 2948
Summerhill Construction Inc. 2949
Tole Victoria inc. 2949
Torpedo Ltd. 2949
Torpedo ltée 2949
Three Rivers Chevrolet, Limited (*Correction*) 2950
Trois-Rivières Chevrolet, limitée (*Correction*) 2950
United Auto Parts Inc. 2950
Variétés Joliette inc. 2945
Videoscope Inc. 2950
Wallace (William H.) Ltd. 2950

Sièges sociaux — ***Head Offices***

Agence d'Assurance Maisonneuve Inc. 2972
Blouin (J.C.) & Fils inc. 2973
Boulangerie A. Gagnon Inc. 2973
Brind'Amour & Fils Inc. 2972
Brunet Excavation Ltd. 2972
Brunet Excavation Ltée 2972
Compagnie Simard Limitée 2974
Colonial-Briard Inc. 2974
Gaudreault (G.) Inc. 2972
Investissements Rocan Inc. (Les) 2974
Larin Engraving (1964) Inc. 2972
Leaseholds Properties Limited 2974
Placements Montigny Inc. (Les) 2974
Restaurant « Au Lys Blanc » Ltée. 2973
Rocan Investments Inc. 2974
S.F. Enterprises Inc. 2975
Soucie (Raymond) Inc. 2973
Tour du St-Laurent Cycliste Inc. (Le) 2974
Truxa Development Corporation 2975

EXAMENS du Barreau — ***EXAMINATIONS Bar***

Abitibi-Témiscamingue, pratique – practice 2992
Arthabaska, étude – study 2992
Arthabaska, pratique – practice 2992
Hull, pratique – practice 2992
Québec, pratique – practice 2993
Saguenay, pratique – practice 2993

LIQUIDATION — ***WINDING***

Polyethelene Bag Mfg. (Quebec) Inc. 2975

MINISTÈRES — ***DEPARTMENTAL***

Affaires municipales — ***Municipal Affairs***

Lachute, ville – town (*Annex.*) 2990
St-Gabriel-Lallement (*Publ.*) 2991

Finances — ***Finance***

Assurances: — *Insurance:*

Northern du Canada (La), Compagnie d'Assurance-Vie 2975
Northern Life Assurance Company of Canada (The) 2975

Éducation — ***Education***

Municipalité scolaire de: — *School Municipality of:*

Amos (*Acc.– Grant.*) 2976
Bas St-Laurent, c.s.r. (*Acc.*) 2977
Black-Lake, ville – town (*Acc.– Grant.*) 2977
Cadillac (*Acc.– Grant.*) 2977
Chaleur Bay Prot. (*Acc.– Grant.*) 2978
Chambly, c.s.r.– r.s.b. (*Acc.– Grant.*) 2978
Charlesbourg, ville – town (*Acc.– Grant.*) 2978
Chauveau, c.s.r.– r.s.b. (*Acc.– Grant.*) 2978
Côte-Nord, c.s.r. (*Acc.*) 2979
Drummondville, cité – city (*Acc.– Grant.*) 2979
Granby Prot., cité – city (*Acc.– Grant.*) 2979
Granby Prot., cité – city (*Acc.– Grant.*) 2980
Grand-Remous (*Acc.– Grant.*) 2981
Harricana, c.s.r.– r.s.b. (*Acc.– Grant.*) 2981
Jean-Talon, c.s.r.– r.s.b. (*Acc.– Grant.*) 2981
Knowlton Prot. (*Acc.– Grant.*) 2981
La Corne (*Dem.– Appl.*) 2976
Lafontaine (*Acc.– Grant.*) 2982
L'Épiphanie, par. (*Dem.– Appl.*) 2985
Le Royer, c.s.r.– r.s.b. (*Acc.– Grant.*) 2982
Léry, ville – town (*Dem.– Appl.*) 2985
L'Islet (*Acc.– Grant.*) 2982
Louis-Fréchette, c.s.r.– r.s.b. (*Acc.– Grant.*) 2982
Lower St. Lawrence, r.s.b. (*Grant.*) 2977
Malartic (*Acc.– Grant.*) 2983

Éducation — ***Education***

Municipalité scolaire de: (suite) — *School Municipality of: (continued)*

Meilleur, c.s.r.– r.s.b. (*Acc.– Grant.*) ... 2983
Mont-Brun (*Acc.– Grant.*) ... 2983
Mont-Martre (*Acc.– Grant.*) ... 2983
North Shore, r.s.b. (*Grant.*) ... 2979
Pointe-Claire & Beaconsfield c. s. c. (*Acc.-Grant.*) ... 2984
Papineau, c.s.r.– r.s.b. (*Acc.– Grant.*) ... 2983
Rimouski, ville – town (*Abol.*) ... 2985
St-Basile-Station (*Dem.– Appl.*) ... 2976
St-Éloi (*Acc.– Grant.*) ... 2984
St-Jean l'Évangéliste « Cath. » (*Acc.– Grant.*) ... 2984
St-Joseph (*Acc.– Grant.*) ... 2984
Soulanges, c.s.r.– r.s.b. (*Dem.– Appl.*) ... 2976
Victoriaville (*Acc.– Grant.*) ... 2985
Waterloo Prot. (*Acc.– Grant.*) ... 2979

Terres et Forêts — ***Lands and Forests***

Cadastre: — *Cadastre:*

Amherst, canton – township ... 2985
Ste-Geneviève, par. ... 2985
Wolfe, canton – township ... 2986

Travail — ***Labour***

Industrie ou métiers de: — *Industry or Trades of:*

Barbers and hairdressers, Rouyn-Noranda (*Levy*) ... 2988
Barbiers et coiffeurs, Rouyn-Noranda (*Prél.*) ... 2988
Coiffeurs pour hommes et dames, Québec (*Mod.*) ... 2986
Commerce, Mégantic (*Prél.– Levy*) ... 2987
Men's and ladies' hairdressers, Quebec (*Amend.*) ... 2986

NOMINATIONS — ***APPOINTMENTS***

Conseil en loi de la Reine ... 2993
Divers ... 2993
Miscellaneous ... 2993
Queen's Counsel ... 2993

SOUMISSIONS — ***TENDERS***

Coaticook, ville – town ... 2995
Joliette, cité – city ... 2994

SYNDICATS — ***SYNDICATES***

Professionnels — ***Professional***

Syndicat des producteurs de bleuets de Mont-Brun (Le) – (*Const.– Inc.*) ... 2996
Syndicat des producteurs de poulets de gril du Saguenay-Lac St-Jean (U.C.C.) (Le) – (*Const.– Inc.*) ... 2996
Syndicat national de la construction de St-Jean (*Nom – Name ch.*) ... 2996

VENTES — ***SALES***

Licitation — ***Licitation***

Legrand *vs* Bernier *et al* ... 2997

Loi de Faillite — ***Bankruptcy Act***

Gagnon, Irenée ... 2997

SHÉRIFS — ***SHERIFFS***

Bedford — ***Bedford***

Goyer *vs* Potvin ... 2998

Iberville — ***Iberville***

Cartier *vs* Grégoire et Cie ltée ... 2999

Kamoursaka — ***Kamouraska***

Corporation de Finance Standard (La) *vs* Soucy ... 3001
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Ouellet ... 3001
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Ouellet ... 3001
Standard Finance Corporation *vs* Soucy. 3001

Montréal — ***Montréal***

Paul's Plumbing & Heating Supplies Co. Ltd. *vs* Lafrance ... 3002

Québec — ***Quebec***

Chartier (E.J.) Inc. *vs* Simard ... 3002
Crane Canada Limited *vs* Verreault *et al* ... 3002

Richelieu — ***Richelieu***

Lemaire *vs* Vincent ... 3003
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Roy ... 3003
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Roy ... 3003

Rouyn-Noranda — ***Rouyn-Noranda***

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Maltais ... 3004
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Maltais ... 3004

Saint-François — ***Saint Francis***

Income Tax Act *vs* Denis ... 3005
Loi de l'Impôt sur le Revenu *vs* Denis. 3005
Progressive Finance Corp. Ltd. *vs* Tremblay ... 3005

Saint-Hyacinthe — ***Saint Hyacinthe***

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Martin ... 3006
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Martin ... 3006

Taxes — ***Taxes***

Iles de la Madeleine, comté ... 3006
Maglen Islands, county ... 3006
St-Jean l'Évangéliste, c.s.– s.c. ... 3008
Sherbrooke, cité – city ... 3007

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.